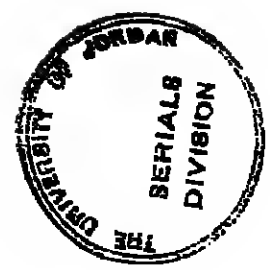


الشرق الأوسط



8 pages d'offres d'emplois

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15539 - 7 F

MERCREDI 4 JANVIER 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Le désespoir somalien

ALORS que l'ancien dictateur Mohamed Siyad Barre vient de mourir au Nigéria, quatre ans après son départ en exil, la Somalie vit sans gouvernement. Elle fait le désespoir de la communauté internationale et des organisations humanitaires. Constatant par son incapacité à rétablir l'ordre, l'ONU dresse un constat d'échec et prépare le retrait de ses derniers « casques bleus » avant le 31 mars.

Les combats entre factions rivales - qui se battent toujours pour la conquête du pouvoir - entretiennent la désolation : une flambée de violence vient de faire une dizaine de morts et plus de deux cents blessés en trois jours, dans les quartiers sud de Mogadiscio. Les plus pessimistes prédisent un nouvel embrasement après le départ définitif des Nations unies.

En quittant la Villa Somalia - son palais-bunker de Mogadiscio - le 27 janvier 1991, Mohamed Siyad Barre abandonnait un pays dévasté avec une économie en pièces, une administration rongée par la corruption et le népotisme. Il avait bien tenté de venir à bout du tribalisme au début de son « règne » et de faire une nation de ce qui n'était rien d'autre qu'une juxtaposition de clans au lendemain de l'indépendance en 1960. Mais ses efforts ont vite trouvé leurs limites.

Il réussit cependant à faire partiellement l'unité... contre lui. Les deux chefs de guerre, Ali Mahdi - un ancien directeur d'hôtel - et Mohamed Farah Aidid, se battent ensemble, au sein du Congrès de la Somalie unifiée (USC) et finiront par venir à bout de sa résistance. Ils la chasseront du pays et, si leur but atteint, se disputeront sa succession. Ali Mahdi, un Abgal, est désigné président. Le général Aidid, un Habr Gadir, s'y oppose. Membres de la confédération des Hawiyas, tous deux se lancent, entre novembre 1991 et avril 1992, dans une guerre fratricide qui ruine Mogadiscio. Rien de vraiment surprenant puisque, dans la tradition locale, les pactes entre clans se nouant et se dénouant au gré de querelles pour un puits ou un pâturage. Mais l'ampleur des combats défile cette fois l'antandemement, d'autant plus qu'une femme décima les populations. Les conférences de réconciliation échouent, de fugaces accords sont violés tandis que des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants meurent de faim.

DANS un immense effort de mobilisation international, les Nations unies lancent une opération sans précédent. La famine est bientôt jugulée. Mais la guerre civile fait rage. L'ONU et les États-Unis s'engagent dans l'opération « Rendre l'espoir ». Le piège somalien se referme sur les « casques bleus », perçus comme une force d'occupation. Plus de cent quarante périront avant que le Conseil de sécurité ne décide de les retirer progressivement.

Quatre ans après la chute du dictateur, en dépit de milliards de dollars déversés par la communauté internationale, la Somalie, épuisée, divisée contre elle-même, ne réussit pas à reprendre souffle.

Lire les informations page 5

## Après plusieurs jours d'assauts intensifs contre Grozny

# Les combattants tchétchènes résistent avec acharnement aux forces russes

Au quatrième jour de leur offensive contre la capitale tchétchène, les troupes russes n'étaient toujours pas parvenues, mardi 3 janvier en fin de matinée, à prendre la contrôle de Grozny. Tandis que les autorités de Moscou admettaient implicitement avoir subi un revers, des députés russes, de retour de la capitale dévastée, affirmaient que les combats de ces

derniers jours avaient fait « plusieurs centaines de morts » parmi les soldats russes et « plus d'un millier » dans la population civile. A Bonn, le porte-parole du ministère allemand des affaires étrangères a dénoncé la violation des droits de l'homme en Tchétchénie. De son côté, Paris a envisagé de saisir l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

## Un immense gâchis

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Les lance-grenades finissent par percer les menages les plus épais. En détruisant des dizaines de blindés russes, en repoussant, contre toute logique militaire, l'assaut lancé par des forces inférieures, les combattants tchétchènes ont fait éclater l'invraisemblable propagande qui sévissait à Moscou depuis deux jours. L'immensité du gâchis est apparue clairement, lundi, lorsque les chaînes de télévision russe, cessant de ne citer que les communiqués officiels, ont donné la parole à trois députés démocrates, retour de Grozny, sur fond d'images de mort et de destruction.

On a donc entendu le député Viktor Tchelnitskiy dire les choses simplement : les forces russes, après d'intenses bombardements aériens et une préparation d'artillerie, ont « lancé une opération militaire de très grande ampleur », mais « les troupes qui sont entrées dans la ville ont subi

une défaite cuisante ». Il y a « plusieurs centaines de morts parmi les soldats russes » et « plus d'un millier » dans la population civile.

Le constat le plus ravageur a été fait par le père Gleb Iakouline, l'ancien prisonnier du goulag rongé par la politique, qui, soudain, retrouvait ses racines de dissident : « Aucun bataillon Alfa (l'unité d'élite de la garde présidentielle), Beta ou Gamma ne fera l'affaire. Les troupes russes ne font pas face à des bandes, mais à un peuple en armes, qui défend sa terre ».

Au total, l'opération contre Grozny se soldait donc par une « violation massive des droits de l'homme ». De plus, ajoutent les députés, c'est à ce sujet leur collègue Sergueï Kovalov, resté sur place, les dirigeants russes persistent à refuser toute négociation. Le président Djokhar Douaev a lancé, lundi 2 janvier, une nouvelle offre de cessez-le-feu, qui s'est heurtée comme les précédentes à un mur de silence à Moscou, tandis que bombes et obus recommençaient à dégringoler sur Grozny et ses environs.

L'évidence de l'échec russe a fini par être reconnue, après bien des contorsions, par le « service d'information » du gouvernement.

On a d'abord appris que les troupes qui, la veille au soir, « contrôlaient totalement la ville » « continuaient », lundi, « à contrôler la majeure partie de la ville et procédaient à des regroupements ». Surtout, au détour d'un communiqué publié lundi soir, il est apparu que « quelques dizaines de véhicules blindés avaient été brûlés » au cours des opérations (les Tchétchènes parlent de 130 blindés détruits). Cependant, poursuit le service officiel, les pertes (non précisées) sont loin d'être aussi élevées que le prétendent les députés, et elles sont « même inférieures à ce qu'on peut attendre dans ce type d'opération ».

JAN KRAUZE

Lire la suite

et nos autres informations page 3

Lire aussi

notre page « Débats »

## Trois policiers palestiniens tués à Gaza par des soldats israéliens



Les relations israélo-palestiniennes se sont tendues lundi 2 janvier. Trois policiers palestiniens ont été tués par des soldats israéliens à Gaza. M. Rabin, après avoir ordonné l'arrêt de la construction de nouvelles habitations à Ephraïm, a autorisé l'implantation de ces logements sur une colline contiguë.

page 5

## Attentats islamistes en haute Egypte

Huit policiers et trois civils ont été tués, lundi 2 janvier, en haute Egypte, lors de quatre attentats qui ont été revendiqués par le mouvement intégriste extrémiste Djamaa Islamiya. Les forces de sécurité ont procédé à des rafles dans les milieux islamistes et d'importants renforts en hommes et en matériel ont été dépêchés sur place.

page 30

## Italie : M. Scalfaro, arbitre de la crise

Oscar Luigi Scalfaro, président de la République italienne, a repris ses consultations pour tenter de trouver une issue à la crise politique, après la démission de Silvio Berlusconi de la présidence du conseil. C'est une difficile mission pour le chef de l'Etat, qui a écarté l'idée d'élections anticipées à brève échéance.

page 4

## Trois terroristes de l'Airbus identifiés

Une semaine après la dénouement de la prise d'otages à bord de l'Airbus d'Air France, qui a été revendiquée par le Groupe islamique armé (GIA), trois des quatre terroristes tués lundi 26 décembre par la Gendarmerie nationale (GIGN) ont pu, lundi 2 janvier, être identifiés par les enquêteurs. Abdelhadi Yahia, passé dans la clandestinité en 1992 au sein du GIA, et Mehdiouf Banguet, islamiste évadé de prison, ont été reconnus par leurs empreintes digitales, et Salim Layadi sur photo.

page 9

## La cohabitation et les préfets

Edouard Balladur avait indiqué, dans sa déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale, en avril 1993, qu'il entendait dépolitiser les nominations dans la haute fonction publique. Néanmoins, sur la trentaine de préfets classés « à gauche » qui étaient alors en place, la moitié ont été écartés de toute responsabilité. Dans certains cas, leur éviction, parfois sous la pression de parlementaires de la majorité, a soulevé des critiques, y compris parmi les élus favorables au gouvernement.

page 6

# Une année cinématographique en noir et blanc

Le bilan de la production française en 1994 nourrit inquiétudes et mécontentements. Pourtant, le millésime n'a pas été mauvais, avec 123 millions de spectateurs, mais il a mis en évidence quelques échéances cruciales

Sous le halo artificiel de la honte humanitaire réclamée par l'ouverture de l'année du centenaire, les professionnels du cinéma font grise mine. Les bilans de l'année 1994 sont moroses, surtout comparés à l'euphorie qui régnait fin 1993. Trois éléments portaient alors à l'optimisme : une notable remontée des entrées, une stabilisation de la part de marché des films français, et l'obtention de l'exception culturelle aux négociations du GATT.

A cette aune, 1994 n'invite pas à se réjouir : avec environ 123 millions de spectateurs, la fréquentation perd 10 millions d'entrées par rapport à 1993. Et les films français perçoivent moins de 30 % de cette manne - du jamais vu. Enfin, la mobilisation des pouvoirs publics et des professionnels pour la bataille du GATT a, semble-t-il, fait long feu. Alors que les corporations paraissent se replier sur elles-mêmes, et les entreprises privilégier la concurrence effrénée sur la concertation, les pouvoirs publics sont apparus en retrait, plus prodiges de contrôles bureaucratiques dans une ambiance budgétaire raréfiée que d'initiatives politiques.

Il convient pourtant d'apporter quelques correctifs à ces sombres constats. La fréquentation de 1993 avait été exceptionnelle. Avec 123 millions d'entrées, 1994 obtient le meilleur score depuis 1988, à l'exception du cru 1993. Et la prodigalité de celui-ci reposait essentiellement sur le triomphe des Visiteurs, bien soutenu par le

renfort de *Germinal*. Ces deux films fournissaient l'essentiel de la stabilisation de la part du film français sur son propre marché - démontrant au passage, une fois de plus, que le cinéma américain constitue le socle relativement stable de la fréquentation, la différence entre les bonnes et les mauvaises années dépendant des résultats des produits nationaux.

Commercialement, le cinéma français n'aura pas été vaillant en 1994, c'est un fait. Les plus gros succès (*Léon* à 3,2 millions d'entrées, *Grosse fatigue* à 2 millions, et surtout *Colonel Chabert* à 1,5 million) sont en-dessous de leurs espérances - seul *La Cité de la peur*, avec 2,2 millions de spectateurs, peut être tenu pour une bonne surprise, mais incapable d'inverser les tendances lourdes. D'autant qu'on a assisté à bon nombre de catastrophes majeures - pour mémoire, les *Patriotes*, la *Machine*, *Montparnasse-Pondichéry*, *Cache-cache*, la *Séparation*, le *Sourire*, *Casque bleu*, *Aux petits bonheurs*, le *Parfum d'Ivonne*, *L'Ours en peluche*, la *Portée d'échecs*...

Les génériques de ces films aux budgets considérables réunissent pourtant une grande part des forces vives - réalisateurs et vedettes - du cinéma français : Gérard Depardieu, Yves Robert, Claude Pinoteau, Daniel Auteuil, Isabelle Huppert, Claude Miller, Jean-Pierre Marielle, Gérard Jugnot, Michel Deville, Patrice Leconte, Jacques Doray, Alain Delon, Catherine Deneuve... Le

seul bénéficiaire de l'année 1994, à ce titre, aura été Thierry Lhermitte, avec un succès au début (*La vengeance d'une blonde*) et un autre à la fin (*Un indien dans la ville*). Il faut mettre à part le cas de la *Reine Margot*, de Patrice Chéreau, dont les résultats ne couvrent pas le lourd investissement, mais dont la qualité fait une valeur sûre à long terme.

Cette faiblesse des « grosses machines » tricolores appelle toutefois un correctif : l'état de l'économie du cinéma français ne lui permet pas - à la différence de son concurrent américain - de fournir chaque année son contingent de superproductions taillées pour le triomphe. Aussi, depuis le milieu des années 80, voit-on alterner les bonnes et les mauvaises années, au gré d'un rythme de production lourde reposant sur un cycle de dix-huit ou vingt-quatre mois plutôt que douze.

A cet égard, l'année 1995 sera cruciale : si la part de marché du cinéma français ne se relève pas, celui-ci partagera le sort de ses homologues européens, sort auquel une politique volontariste lui avait jusqu'alors permis d'échapper. Ce défi repose sur les épaules de quelques titres-phares, très attendus : *Les Anges gardiens*, de Jean-Marie Poiré, le *Hussard sur le toit*, de Jean-Paul Rappeneau, *Les Misérables du XX<sup>e</sup> siècle*, de Claude Lelouch, *Une femme française*, de Régis Wargnier, la *Cité des enfants perdus*, de Marc Caro et Jean-Pierre Jeunet, éven-

nement *Elisa*, de Jean Becker, *L'Appât*, de Bertrand Tavernier et le *Nouveau Monde*, d'Alain Corneau.

Cette morosité ambiante a forcément pesé sur le moral des professionnels, membres de cette « profession » très particulière puisqu'elle inclut les pouvoirs publics. Les mauvais résultats commerciaux ont nourri la frilosité des uns, l'agressivité des autres, et le retour de l'immuable et suicidaire « yaka » ultra-libéral - « yaka » jeter tout ensemble le bébé créateur, l'eau du bain des savoir-faire, la bagnoire réglementaire... « yaka » faire comme les Américains, le fric pour les gros, et que tous les autres aillent mourir au silence... vieilles antennes où poujadisme et affairisme se donnent volontiers la main.

Elles alimentent un chacun-pour-soi tout prêt à se transformer en sauve-qui-peut paniqueur. Ce phénomène n'a pu qu'être aggravé par la très grande discrétion (c'est une litote) du ministère de la culture et de ses organes spécialisés, après les manifestations unitaires suscitées par la négociation du GATT. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant qu'un autre grand indicateur de la vitalité du secteur affiche lui aussi un résultat apparemment négatif : quarante-neuf films produits en 1994, soit douze de moins qu'en 1993, qui avait également perdu douze titres par rapport à l'année précédente.

JEAN-MICHEL FRODON

Lire la suite page 13

A L'ÉTRANGER : Allemagne, 3 DM ; Autriche, 3 F ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 95 p ; Grèce, 300 DR ; Irlande, 1,30 £ ; Italie, 2000 L ; Liban, 1,20 US\$ ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 0 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Roumanie, 5 F ; Sénégal, 700 F CFA ; Suède, 16 KR ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 850 m ; USA, 2,90 \$ (N.Y. 2 \$).



## Pour une rupture créatrice

## Des silences étranges

Le FIS est traversé par des courants contraires : certains purement religieux, d'autres ne se sentent pas liés à la religion, pour atteindre des objectifs politiques. Il n'a de légitimité, aux yeux du peuple algérien, que dans sa référence au Coran. Il y renonce en ne dénonçant pas les crimes. En se refusant à condamner la violence, d'une « guerre sainte », déclarée, l'islamisme devient une menace

Toute négociation est inutile. Pulsant dans son patriotisme, sa croyance et le sens de son devoir, le président peut, par une rupture créatrice, en finir avec toutes les fatalités ; mais à la condition de trancher tous les attachements. Il n'est désormais fort que de sa solitude face au peuple algérien.

Il est dans l'histoire des nations des heures tragiques où le démocrate ne peut niétre que de cet instant d'absolue solitude, qui est aussi pour le responsable un instant de risque absolu. La succès de la rupture créatrice est probable sans être certain. La *statu quo* est sans espoir.

## Un peuple indomptable

par Marie Bennigsen Broxup

## DIAGONALES

**L**E cadavre tchétchène est porte chapka et pommette d'Asie n'est pas loin, sur le ménagère bosniaque reposait tremfay, un fillet de sang sous l'enfant rwandais barbotait dans une rivière tiède, sans blessure. Le Tchatchène, lui, est recroquevillé verglass. Sa couleur de mâchefer blanc rappelle d'anciennes guerres d'autre solution, explique Moïse dit le même chose, il y eut devant la rébellion algérienne. Les faites de serments trahis.

**La « République  
des montagnes » de 1918**

## Avec les stars

Vient alors la déportation, non pas d'un grand nombre », mais de toute la nation tchéchène et Ingouches. Certains sont acheminés vers les camps de la mort en Sibirie, la majorité vers les steppes glacées du Kazakhstan. La moitié des déportés périt. Soliman, le fils de l'émir, est un des Tchéchènes-Ingouches étaient le « seul peuple à refuser la psychologie de la soumission ». Mais la République tchéchène-Ingouches est rayée des cartes, les noms de ses peuples disparaissent : les « tygres » Orféonelle, ils n'existent plus. Dès la mort de Staline en 1953, ils commenceront pourtant à revenir, even même leur réhabilitation officielle sous Khroutchev, traversant l'URSS en hiver, transportant les dépouilles de leurs morts... Même réhabilités, ils resteront suspects et soumis à un régime policier plus strict qu'ailleurs en URSS. Et ce, jusqu'en 1991.

Que l'histoire turbulente de ce pays lointain soit mal connue n'est pas surprenant. Il est étonnant, en revanche, que l'Occident, tout à son enthousiasme,

## La guerre coloniale d'un empire vieilli

Les guerres coloniales ne se gagnent pas uniquement sur le champ de bataille. Cette guerre a eu, en effet, mené par un empire vieillissant gouverné par un appareil incompétent et corrompu qui n'a plus les ressorts nécessaires pour une entreprise de reconquête. Il e a été, il est un peuple qui refuse de fuir, qui sent que le temps travaille pour lui et qui puise dans une histoire exceptionnelle le sentiment de son droit. Ce qui paraît être sa « fuite en avant » ne fait que précéder la chute d'un pouvoir colonial russe, que l'Occident le devine ou non.

BERTRAND POIROT-DELPECH *de l'Académie française*

La fascination pour le gagnant et ses *girls* appelle désormais l'élitisme délectable de la compassion. La Saint-Sylvestre ne s'achève plus sans un détour chez ces pauvres SDF, qui ont le droit de se faire grignoter, une fois, en fin de luttés, de classes, de soirs-là. C'est connu depuis les surnames latins. Ainsi le tissu social, dernier-né des euphémismes cache-misère, se déchire-t-il sans qu'il y paraisse. M. Suard gagne deux cente fois le SMIC ; et cela n'est pas fini, le dynamisme économique est à ce prix. La dévotion à la morale sociale, à l'émancipation, au nom des droits de l'héritité, du responsabilité dans l'émulation. Comme le rappelle Jean-Claude Guillebaud (*Je Trahiss des lumières*, é paraître le 13 janvier, au Saut), citant Alain Minc (*Le France de l'an 2000*, Cédic Jacob édit.), la chômage n'est pas une fatalité. C'est une fatalité, mais une solution froidement admise depuis longtemps, le part du feu, un peu comme les temps en examen des PDG. Qu'ré cela ne

tienne: la France est raine du grand écart, depuis le french cancan: niouhh !

ou m'entraîne n'importe où. L'indigne de la classe est sauté par le vocabulaire; et que peut-on dire, moi, mine de surprise, moteur du progrès !

Un fumeur décide qu'en 1995, juré crache ce sera la servage tant de foute remis. Un quart d'heure passe... Et puis voilà la cigarette. C'est en s'enrant qu'on démente les sales trucs ou pournon, laisse-moi te l'ellumer... Quela ! La boutée inhélie à la fond, le pournon de fumée qui ressort, les nerfines respirent, le pournon se lève, l'élite tourne. La meilleure cigarette de la journée démentue de la vieillété enfule. Les paquets de réserve et la briquet rapprenent leur place à côté du verre. La mauvaise folie enfantine retrouve ses droits. Il faut bien mourir de quelque chose !, ose le meniaque.

L'idée de mort rahuise la fausse gaieté d'été, ne l'efface pas les débâcles de seins nus du 31 décembre, ne l'efface pas le départ de « l'été où il serait dans quelques mois ». L'ellusion tûe est un su-é-é de la

Stress altimant des croix sur l'écran, comme font les pleurs, supplices iniques qu'on se lesse d'élucider : l'actuelte scindifie et sautelle à la façon des dips. Le passé se découpe en *best of* - on disait, autrefois « floritage », se précie un présentateur, résoluement moderne et préposé à l'exquis. Les imitations surissent les incarnations en drôlerie, donc en véracité. La plénète vit désormais sous vidéosurveillance (J.-Cl. Carrière, *Rhizid*); y œci presque, comme le dit Carrière, *Smith* dans la revue le *Banquet* (n° 5), « on se sent simplement plus croire dans la sériété de la plus grande nation ».

J.-Cl. 1996, p. 170. *Le grand jeu*.



INTERNATIONAL

L'intervention militaire russe en Tchétchénie

Un immense gâchis

Suite de la première page

Cette petite phrase a été lue et répétée lentement sur la chaîne « privée » NTV, tandis que sur l'écran apparaissaient des corps de soldats russes en morceaux, des scènes de désolation, une grand-mère russe, le regard vide, qui regagne sa cave pour se protéger des bombes. La conclusion n'a pas été tirée, mais elle sautait au visage : si l'on savait, en haut lieu, à quel point conduire « ce type d'opération », par quelle aberration a-t-on pu la lancer ?

Les choses étant ce qu'elles sont à Moscou, on a, une fois de plus, évité de montrer du doigt le président russe, et on s'en est pris à ses conseillers. Les trois députés qui revenaient de Moscou ont

réclamé la « révocation immédiate » du général Gratchev, le ministre de la défense, et du représentant personnel de Boris Eltsine en Tchétchénie, Nikolaï Egorov. Ils ont aussi exigé une convocation de la Douma et de la Chambre haute. Mais le président de la Douma, Ivan Rybkine, s'est dépeché de s'écrier derrière son impuissance et celle de l'assemblée qu'il dirige. « Selon la Constitution, a-t-il déclaré, les questions ayant trait à la guerre et à la paix ne sont pas de la compétence de la Douma, mais de la Chambre haute ». Inutile donc de déranger les députés.

Quant à Vladimir Choumiskine, imposé en son temps par Boris Eltsine à la tête de la Chambre

haute, qui, elle, est donc compétente, il garde le silence, comme la majeure partie de la classe politique, plongée dans cette léthargie de plusieurs jours qui accompagne en Russie les fêtes de Nouvel An. Ainsi, les journaux ne paraîtront pas avant jeudi 5 janvier, élément qui a pu jouer un rôle dans la décision de lancer l'attaque.

Plus de morts qu'il ne faudrait

Il faudra bien que quelqu'un paie, un jour, pour tout ce sang inutile, mais la victime n'est pas encore désignée. Boris Eltsine, dont la popularité — en Russie — s'élève à 65 %, est déjà au plus bas (15 % des Russes lui font confiance, autant « un peu confiance », et 65 % pas confiance du tout), ce sera forcément écla-

boussé, mais rien n'indique à ce stade que son pouvoir, ou du

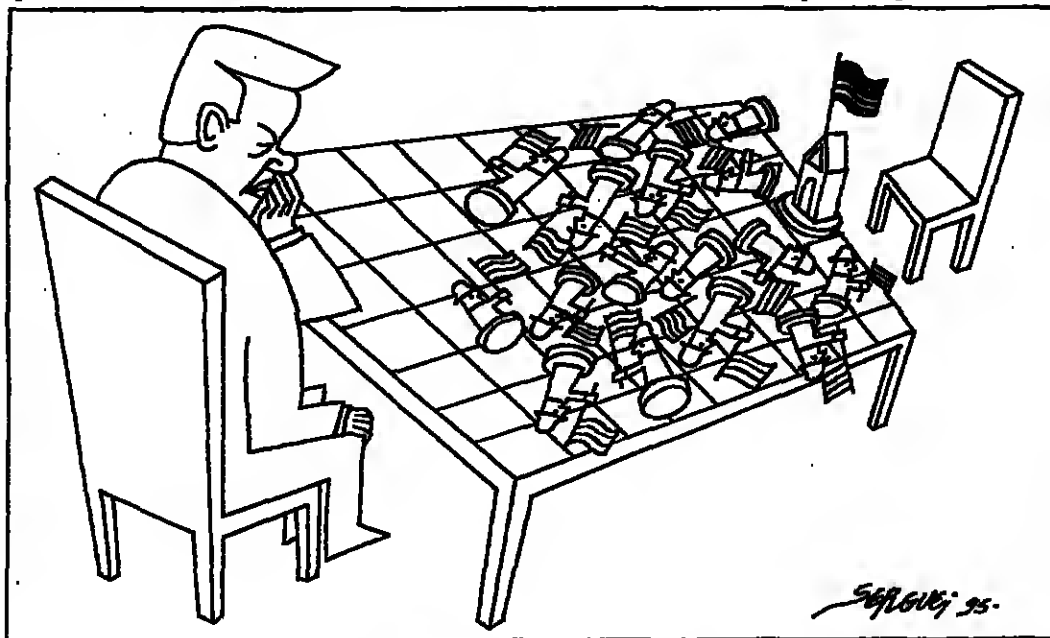
moins son siège de président, vacille.

En attendant, ceux qui veulent encore espérer que l'ouverture tchétchène n'ira pas jusqu'à son terme logique, c'est-à-dire la destruction de la ville, une victoire à la Pyrrhus et une guérilla de vengeance dans le Caucase, ne peuvent sans doute que se tourner vers l'Occident. En fin de semaine dernière, la Communauté européenne avait fait une « démarche » mi-chèvre mi-chou, auprès du ministre russe des affaires étrangères, exprimant sa « préoccupation », tout en ajoutant que Moscou était dans son bon droit dans cette affaire interne. Depuis, à Washington, Anthony Lake, conseiller pour les affaires de sécurité, a expliqué que les opérations faisaient « plus de morts qu'il ne faudrait » — alors qu'un peu plus tôt son président, Bill Clinton, espérait avant tout une solution « rapide ».

Lundi 2 janvier, Bonn et Paris ont successivement émis des suggestions, en y mettant toutes les formes. Edouard Belledun de Comptel d'ailleurs pas sur une visite de Boris Eltsine à Paris avant l'élection présidentielle ?

Au train où vont les choses, les observateurs internationaux, s'ils finissent par arriver à Grozny, n'auront plus qu'à compter les morts, tandis que les gouvernements concernés apporteront discrètement quelques retouches à leur appréciation de la politique du Kremlin. Que peuvent-ils faire d'autre, au juste, puisque l'essentiel était clair depuis au moins un an ? Puisque, après avoir assisté sans broncher à l'assaut contre le Parlement de Moscou, ils avaient donné par avance, et à Washington plus clairement qu'ailleurs, leur bénédiction à l'assaut contre Grozny ?

JAN KRAUZE



Bonn accuse Moscou de violer les droits de l'homme

Paris et Bonn se sont inquiétés, lundi 2 janvier, des méthodes utilisées par l'armée russe en Tchétchénie, sans pour autant reconnaître le droit à l'indépendance pour cette petite République sécessionniste du Caucase. Ces critiques interviennent au lendemain d'une mise en garde du sénateur américain Bob Dole, qui a menacé de geler l'aide économique des États-Unis à la Russie (le Monde du 3 janvier). Pour la première fois, le gouvernement allemand a élevé la voix, lundi, contre l'intervention russe, accusant Moscou de violer les droits de l'homme. « La proportion des moyens employés n'est pas respectée », a estimé un porte-parole du ministère des affaires étrangères, ajoutant qu'il était « hors de doute » que les droits de l'homme sont violés en Tchétchénie.

Un peu plus tôt, le ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, avait affirmé : « Nous avons clairement dit à la Russie que les droits de l'homme doivent être respectés dans ce conflit et que tout doit être fait pour éviter des pertes civiles ». M. Kinkel a cependant déclaré « comprendre » que le gouvernement russe ne puisse simplement laisser la Tchétchénie s'en aller » et il a indiqué avoir demandé à son homologue russe de « réfléchir à la possibilité de faire appel à des observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en Tchétchénie ».

Un recours à l'OSCE a également été évoqué à Paris. La France devrait examiner avec ses partenaires européens « la possibilité de contribuer à une solution de la crise en recourant à certaines procédures de l'OSCE », selon

Richard Duqué, le porte-parole du Quai d'Orsay, qui n'a pas précisé davantage la nature de ces procédures. L'intervention russe en Tchétchénie, sera, probablement, évoquée lors de la réunion du conseil permanent de l'OSCE, le 12 janvier à Vienne.

De son côté, la Turquie s'est adressée, lundi, au Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés afin d'envoyer de l'aide humanitaire à la Tchétchénie, a annoncé le ministre turc des affaires étrangères, Muret Karayalcin. Les responsables turcs et russes étaient en consultation, la semaine dernière, pour discuter des modalités de l'envoi d'une telle aide, demandée par l'administration tchétchène.

Après avoir adopté une attitude modérée au début du conflit, Ankara a, par la suite, durci le ton à l'égard de Moscou. Qualifiant de

« déplorable la situation de la population tchétchène innocente », le ministre turc des affaires étrangères, avait estimé, dimanche, qu'« il n'est pas certain que l'entrée des forces russes à Grozny puisse amener la stabilité dans la région ». — (AFP)

Une équipe de la BBC retenue pendant plusieurs heures par des militaires russes. — Une équipe de télévision de la BBC a été appréhendée, dimanche 1<sup>er</sup> janvier, à un barrage militaire russe et n'a été relâchée que lundi, a rapporté l'agence Interfax. Selon l'agence, Kas Pezari, Ian Druce et Stephen Lidgerwood « tentaient de se rendre dans une zone de combats dangereuse ». Libérés lundi matin, ils se trouvaient en fin d'après-midi à Khassaviourt, au Daghestan, où sont installés de nombreux journalistes couvrant le conflit en Tchétchénie. — (AFP)

Les indépendantistes maîtres du centre de Grozny

GROZNY

de l'envoyée spéciale de l'AFP

Triomphante mais visiblement épuisée, les indépendantistes tchétchènes étaient toujours maîtres du centre de Grozny, lundi 2 janvier dans la soirée, après avoir repoussé, après quarante-huit heures de combats acharnés, l'assaut lancé, samedi, par les blindés russes.

L'artillerie russe reprenait son pilonnage sur le ville, lundi soir, et les combattants tchétchènes, qui échangeaient à chaque coin de rue des « Allah Akbar ! » triomphants, étaient encore loin de manifester le soulagement d'une victoire finale. Ils continuent à se battre en petits groupes vers les différents endroits de la ville où étaient signalés des blindés ou des tireurs russes isolés.

Dans le centre-ville, dévasté et empli d'une fumée épaisse, le drapeau vert à bandes rouges et blanches de la petite République indépendante flottait toujours sur le palais présidentiel, autour duquel on pouvait compter plus d'une douzaine de blindés russes détruits et au moins autant de cadavres de soldats russes, dans un rayon de 50 mètres.

L'état de la ville témoigne de l'ardeur des combats qui se sont poursuivis jour et nuit entre les troupes russes, lourdement armées mais mal à l'aise sur un terrain peu connu, et les

indépendantistes tchétchènes, renforcés de centaines de volontaires très déterminés, toujours plus nombreux et connaissant comme leur poche les petites ruelles de la capitale.

Tout autour du palais, il n'y a plus un bâtiment intact : plusieurs immeubles ont complètement évanoués et le place est noire et jonchée de débris. La plupart des tchétchènes interrogés depuis deux jours font état de nombreuses victimes civiles, mais tout bien était encore impossible à vérifier lundi soir. Selon le chef d'état-major des troupes tchétchènes, le commandant Aslan Maskhadov, les Russes ont perdu de 150 à 180 blindés, entre huit cents et un millier d'hommes, et une soixantaine ont été faits prisonniers. « Regardez ça, c'est le cadeau de Nouvel An de Gratchev (le ministre russe de la défense) à ses soldats », dit-il en montrant, d'un air las, une pile d'une trentaine de passeports trouvés sur les cadavres de soldats russes.

La plupart des insurgés tchétchènes sont sans expérience de combat autre que de vagues souvenirs de service militaire, et sont très peu armés. Mais ils ont manifestement fait de Grozny un piège écumoire pour les blindés russes, isolés dans la nuit face à un ennemi armé du redoutable lance-grenade et qui est souvent sur eux avant qu'ils n'aient pu le voir.

ISABELLE ASTIGARRAGA

Les perles de la propagande

MOSCOU

de notre correspondant

Si l'on se croit en propagande livrée à Moscou, les forces russes, contrairement aux apparences, ne sont pas en guerre contre les indépendantistes tchétchènes mais procèdent à « une opération armée de désarmement » de « bandes armées illégales ». Des observateurs sur place font pourtant remarquer que ces gens « désarmés » (par des bombes de centaines de kilos) étaient assez souvent des civils. « Étaient », car ils sont généralement morts. Pour Moscou, il ne s'agit pas de réprimer, mais d'« aider le peuple tchétchène » (Boris Eltsine). Cette « opération de simple police » (Andrei Kozirev) ne doit pas être confondue avec une opération simple. Elle rencontre des « difficultés » (Boris Eltsine).

Ces obstacles sont essentiellement dus à la météo. Les troupes russes, entrées le 11 décembre en Tchétchénie et qui devaient « encercler » Grozny quelques heures plus tard, ont été retardées par un « brouillard soudain » (ITAR-TASS). Et non pas, comme certains affirmations l'ont fait croire, par la résistance des populations locales (qui « ne soutiennent pas » les « criminels »). Le brouillard bloque la progression des blindés russes mais ne gêne pas les bombardements aériens. Il a fallu du temps, au ministre russe de la défense, pour être sûr que les avions qui attaquaient Grozny étaient bien les siens. Ce n'est pas évident.

En Tchétchénie, parfois, la situation « se complique » (Conseil national de sécurité russe, CNS). Le 22 décembre, ce « Conseil de sécurité » est en mesure d'établir que « les hommes de Doudaev ont fait eux-mêmes sauter les immeubles pour faire croire à un bombardement aérien russe ». Car les frappes aériennes russes ne visent pas des immeubles mais des « installations militaires » (Viktor Tchermomyrdine, premier ministre).

Pour renforcer la caractéristique stratégique des frappes, le président Eltsine (qui ne se cachait pas mais sort de quinze jours de « convalescence » après une opération « bénigne » du nez) ordonne, quelques massacres plus tard, d'« exclure les bombardements qui pourraient faire des victimes civiles ». L'événement de l'armée russe (le président a annoncé, la veille, que les mili-

taires « ne seraient plus engagés dans les hostilités ») utilisera des missiles guidés, au laser qui ne font « pratiquement pas » de « dégâts collatéraux », c'est-à-dire civils. C'est encore oublier le « mauvais temps », qui empêche d'utiliser ces engins, mais toujours pas de bombardier.

Les autorités russes racontent au plan de « blocus » de Grozny. D'autant plus facilement que la capitale a déjà été plusieurs fois encerclée selon les déclarations officielles. Les généraux russes en désaccord ne sont pas remarqués : on procède à une « réduction des structures ». Et les troupes de Moscou ne lancent pas pour autant un assaut sur le ville. Elles se livrent à une « approche graduelle » (O. Lobov, « secrétaire » du CNS). Cette approche feutrée consiste à promettre à Grozny le « destin du Carthage » (S. Cherkal, chef du nouveau « centre d'information provisoire »).

Informations « fiables » et « non fiables »

L'ex-premier ministre réformateur, Egor Gaidar, s'étonne de ces divergences étonnantes. Il estime que Boris Eltsine est « renseigné » par l'ex-KGB, comme Mikhaïl Gorbatchev, avant sa chute. Il a l'impression « de ne pas vivre dans le même monde d'information » que Boris Eltsine. C'est exact. Le pouvoir dispose d'« informations fiables » (O. Lobov). Elles ne font jamais état de victimes civiles, à part les Russes « retenus par la force » dans Grozny. Quant au délégué russe aux droits de l'homme, Sergueï Kovalev, qui tente de jouer son rôle, il fait partie des « agents tchétchènes ». Certains députés russes sont, par ailleurs, accusés d'avoir touché « sept mille dollars chacun » (CNS, 19 décembre).

Les « informations non fiables » sont distillées par des « médias qui fonctionnent avec de l'argent tchétchène » (B. Eltsine). Les « informations fiables », celles du gouvernement, sont reprises par les médias d'État. C'est obligatoire. « Il ne s'agit pas d'une censure », car « il ne manquerait plus que cela après tout ces bombardements » (S. Cherkal).

En pleine « seconde phase » de « rétablissement de la paix » (B. Eltsine), il ne manquerait plus que le pouvoir russe mente...

JEAN-BAPTISTE NAUDET

**FINLANDE :** entrée en fonctions du nouveau gouvernement. — Le nouveau cabinet du premier ministre, Esko Aho (centre droit) est entré en fonctions, lundi 2 janvier, à la suite du remplacement des ministres de la défense et du logement dont les anciens titulaires ont été élus députés européens. Jan-Erik Enestam, du Parti libéral suédois (représentant la minorité suédoise de Finlande), a pris le portefeuille de la défense à la place de M<sup>me</sup> Elisabeth Rehn, du même parti, candidate malheureuse à la présidence de la République début 1994. Au logement, M<sup>me</sup> Anneli-Taina (conservateur) remplace M<sup>me</sup> Pirjo Rusanen (du même parti). — (AFP)

**POLOGNE :** M. Walesa refuse la démission du ministre des affaires étrangères. — Le président polonais Lech Walesa a refusé, lundi 2 janvier, la démission du ministre des affaires étrangères Andrzej Olechowski, présentée à la suite d'une affaire de corruption. Lors d'un entretien avec le premier ministre Waldemar Pawlak, le président a aussi « exigé » que le chef du gouvernement nomme au poste de ministre de la défense, vacant depuis le 10 novembre 1994, le candidat présidentiel, Wojciech Okonski. M. Walesa a enfin signifié à M. Pawlak qu'il entendait désormais « nommer directement » les ambassadeurs, sans attendre l'avis du premier ministre. — (AFP)

À LIRE CE MOIS-CI

## LA VISION DES COULEURS

LA RECHERCHE

125 ALLIAGES PER-COLOR - LA RÉCUPÉRATION DE L'ARGENT - LE POUVOIR, L'ÉCONOMIQUE - LA PRÉVISION DES SÉCHÈRESSES

LA VISION DES COULEURS

Pourquoi certaines femmes voient-elles plus de nuances de couleurs que la majorité d'entre nous? Encore une histoire de gènes...

AU SOMMAIRE ÉGALEMENT:

- Sang contaminé et responsabilité médicale
- Émergence d'une puissance technologique : la Corée
- Le transistor tout plastique
- Comment prévoir les sécheresses

N° 272 JANVIER 1995 - EN KIOSQUE - 38 F



**ITALIE**

## ROME

## BOSNIE-HERZÉGOVINE

**ROME**

## BELGIQUE

## BRUXELLES

**.M.-C. D.**

## ÉTATS-UNIS

**WASHINGTON****LAURENT ZECCHINI**

## EN BREF

**VENEZUELA** : une mutinerie aurait fait quinze morts dans une prison. — Quinze personnes auraient été tuées lors d'une mutinerie qui a commencé, lundi 2 janvier, dans la prison de Santa Ana, à San Cristobal (sud-ouest du pays). Les autorités de la province s'en tiennent pour leur part à un bilan de cinq victimes, mais, selon des sources officieuses, la mutinerie ne serait pas matrisée et dix corps se trouveraient encore à l'intérieur de la prison. — (AFP).

**PELA :** une mutinerie aurait  
tué des morts dans une prison.  
Des personnes auraient été  
tués d'une mutinerie qui é  
coulé, lundi 2 janvier, dans la  
de Santa Ana, à San Cristob  
-ouest du pays). Les auto-  
de la province s'en tiennent  
part à un bilan de cinq  
raais, selon des sources  
tes, la mutinerie ne serait  
risée et dix corps se trouve-  
core à l'intérieur de la pri-  
(FP)



INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT

ISRAËL

Le climat se dégrade entre l'Etat juif et l'Autorité palestinienne

L'Autorité palestinienne s'est déclarée déçue par la décision prise, lundi 2 janvier, par le gouvernement israélien, d'accorder un terrain de substitution aux colons d'Ephraïm, près de Bethléem, en Cisjordanie occupée, après avoir ordonné l'arrêt des travaux de construction sur une colline située près de cette implantation (le « Monda » du 30 décembre 1994). A Gaza, trois policiers palestiniens ont été tués par des soldats israéliens.

JÉRUSALEM

De notre correspondant  
De Charbyde en Scylla, les relations israélo-palestiniennes se dégradent de semaine en semaine, compromettant davantage encore les négociations sur l'extension de l'autonomie à l'ensemble de la Cisjordanie, dont le comité de liaison israélo-palestinien devait discuter, mardi 3 janvier, au Caire.

Deux nouveaux développements ont en effet encore alourdi le climat entre l'Autorité palestinienne et le gouvernement israélien. Celui-ci, au terme de sa réunion hebdomadaire, lundi, a ordonné l'arrêt des travaux d'agrandissement de la colonie d'Ephraïm, près de Bethléem, en Cisjordanie occupée. Il les a, en

revanche, autorisés sur une colline ne jouxtant pas un village arabe, mais contigus à celle que les colons avaient eux-mêmes choisie. Au lieu des 500 unités de logements prévues, seules 300 seront construites.  
A la stupeur des Palestiniens, qui ont encore en mémoire l'annonce du « gel de la colonisation » formulée en l'attente de l'élection de M. Rabin en juin 1992, le premier ministre a estimé que « la décision est conforme à notre politique, car aucune loi n'interdit à une colonie de construire des maisons, à condition qu'elles ne soient pas éloignées de plus de 1,5 kilomètre de ses limites et ne touchent pas un village arabe ». Pour étayer les inquiétudes des Palestiniens, M. Rabin a promis de mettre en place un comité interministériel, chargé de contrôler toutes les activités des colonies en matière de construction.

Les Palestiniens ont assisté au dénouement de cette affaire avec le sentiment amer d'avoir été trahis. « L'attitude d'Yitzhak Rabin n'est pas courageuse. Il a simplement déplacé le problème », a déclaré Abou Ala, le « ministre » palestinien de l'économie. Plus virulent, Saïd Erakat, « ministre » des collectivités locales, chargé de contrôler les activités des colons, a qualifié « cette solution » d'« écurie ». Selon lui, « si M. Rabin souhaite continuer à construire dans les territoires occupés, il doit savoir qu'il entravera le processus de paix ».

Incident grave à Gaza

Dans son rapport, le conseiller juridique du gouvernement a noté que ces terrains se trouvaient sur le domaine municipal du village palestinien voisin d'El-Khader, avant que le gouvernement du Likoud ne se les approprie en 1980. C'est le ministre de l'habitat du gouvernement Rabin qui, quelques semaines après le gel de la construction, a autorisé les travaux. « Il s'agit d'un malentendu », a admis le ministre de l'habitat, Benyamin Ben Eliezer. Nous pensions que le chantier se trouvait à proximité d'Ephraïm. Cette décision a fait grincer les dents des colons qui avaient

déclenché cette affaire, il y a dix jours. A leurs yeux, M. Rabin a fait une « concession aux terroristes de l'Olp ». Le conseil des localités juives de Cisjordanie et de la bande de Gaza a cependant accepté d'accorder un délai de deux jours au gouvernement pour mettre à l'épreuve sa volonté d'élargir la colonie d'Ephraïm.

Quelques heures plus tard, au point de passage d'Erez entre la bande de Gaza et l'Etat juif, trois policiers palestiniens ont été tués et deux autres blessés par des soldats israéliens. C'est le premier incident du genre depuis l'entrée en vigueur de l'autonomie à Gaza et dans l'enclave de Jéricho. Selon un porte-parole de l'armée israélienne, une patrouille de Tshah qui circulait, peu avant minuit, sur une route sous son contrôle a essuyé une rafale de tirs, à 200 mètres au sud du barrage d'Erez. Les militaires ont ouvert le feu en direction de l'origine des coups de feu : une position de la police palestinienne entourée de blocs de béton. Selon un officier supérieur israélien en poste dans le secteur, « les soldats ont adressé les sommations d'usage en demandant aux agresseurs de se rendre. Mais les rafales ont repris de plus belle et nos hommes ont chargé ». Les échanges de coups de feu ont duré vingt minutes.

« Il s'agit d'une violation extrêmement grave des accords avec les Palestiniens », a estimé l'officier supérieur. Il est très difficile d'expliquer ce qui s'est passé, mais nous n'excluons pas que des terroristes du Hamas se soient glissés au sein de la police de l'autonomie. Des hauts responsables militaires des deux bords sont arrivés peu après sur les lieux, pour tenter de calmer les esprits et ouvrir une enquête.

Le ministre israélien de la police, Moshe Shahal, a déclaré que les soldats avaient agi « conformément aux consignes ». Une commission d'enquête mixte a été mise en place pour tenter de faire la lumière sur cet incident. « C'est un regrettable malentendu », a déclaré le chef de la diplomatie israélienne, Shimon Peres, qui a déploré ce qui s'est passé en lieu peu éloquent de la réunion du haut comité de liaison israélo-palestinien.

Un haut responsable militaire, qui a requis l'anonymat, a indiqué que l'Autorité palestinienne devait prendre « des mesures d'urgence afin de restaurer la confiance entre policiers palestiniens et soldats israéliens qui patrouillent ensemble » dans les régions autonomes de Gaza et de Jéricho. Mais, dans un compte-rendu de l'incident, le porte-parole de la police palestinienne à Gaza a accusé « les forces israéliennes d'avoir, les premières, ouvert le feu massivement et utilisé des grenades contre nos positions ». (Interim.)

JORDANIE

Amman veut se doter d'un réacteur nucléaire expérimental

Avec l'assistance de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), la Jordanie souhaite se doter d'un réacteur nucléaire expérimental avant l'an 2000, a indiqué lundi 2 janvier le directeur de l'énergie atomique au ministère jordanien de l'énergie et des ressources minières.

Ali Murr a précisé que l'achat de ce réacteur s'inscrivait dans le cadre d'un programme nucléaire civil pour un budget de 5 millions de dinars (38 millions de francs), lancé en 1986, qui prévoit la construction d'un réacteur nucléaire expérimental permettant notamment la production d'isotopes radioactifs à usage médical et scientifique.

L'AIEA se serait engagée à verser entre 1 et 1,5 million de francs par an pour aider à la réalisation de ce programme.

VENTES PAR ADJUDICATION  
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS  
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01

UN APPARTEMENT 5 P.P. à L'HAY-LES-ROSES  
Résidence Roscard - 3, rue de la Pléiade  
11, rue Brunet, 5 bis, rue de la Comédie, 1-3, av. Dunois  
au 2<sup>e</sup> étage face Gohé, tél. 01 comp. : entrée, séjour double  
Bureau, cuis., 2 ch. S. de bain, 3 W.C., 3 étag. rang.  
Grand balcon - Superficie 130 m<sup>2</sup> env.  
Cave et emplacement de garage  
MISE A PRIX : 700 000 F  
S'adr. à SCR. BOITELLE-COUSSAU, MALANGEAU et associés avocats  
à PARIS (75008), 2 Carrefour de l'Odéon. Tél. : 43-26-82-88 de 9 h à 12 h  
et 43-26-82-88 de 14 h à 18 h  
VISITES au plan, le 17 JANV. 1995, de 10 h 30 à 12 h 30

1<sup>er</sup> APPARTEMENT de 2 P.P. - 35 m<sup>2</sup> ENV.  
au 3<sup>e</sup> ét. de l'édifice (parc. LIBRE) - Cave au s/sol  
2<sup>e</sup> - APPARTEMENT de 2 P.P. - 3<sup>e</sup> étg.  
(parc. OCCUPÉ) - Cave au s/sol  
à AULNAY-SOUS-BOIS (93600)  
6, rue Jean-Charcot - 1, rue de l'Aulnayienne  
MISES A PRIX : 1<sup>er</sup> 100 000 F - 2<sup>e</sup> 110 000 F  
S'adr. à M. B. ETIENNE, avocat à ROSNY-SOUS-BOIS (93)  
21, av. du Général-de-Gaulle. Tél. : 48-64-90-87  
M. Daniel PAQUET, avocat à PARIS (7<sup>e</sup>), 27, bd Raspail - 48-44-82-95

AFRIQUE

SOMALIE

La mort de l'ancien président Syaad Barre

Un homme d'Etat manqué

L'ancien président Mohamed Syaad Barre est mort, lundi 2 janvier, au Nigeria, où il vivait en exil depuis mai 1992. Selon son fils Diria, l'ancien chef d'Etat, qui souffrait de diabète, est « décédé de mort naturelle ».

L'homme était d'une stature imposante, d'une grande lenteur de gestes et de parole. Rien n'indiquait, dans sa volonté de séduire et son souci d'écouter, à quel point il savait être impitoyable avec ses adversaires. Autant il pouvait, dans d'interminables discours, utiliser une langue de bois truffée de phrasesologie marxiste-léniniste, autant il savait être un interlocuteur aimable et curieux.

Syaad Barre aurait pu être un homme d'Etat, puisqu'il s'est battu contre le tribalisme et qu'il a doté son peuple, en 1972, d'une écriture romanisée. Puisqu'il a tenté de faire l'unité d'une nation qui n'était rien d'autre, au lendemain de l'indépendance, en 1960, qu'une somme de clans souvent hostiles. Pourtant, il a laissé derrière lui un pays exsangue, plus divisé que jamais.

Surtout, il laisse l'image d'un dictateur qui, depuis l'échec de son offensive militaire en Ogaden, en 1977-1978, a tout entrepris pour se maintenir au pouvoir, au point de réprimer sans merci la moindre contestation. Guerrier, nomade, homme de clan, Syaad Barre l'a été beaucoup plus que ses choix idéologiques le donneront à croire. Il saura nouer et rompre des alliances, selon la vieille tradition des nomades, habitués à la loi du plus fort et à la razzia sans merci.

Ce moule du désert façonnera sans doute bien davantage le comportement de l'homme que les

attaches qu'il noua, une fois au pouvoir, avec des marxistes italiens, l'Union soviétique et certains pays de l'Est et, sur le tard, avec des nations occidentales. Dans tous les cas de figure, des valeurs ne seront jamais remises en cause : l'islam, le pansomalisme et les coutumes locales.

Né en 1919 dans le district de Lugh, non loin de la frontière éthiopienne, Syaad Barre appartenait à une famille de pasteurs dardas, l'un des principaux clans du Sud somalien. Orphelin à dix ans, il s'engage, après des études primaires, dans la police quand les Britanniques prennent, en 1941, la relève des Italiens. Il continue de fréquenter des écoles tout en servant comme sous-officier.

Renversement d'alliances

Le retour, deux ans plus tard, de l'administration italienne lui permet d'être choisi pour l'Académie militaire, en Italie. En avril 1960, il est promu colonel et commandant en second de l'armée nationale. Cinq ans plus tard, il est commandant en chef de la division. En février 1978, l'ordre de retraite est donné.

La Somalie est alors la proie de l'« irrédentisme » : un fort courant existe en faveur d'une « Grande Somalie », qui comprendrait Djibouti, l'Ogaden éthiopien et le nord-est du Kenya. Tensions extérieures et difficultés internes - un président de la République est assassiné en 1969 - affaiblissent le régime civil. Le 21 octobre 1969, Syaad Barre prend le pouvoir à la tête d'un « Conseil suprême de la révolution », qui s'engage à lutter contre le « tribalisme, l'affairisme et la corruption ».

Les partis politiques sont interdits. La plupart des entreprises étrangères sont nationalisées. Les Etats-Unis suspendent leur assistance financière. Frustrés de leur reconquête des terres « perdues » et partisans d'un tiers-mondisme vigoureux, les généraux somaliens renforcent leurs liens, notamment militaires, avec Moscou.

Face à la première grande sécheresse, celle de 1973-1974, le gouvernement se lance dans un ambitieux programme de transplantation et de sédentarisation de nomades. Unie, depuis 1974, à l'URSS par un traité d'amitié, la « petite » Somalie devient un modèle de protégé africain de

Moscou, aux frontières mêmes du grand empire d'Hailé Sélassié, ami des Occidentaux, et notamment des Américains. Quand le Roi des rois est renversé par un comité de militaires dirigé par le lieutenant-colonel Haile Mariam Mengistu, l'occasion semble trop belle à Syaad Barre de récupérer l'Ogaden. Pour éviter l'affrontement, Moscou tentera l'impossible. En vain.

Dès 1975, la guérilla en Ogaden - sous la couverture d'un Front de libération de la Somalie occidentale, à la botte de Mogadiscio - s'organise. En 1977, l'armée somalienne intervient à son tour, s'approche même de la vieille cité de Harar. Syaad Barre gèle ses relations avec Moscou car, bien entendu, les Soviétiques ont choisi le « grand » Ethiopie contre la « petite » Somalie.

L'Afrique, dans l'ensemble, désapprouve l'attaque du « vieux » de Mogadiscio, car elle met trop d'intérêts acquis en cause. Les « progressistes » du continent nord reprochent à Syaad Barre d'avoir changé brutalement de camp. L'Occident ne répond pas aux appels à l'aide de Mogadiscio. En février 1978, l'ordre de retraite est donné.

Guerre de clans

Les divisions claniques refont vite surface. Quatre mois plus tard, des officiers - pour la plupart des Mijerteins - sont fusillés après avoir tenté de prendre le pouvoir. S'appuyant sur les gens les plus fiables de son clan - notamment sur ses enfants - Syaad Barre organise sa propre sécurité. Des troupes strictes gardent Mogadiscio, où il se retranche. L'image du « vieux » qui parcourait inlassablement le pays est anéantie. L'Ethiopie offre asile à des mouvements d'opposition armée.

Dans le Nord - l'ancien Somaliland britannique - la dissidence est larvée, et Syaad Barre est obligé d'y procéder à une véritable occupation militaire. En avril 1988, Addis-Abeba et Mogadiscio décident de normaliser leurs relations. Si les Américains acceptent d'installer une antenne à Berbera - sur l'ancienne base soviétique -, ils refusent de donner à leur allié davantage qu'une paucité d'armes défensives.

La Somalie s'en va à vau-l'eau. Les maquisards du Mouvement

REPÈRES

BANGLADESH

La capitale est paralysée par une grève générale

Dacca, la capitale du Bangladesh, était paralysée, mardi 3 janvier, pour le deuxième jour consécutif, par une grève générale organisée à l'appel de l'opposition, qui réclame la démission immédiate du gouvernement de M<sup>me</sup> Khelede Zie et des élections législatives anticipées. Les magasins, les écoles et la plupart des bureaux sont restés fermés, alors que des manifestants sillonnaient les rues en scandant des slogans anti-gouvernementaux. Un dispositif de sécurité de plusieurs milliers de policiers et de forces paramilitaires a été déployé. Lundi, une cinquantaine de personnes avaient été blessées et vingt-six autres interpellées lors d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre.

Le climat politique s'est alourdi depuis la démission, mercredi 28 décembre, des députés de l'opposition, qui exigent l'organisation de nouvelles élections pour un gouvernement intérimaire, estimant qu'un scrutin libre et impartial est impossible sous l'autorité de M<sup>me</sup> Zie. (AFP.)

ÉTATS-UNIS

M. Clinton veut renforcer les mesures de sécurité autour des centres d'interruption de grossesse

Bill Clinton a demandé aux autorités judiciaires, lundi 2 janvier, de prévoir un renforcement des mesures de sécurité autour des centres médicaux pratiquant des interruptions de grossesse. Cette annonce intervient après l'arrestation, dimanche, de l'auteur présumé de plusieurs attentats meurtriers dans l'enceinte de cliniques pratiquant l'avortement. (AFP, Reuters.)

GUINÉE

Seize détenus massacrés à la prison de Conakry

Seize hommes, arrêtés pour vol à main armée, ont été tués et massacrés par d'autres détenus, dans la nuit du 31 décembre au 1<sup>er</sup> janvier, à la prison centrale de Conakry. Le procureur de la République a qualifié les meurtriers de « récalcitrants de comptes entre prisonniers ». Les victimes avaient été arrêtées au cours d'une des nombreuses opérations de police menées actuellement en Guinée afin d'endiguer une vague de délinquance. Dans son message de Nouvel An, le président Lansana Conté avait souligné la « détermination » du gouvernement à mener un combat sans merci contre l'insécurité. (AFP.)

RWANDA

Un changement de billets de banque pour pénaliser les anciens dirigeants en exil

Le gouvernement a émis, mardi 3 janvier, de nouvelles coupures de 5 000, 1 000 et 500 francs rwandais, qui vont remplacer les anciens billets de la même valeur. Cette mesure, préparée dans le secret le plus total, vise à priver de ressources les dirigeants de l'ancien régime, qui avaient emporté dans leur exil au Zaïre d'énormes sommes en liquide. Cette décision a été annoncée à l'issue d'un conseil des ministres qui a fixé, du 3 au 4 janvier, la période d'échange entre anciennes et nouvelles coupures. La Banque nationale a ouvert plusieurs bureaux de change à l'intérieur du pays et dans la capitale, Kigali. (AFP.)

SIERRA-LEONE

Les rebelles se rapprochent de la capitale

Les rebelles du Front révolutionnaire unifié (RUF) ont lancé au moins trois attaques, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, contre des localités proches de Freetown, notamment contre Ferodugu, située à une cinquantaine de kilomètres de la capitale. La rébellion étant jusqu'alors active surtout dans l'est et le nord du pays. Les militaires, qui dirigent le pays depuis 1992, ont affirmé avoir tué huit assaillants et saisi, pour la première fois, engagé un hélicoptère dans les combats. Gouvernement et rebelles avaient ouvert, le 4 décembre, sur place, des pourparlers sous l'égide de l'ONU. (AFP, Reuters.)



## Cohabitation mouvementée dans la préfectorale

Sur la trentaine de préfets étiquetés « de gauche », en avril 1993, la moitié ont été écartés de toute responsabilité

Depuis mars 1993, cent quarante représentants de l'Etat dans les régions et les départements ont été déplacés. Des hommes proches de la majorité ont été mis en place dans la dizaine de régions qui ont changé de titulaire. La trentaine de préfets qui avaient manifesté des sympathies pour l'ancien pouvoir socialiste ont été mutés. Le rapport de forces étant, pour la présidence de la République, moins favorable que sous la première cohabitation, François Mitterrand n'a pas pu faire valoir son point de vue aussi souvent qu'il l'aurait souhaité.

■ « HORS CADRE ». - Une demi-douzaine de préfets de gauche ont été placés « hors cadre » tandis que cinq ou six autres recevaient des affectations prestigieuses, à la Cour des comptes ou au Conseil d'Etat, qui font office de « placards dorés ». Ceux qui ont été maintenus en poste ou promus sont, souvent, des amis de Michel Charasse, l'homme qui, au palais de l'Elysée, « fait » les mouvements préfectoraux depuis quatorze ans.

### Le Limousin sous surveillance

Robert Savy (PS), président du conseil régional du Limousin, saule région métropolitaine administrée par la gauche, a vivement protesté, l'an dernier, contre l'un des premiers mouvements préfectoraux de la deuxième cohabitation (le Monde du 30 juin 1993). Celui-ci concernait notamment la région du Limousin et le département de la Creuse. Il suivait de peu un changement en Corrèze. « Les trois représentants de l'Etat dans le Limousin sont restés en poste moins d'un an », s'étonne M. Savy. Il estime que des rotations trop fréquentes ne permettent pas un travail de longue haleine, chaque nouvel arrivant devant prendre le temps de découvrir les dossiers de son prédécesseur. Chaque préfet, selon lui, devrait rester en poste trois ans.

### Attitudes de connivence

C'est surtout la personnalité des nouveaux venus qui semble déplaire à M. Savy. Bernard Landreau, actuel préfet du Limousin, est un ancien collaborateur de Jacques Chirac et de Charles Pasqua. Le préfet de la Creuse, Jean Godfroid, vient de la ville de Paris, où il était directeur de l'architecture. Le secrétaire général de la préfecture de la Corrèze, Jean-Louis Fargeas, est l'ancien directeur de cabinet de Jean-Pierre Dupont, président (RPR) du conseil régional. « Pendant la préparation du contrat de plan, M. Landreau a systématiquement minoré les besoins présentés comme prioritaires par une majorité régionale de gauche : aides aux entreprises et formation professionnelle. Il a salement défendu les projets de l'Etat : routes, universités », affirme M. Savy. Le président du conseil régional se dit « choqué » par certaines attitudes de connivence, telles que le tutoiement public du préfet de la région et des élus RPR. Il estime que le préfet ne fait pas preuve d'une attitude impartiale. « Bien que M. Landreau ait été invité à toutes les séances plénières du conseil régional, il y a assisté une fois seulement, alors qu'il est allé à toutes les sessions du conseil économique et social régional. C'est, me semble-t-il, un signe public de partialité, que je ne trouve pas convenable pour un membre de la haute administration. »

R. Rs.

Placés dans la main du pouvoir, les préfets bougent lorsque le pouvoir change de mains. Le mouvement est la loi du genre : la seconde cohabitation l'a, une fois de plus, démontré.

D'avril 1993 à décembre 1994, plus de cent quarante préfets ont été déplacés. Il n'y a pas eu de raz de marée, mais des petites vagues, d'une demi-douzaine de personnes en moyenne, annoncées, le mercredi, au conseil des ministres. Les hommes, qui avaient servi Charles Pasqua ou Jacques Chirac dans un de leurs fiefs des Hauts-de-Seine et de la Ville de Paris, ont été envoyés aux quatre coins de la France pour y représenter l'Etat. Des personnes de confiance ont été installées à la tête des régions. Tous ceux qui avaient été proches de la gauche ont été mutés.

Les mouvements préfectoraux se décident au ministère de l'Intérieur, avec l'aval de Matignon et de l'Elysée. Bien que, dans sa déclaration de politique générale d'avril 1993, Edouard Balladur ait promis de dépolitiser les nominations de la haute administration, il n'a pas mis de veto aux propositions formulées par M. Pasqua. Quant à la présidence de la République, elle n'a pas pu faire valoir son point de vue aussi souvent qu'elle l'aurait souhaité, le rapport de forces lui étant moins favorable que sous la première cohabitation. Sur la trentaine de préfets de gauche qui se trouvaient en poste en mars 1993, la moitié seulement a survécu à la tère.

Une demi-douzaine de préfets ont été placés hors cadre. Le préfet hors cadre perçoit son traitement de base, mais il est prié de rester chez lui, car il n'a pas d'affectation administrative. Ce repos forcé sanctionne soit un engagement politique trop évident, soit une faute professionnelle. La plupart des intéressés reconnaissent que le premier cas fait partie de la règle du jeu de l'alternance. Nombre de professionnels s'interrogent, en revanche, sur la mise hors cadre, en décembre 1993, de l'ancien préfet de Lorraine, Georges Peyronne.

### Mineurs lorrains et marins bretons

Ce serait à la demande de Gérard Longuet, président du conseil régional de Lorraine et alors ministre de l'Industrie, que M. Peyronne a été mis hors cadre. M. Longuet lui aurait reproché de ne pas avoir fait intervenir assez vite les forces de l'ordre pendant une manifestation de mineurs qui avait dégénéré, le 24 novembre 1993, à Metz.

Cette manifestation a servi de prétexte pour se débarrasser d'un préfet jugé trop proche de l'« ancienne majorité », estime Jean-Pierre Masseret, sénateur (PS) de Moselle, en rappelant que M. Peyronne a été directeur adjoint du cabinet de Pierre Joxe. « Georges Peyronne est un grand préfet, je suis choqué qu'on lui ait infligé une telle sanction », indique Jacques Chèrèque, conseiller régional (PS) et lui-même ancien préfet, ancien ministre.

Plusieurs observateurs du corps préfectoral mettent en parallèle la manifestation des mineurs de Lorraine et celle des marins-pêcheurs bretons, organisée pendant la visite de M. Balladur à Rennes, le 4 février 1994. Cette manifestation très violente, au cours de laquelle les marins-pêcheurs avaient utilisé des fusées de détresse, avait été suivie par l'incendie du Parlement de Bretagne. Après un tel désastre, beaucoup s'attendaient à ce que le représentant de l'Etat, Jean-Claude Le Taillandier de Gabory, soit placé hors cadre. Or le préfet de la région Bretagne est, lui, toujours en poste, ce que d'aucuns considèrent comme une injustice pour M. Peyronne.

M. Le Taillandier de Gabory avait succédé quelques semaines auparavant à Bernard Grasset, considéré comme proche de la gauche et qui avait été écarté de la direction générale de la police nationale en avril 1993. Les négociations préalables à la signature

du contrat de plan, avec Yvon Bourges (RPR), président du conseil régional de Bretagne, et quelques barons locaux, avaient, semble-t-il, été boulevées. Déjà éprouvé physiquement par le poste qu'il avait occupé au ministère de l'Intérieur, M. Grasset, aux prises avec des ennemis de santé, avait été admis au bénéfice du congé spécial au mois de décembre 1993.

Les élus locaux ont leur part de responsabilité dans les mouvements préfectoraux. Bieco que la décentralisation ait, dit-on, « tué » le préfet, ils savent que ce représentant de l'Etat est un homme clé pour leurs projets, qu'il peut appuyer ou retarder, par le biais d'un contrôle de légalité a posteriori plus ou moins bienveillant.

attendre le retour de la gauche pour obtenir le grade de préfet, car il n'avait pas été titularisé en 1986. La même mésaventure vient d'arriver à Francis Beck, ancien directeur de cabinet de Jack Lang, redevenu administrateur civil hors classe.

### Placards dorés à la Cour des comptes

Cinq ou six préfets proches de la gauche ont obtenu des charges prestigieuses. Les intéressés savent toutefois que ces affectations ont permis de les éloigner de postes jugés politiquement plus sensibles. Ancien préfet de la

nommé conseiller-maire, en 1987, au tour extérieur, après avoir été évincé par M. Pasqua, déjà, de la direction de la police nationale. M. Joxe, premier président de la juridiction financière, a en outre accueilli Jean-Louis Destandau, préfet des Alpes-Maritimes, qui avait été son directeur de cabinet au conseil régional de Bourgogne de 1979 à 1982.

Jean Mingasson, ancien préfet de la région Limousin, a été nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire. Jean Mingasson, parfois confondu avec son cousin Paul, a été d'un militant socialiste, mais M. Pasqua souhaitait confier la préfecture de la seule région métropolitaine de gauche à un proche du RPR. Guy Dupuis, ancien préfet des Côtes-d'Armor, ancien membre du PS, vicié d'être nommé trésorier-payeur général dans la Meuse.

### Conseillers techniques à l'Elysée

Quelques préfets, n'ayant pas caché leurs sympathies pour l'ancien pouvoir socialiste, mais ne bénéficiant pas d'appuis politiques, doivent à leur seul professionnalisme d'avoir été maintenus en poste. Jean-Pierre Dupont a été nommé préfet de la Seine-Saint-Denis. Le ministère de l'Intérieur a reconnu sa compétence, mais ne lui a pas fait de fleur, un département communiste étant considéré comme délicat pour un haut fonctionnaire proche des socialistes. En outre, M. Dupont pouvait prétendre au secrétariat général d'une préfecture de région, après quatre ans à la tête de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR).

Considéré comme un excellent technicien des finances locales, puisque M. Joxe l'avait nommé directeur général des collectivités locales, Pierre-René Lemas, ancien préfet de l'Aisne, a obtenu un poste de direction à la DATAR. Daniel Cadoux, ancien directeur de cabinet de Philippe Marchand, a été envoyé en Indre-et-Loire. Rémy Pautrat, ancien directeur de la surveillance du territoire (DST) et ancien conseiller pour la sécurité au cabinet de Michel Rocard, occupe, pour sa part, le poste stratégique de secrétaire général adjoint de la défense nationale.

Une demi-douzaine de préfets ont été soutenus par l'Elysée, ce qui leur a permis d'être maintenus dans une place équivalente à celle qu'ils occupaient en mars 1993, voire d'être promus. Ils appartenaient à la même génération, celle des années 50. Presque tous sont issus du sériel de l'ENA. Presque tous ont travaillé, à un

moment ou un autre, comme conseillers techniques à l'Elysée. C'est là qu'ils ont rencontré Michel Charasse, l'homme qui, depuis quatorze ans, « fait », dans ce palais, les mouvements préfectoraux.

C'est le cas de Jean Daubigny, préfet du Vaucluse, promu représentant de l'Etat dans la Loire ; de Cyril Schott, qui a quitté l'Indre-et-Loire pour le Haut-Rhin ; ou de Michel Jan, devenu président de la Société du tunnel routier sous le Mont-Blanc. M. Charasse est, dit-on, fidèle en amitié à Philippe Martin, Jean-François Gueullette ou Catherine Delmas-Coinelli ont pu le vérifier.

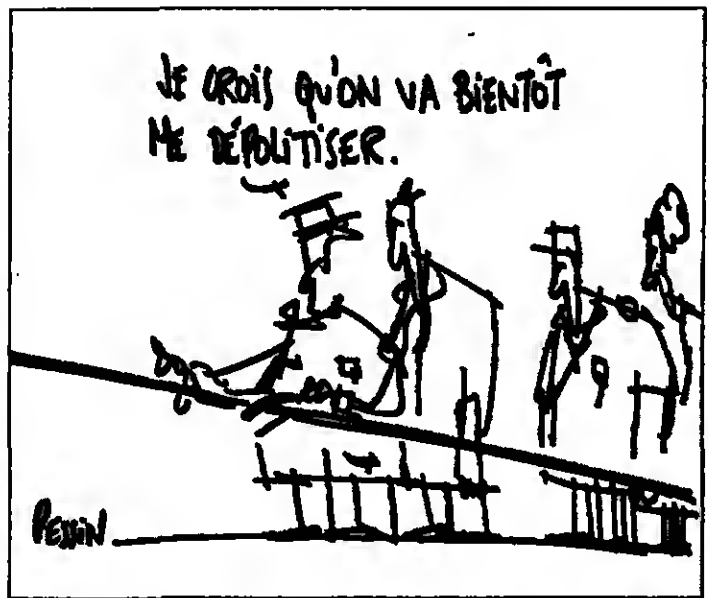
M. Martin a commencé sa carrière comme secrétaire général adjoint de la mairie socialiste de Suresnes. Il était le chef de cabinet de M. Charasse lorsque celui-ci officiait au budget. M. Gueullette a été secrétaire du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, de 1985 à 1991, puis conseiller technique à l'Elysée. Il expérimente, dans l'Ariège, son premier poste de terrain. Titulaire préfet en janvier 1994, M. Delmas-Coinelli, épouse du président du conseil d'administration de la Seita, fait aussi ses premières armes comme préfet de département dans la Loire-et-Cher.

Considéré comme un fidèle de François Mitterrand, Jacques Foumet, ancien directeur général des renseignements généraux et de la surveillance du territoire (DST), a été nommé préfet de la région Champagne-Ardenne. Malgré le soutien que lui prodige depuis longtemps l'Elysée, Christian Prouteau, préfet des plus connus, placé hors cadre en décembre 1993, n'a, en revanche, toujours pas reçu d'affectation. M. Prouteau est actuellement mis en cause dans l'affaire des écoutes téléphoniques concernant, notamment, des journalistes.

Les préfets qui font pénitence regrettent amèrement que Jacques Delors ait choisi de ne pas se présenter à l'élection présidentielle, car ils auraient pu songer, alors, à reprendre du service. Ceux qui ont bénéficié du soutien de l'Elysée se demandent ce qu'ils deviendront si la présidence de la République change de camp.

Cependant, les préfets proches de la majorité appréhendent eux aussi l'échéance. La compétition engagée au sein du RPR les autorise à craindre que ceux qui auront fait preuve de loyauté à l'égard du gouvernement Balladur ne soient sanctionnés pour excès de zèle dans l'événementiel ou Jacques Chirac serait élu. Il leur tarde de savoir quel nom va sortir des urnes. Dans tous les cas, ils prédisent de nombreux mouvements pour l'après-mai 1995.

RAFAËLE RIVALS



Le ministre de l'Intérieur pardonne sans doute mal à Yvon Ollivier, ancien préfet des Alpes-Maritimes, le rôle qu'il a joué, en 1989, dans l'affaire Médéric. Les relations entre M. Ollivier et M. Médéric, ancien maire (CNI) de Nice et ancien président du conseil général des Alpes-Maritimes, avaient été d'embellie conflictuelle. Jacques Médéric qualifiait cet ancien directeur général des impôts de « ministre socialiste déguisé en commis de l'administration » et de « fer de lance » d'une offensive orchestrée par Michel Charasse, alors ministre délégué au budget. A l'époque, M. Pasqua reprenait, en substance, les attaques dont M. Ollivier était l'objet.

M. Ollivier a été, en 1992 et 1993, directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, Paul Quilès. Après avoir occupé un poste de cette importance, il aurait dû se voir proposer la responsabilité d'une grande préfecture de région. Or, politiquement, cela n'était pas envisageable. Pendant six mois, M. Pasqua ne lui a proposé aucune affectation. Le dossier Ollivier était sans doute le plus épineux de la seconde cohabitation. Il aurait pu faire l'objet d'un litige avec l'Elysée, mais M. Ollivier a pris les devants. Ayant choisi d'entamer une nouvelle carrière dans le secteur privé, il a été, sur sa demande, mis en disponibilité.

### Préfet hors cadre pour la seconde fois

Après l'alternance de mars 1993, certains élus RPR et UDF se sont empressés d'écrire à M. Pasqua pour lui demander la tête de Jean-Gilbert Marzin, ex-préfet de la Pas-de-Calais, et de Jean Thiéblémont, préfet du Tarn, excellents professionnels tous les deux, mais militants socialistes notoires. Pour la seconde fois de sa carrière, Guy Merheim a été placé hors cadre. Cet ancien coupleur de peaux, proche de Pierre Mauroy, a été élu conseiller municipal à Lille, puis vice-président du conseil général du Nord, avant d'être nommé préfet en 1983, poste considéré comme un lot de consolation après l'attribution à Bernard Derosier de la présidence (PS) du conseil général du Nord.

La cohabitation ne réussit pas non plus à Jean-Claude Nruze, ancien préfet de Seine-et-Marne, spécialiste des questions de tourisme. Cet ancien président de l'Union des étudiants de France (UNEF), nommé préfet au tour extérieur en 1985, avait dû

réguer Ile-de-France, Christian Sauter a été nommé inspecteur général des finances, poste qu'il avait déjà occupé de 1985 à 1988. Considéré comme l'un des « hommes du président », pour avoir été secrétaire général adjoint de l'Elysée pendant plusieurs années, M. Sauter est l'un des premiers préfets à avoir bougé. Le 23 juin 1993, il a dû laisser la place à Jean-Claude Anroussau, directeur collaborateur de Michel Debré, et préfet de la région Nord-Pas-de-Calais depuis 1986.

La Cour des comptes fait office de « placard doré ». L'ancien chef des services secrets, Claude Silberzahn, l'a rejointe, en qualité de conseiller-maire, après avoir été remplacé par Jacques Dewatre à la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Après avoir cédé le poste de préfet de police de Paris à Philippe Massoni, Pierre Verbrugghe, fidèle de François Mitterrand, a lui aussi trouvé refuge rue Cambon, où il avait été

### Militants socialistes et serveurs de l'Etat

Jean-Gilbert Marzin, préfet « développeur » du Pas-de-Calais, et Jean Thiéblémont, homme de terrain doté des viticulteurs du Tarn, ont voulu être, à la fois, des militants socialistes et des serveurs de l'Etat. Les élus locaux UDF et RPR le leur ont fait chèrement payer au lendemain des élections législatives de mars 1993. Ils ont demandé leur tête au ministre de l'Intérieur, qui la leur a donnée : M. Marzin a été placé hors cadre, et M. Thiéblémont, mis en congé spécial (1).

M. Marzin a beaucoup fait pour que la glacier américain Heagen-Dazs vienne s'implanter à Arras, mais il a souvent irrité les élus locaux de l'opposition, parmi lesquels Jean-Paul Delevoys, sénateur (RPR) et président de l'Association des maires de France. « M. Marzin avait tendance à ne serrer la main qu'eux élus socialistes. Il ignorait les autres. Au cours d'une séance du conseil général, il a interrompu un collègue de l'UDF qui s'exprimait sur les difficultés de l'agriculture en critiquant le gouvernement. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder la vase », protesta Jean Wappe, conseiller général (RPR), qui, avec une vingtaine d'élus UDF et RPR, a signé une pétition

réclamant le départ du préfet.

« J'ai écrit à M. Pasqua pour demander qu'on ne donne pas de sanction à M. Marzin », indique Charles Ghesbrant, député UDF du Pas-de-Calais et président de la Chambre de commerce et d'industrie, qui considère l'ancien préfet comme « un bon serviteur de l'Etat ». Alors que l'Elysée la bête noire du PS dans le département, je n'ai jamais vu à ma plainte de son appartenance politique, reconnaît Philippe Vasseur, député UDF. On aurait pu lui trouver une nouvelle affectation. »

### La reconnaissance des viticulteurs

C'est pour avoir, lui aussi, déplié à certains élus du RPR, en particulier Bernard Carayon, jeune député du Tarn, auquel il se serait opposé sur un projet de porcharia, que M. Thiéblémont a dû quitter ce département un an avant son départ à la retraite. Parfois baptisé « l'ancien fil », M. Thiéblémont a commencé dans la vie comme gardien de la paix, un CAP d'électricien en poche, puis il a gravi les échelons de la fonction publique avant d'entrer à l'ENA dans les années 60.

Préfet atypique, homme de

terrain, n'hésitant pas à accompagner les gendarmes sur le champ de bataille, il a canalisé une violente manifestation de mineurs à Carmaux, en juillet 1981, et, pendant les périodes de tension, maintenant le dialogue avec eux. Gérard Longuet, alors ministre de l'Industrie, lui a d'ailleurs confié une mission de médiation avec les mineurs de la Lorraine, dont il est le président du conseil régional.

Pendant la première cohabitation déjà, ce préfet, qui ne faisait pas mystère de ses amitiés politiques, s'était retrouvé hors cadre. Il avait repris du service en janvier 1988, comme délégué général auprès du Conseil national de la prévention de la délinquance. Depuis la printemps 1992, les viticulteurs des côtes du Tarn lui vouent une reconnaissance sans limites : alors qu'une gale printanière avait détruit la récolte de raisin, M. Thiéblémont s'était dépensé sans compter pour que les paysans puissent être indemnisés.

R. Rs.

(1) Cette sanction administrative vise à écarter son titulaire tout en touchant, dans la limite d'un certain plafond, le salaire d'une activité professionnelle annexée.



POLITIQUE

La préparation de l'élection présidentielle

M. Millon est candidat dans « l'intérêt bien compris » de la majorité

Dans un entretien publié par Libération, mardi 3 janvier, Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, explique que sa candidature à l'élection présidentielle n'est pas une « tocade », mais une « nécessité », car il y a « de l'intérêt bien compris de l'octuelle majorité ». D'Edouard Balladur, il dit qu'il en a « du succès, car il a su rassurer », mais que pour les sept ans à venir il faut « un homme capable de changer de rythme, de style et d'époque ». M. Millon précise qu'il ne peut se

« retrouver » dans le discours de Jacques Chirac sur l'Europe. Le « candidat » UDF se déclare partisan d'un « approfondissement tel des institutions qu'il permette aux pays le souhaitant et le pouvant, Allemagne et France en tête, de constituer un vrai cœur de l'Europe ». « Moi, je n'ai pas peur du fédéralisme », dit-il. Il souligne aussi une réforme constitutionnelle, par référendum, permettant, notamment, de décider « l'exclusivité de la fonction ministérielle et l'interdiction du cumul des fonctions ».

M. Perben soutient M. Balladur

Premier membre du gouvernement à présenter ses vœux à la presse, Dominique Perben, ministre des DOM-TOM, a aussi été le premier à profiter de l'expiration du délai de réserve imposé par le premier ministre jusqu'à la fin de l'année 1994 à propos de l'élection présidentielle, en confirmant, lundi 2 janvier, qu'il soutiendra la candidature d'Edouard Balladur.

M. Perben avait déjà indiqué publiquement son choix, le 20 décembre, devant des journalistes réunionnais, le jour même de l'arrivée de Jacques Chirac à la Réunion (le Monde du 23 décembre). Ancien secrétaire général adjoint du RPR, il a expliqué, lundi, que le premier ministre lui paraît être « un homme qui peut rassembler les Français, pas uniquement au moment d'une élection, mais dans la durée ».

RPR : Philippe Briand est chargé de la campagne de M. Chirac en direction des jaunes. - Philippe Briand, député (RPR) d'Indre-et-Loire, a été chargé de s'occuper de la campagne de Jacques Chirac en direction des jaunes. Celle-ci commencera le 10 janvier lors d'un débat organisé à l'école supérieure de commerce de Tours. M. Briand, âgé de trente-quatre ans, est maître de Saint-Cyr-sur-Loire et vice-président du conseil régional Centre.

M. René Monory, qui a longtemps défendu la nécessité d'une candidature UDF à la présidentielle, a déclaré, lundi 2 janvier au « Club de la presse » d'Europe 1, que les conditions politiques d'une telle candidature ne lui paraissent plus réunies. Le président du Sénat, qui avait rencontré Edouard Balladur dans la journée, a affirmé qu'il avait « l'impression que le premier ministre va se présenter ».

M. Giscard d'Estaing souhaite que « les idées de l'UDF » soient « présentes »

Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, a indiqué, lundi 2 janvier, sur Europe 1, qu'il souhaite que « les idées de l'UDF » soient présentes dans la campagne pour l'élection présidentielle. Il a demandé, d'autre part, que le gouvernement « passe à l'action » pour lutter contre le chômage, et a rappelé qu'il avait proposé « l'allègement massif des charges sociales sur tous les bas salaires ». L'ancien président de la République a approuvé « entièrement » l'action du gouvernement face à la prise d'otages de l'Albanie d'Air France à Alger et Marignane, mais il a souligné que la France ne doit pas intervenir « dans les débats internes sur l'organisation de l'Algérie ». « Sur ce sujet, c'est le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, qui est chef de file », a-t-il dit, et pas le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua.

Un décret paru au « Journal officiel » Le gouvernement augmente le taux de cotisation-retraite des fonctionnaires locaux

Un décret paru au Journal officiel du 29 décembre 1994 stipule que le taux de cotisation à la Caisse de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) est, en 1995, fixé à 25,10 %. Il augmente ainsi de 3,8 points, ce qui devrait se traduire, dans les budgets locaux, par une hausse de 2 % de fiscalité. Cette mesure ne devrait pas faire plaisir aux maires qui souhaitent diminuer les impôts locaux en 1995, année d'élections municipales.

Nicolas Sarkozy, ministre du budget, avait annoncé au comité des finances locales (le Monde du 22 septembre 1994) qu'il souhaitait prendre une disposition de cette nature, afin d'équilibrer les comptes de la CNRACL. Ce régime spécial de retraite, auquel cotisent les collectivités locales et les bédouins, bénéficie, notamment grâce à la décentralisation, d'un régime démographique favorable, avec plus de trois actifs pour un pensionné. Il a donc souvent été appelé à soutenir les régimes déficitaires.

COMMUNICATION

Selon les chiffres fournis par Médiamétrie

TF 1 a réalisé 89 % des meilleures audiences de 1994

TF 1 ne pouvait compter sur personne d'autre que sur elle-même pour la placer en tête du palmarès télévisuel 1994. Lundi 2 janvier, la chaîne du groupe Bouygues a donc publié la liste des 100 meilleures audiences de télévision en 1994, selon les chiffres de Médiamétrie. Les programmes les plus regardés étaient ceux de TF 1, qui a réalisé 89 % des meilleures audiences.

Au-delà de cette auto-glorification, plutôt banale dans le monde audiovisuel, cette liste des meilleures audiences apporte surtout la preuve qu'un genre particulier, la fiction, domine tous les autres. Films ou téléfilms, les histoires bien racontées et bien jouées recueillent l'adhésion des téléspectateurs : 43 téléfilms et 37 films de cinéma figurent ainsi dans les 100 meilleures audiences télévisées de 1994. Que 38 de ces téléfilms (sur 43) et que 34 de ces films (sur 37) aient été diffusés par TF 1 n'est important que pour TF 1. En revanche, il est plus intéressant de noter que la fiction audiovisuelle fait une percée remarquable. Elle s'inscrit 43 fois dans les cent meilleures diffusions en 1994 alors qu'elle n'apparaissait que 25 fois en 1993.

Ce classement, sans faire la distinction films américains-films français, montre aussi que le cinéma reste un élément clé de la programmation. Les deux meilleures audiences de 1994 vont d'abord et surtout à des programmes sportifs de patinage artistique : France 2 a ainsi recueilli 16,2 millions de téléspectateurs en retransmettant la « libre dames » de patinage artistique lors des derniers Jeux olympiques, tandis que TF 1 se classait second

(14,6 millions de téléspectateurs) avec l'« original danse ».

Hormis ces deux exceptions, le sport n'apparaît que six fois dans le classement (4 fois au bénéfice de TF 1 et 2 à celui de France 2), tandis que les variétés n'y sont présentes que 10 fois - 9 pour TF 1 et 1 pour France 2. Pour l'information, TF 1 souligne qu'elle obtient « la totalité des 150 plus fortes audiences consacrées à l'information toutes chaînes confondues ». Le journal télévisé de 13 heures (9 826 950 téléspectateurs) et celui de 20 heures du 26 décembre (12 245 100 téléspectateurs), jour du détournement de l'Airbus d'Air France, ainsi que le « 7 sur 7 » d'Anne Sinclair du 11 décembre, au cours duquel Jacques Delors a annoncé qu'il ne se présenterait pas à l'élection présidentielle (9 415 350 téléspectateurs), ont obtenu des audiences particulièrement importantes.

BELGIQUE : TF 1 en conflit avec les câble-opérateurs flamands. - L'association flamande des télédistributeurs (qui regroupe les câble-opérateurs intercommunaux flamands) a demandé à TF 1 et à la RAI d'accepter, comme CNN, RTL-TV ou VTM, de s'acquiescer directement des droits d'auteur dus pour la diffusion de leurs programmes. « Présente en Belgique depuis trente-cinq ans », TF 1 estime que le contrat passé avec l'association belge des câble-opérateurs et prévoyant le paiement des droits d'auteur au niveau national court jusqu'à la fin de 1995. La chaîne française a obtenu du tribunal de commerce de Bruxelles le droit de poursuivre la diffusion de ses programmes sur le réseau câblé en région flamande jusqu'au 11 janvier. C'est à cette date que le litige sera examiné sur le fond.

Les remous dans le groupe publicitaire britannique

Le sort de Maurice Saatchi reste en suspens

Maurice Saatchi, ex-président du groupe publicitaire britannique Saatchi and Saatchi, qui a dû quitter son fauteuil à la mi-décembre, sous la pression d'actionnaires américains (le Monde daté 18-19 décembre 1994), doit accepter ou refuser, mardi 3 janvier, la proposition qui lui a été faite par son conseil d'administration.

Celui-ci est prêt à lui confier la lucrative présidence du réseau international Saatchi and Saatchi Worldwide Advertising. Cette décision est visiblement liée au fait que quelques-uns des plus importants annonceurs du groupe - la firme agroalimentaire Mars, le groupe de presse Mirror et la compagnie British Airways, par exemple - dont certains dirigeants sont des relations personnelles de Maurice Saatchi, menaçaient de quitter Saatchi si l'ex-président était purement et simplement remercié. Les fonds de pensions américains, à l'origine de la révolution de palais qui agit le groupe publicitaire britannique, veulent obtenir une réponse rapide de l'ex-président, mais de nombreux administrateurs estiment que Maurice Saatchi pour-

rait le reporter de deux semaines.

Le quotidien économique et financier britannique The Financial Times indique pour sa part dans ses éditions du 2 et du 3 janvier que le duel entre les actionnaires américains et Maurice Saatchi aurait été provoqué par le projet de vente du groupe publicitaire américain Ted Bates, acquis par Saatchi au milieu des années 80. Le quotidien note aussi que Maurice Saatchi aurait menacé de créer une agence rivale avec son frère Charles, co-fondateur du groupe.

DANS LA PRESSE

Boris Eltsine et la résistance tchétchène

La Repubblica (Tahar Ben Jelloun) : « Certains font la comparaison avec l'Afghanistan de 1979. A l'époque, les Afghans se battaient contre le communisme. Ils eurent l'appui de tout l'Occident ainsi que des Américains. Les Tchétchènes se battent pour sauver leur pays, les valeurs de leur culture. (...) La résistance des Bosniaques comme celle des Tchétchènes resteront un symbole qui préfigure de manière alarmante l'avenir des peuples qui ont le tort d'être pauvres et surtout minoritaires. Les discours généreux, les belles paroles des puissants de ce monde ont perdu toute crédibilité. Seule se maintient vive la volonté de ces peuples de vivre libres. »

The Independent : « L'impact de la guerre est en passe de devenir bien plus important que ce que l'on avait pu imaginer le 11 décembre, lorsque l'assaut a été donné. Selon des commentateurs russes bien informés, 1995 sera le test le plus sévère pour la réforme en Russie depuis l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev. Pour le monde occidental, le destin politique personnel de M. Eltsine semble désormais moins important que la nécessité de préserver le processus de réforme dans son ensemble. »

Libération (Jacques Amahric) : « L'acharnement des Tchétchènes commence aussi à poser problème aux capitales occidentales, qui ne s'attendaient guère, il y a deux ou trois semaines, d'une crise pourtant aisément prévisible : l'affaire, certes, est toujours considérée comme relevant de la politique intérieure russe, mais la tension mise en œuvre par Moscou inquiète. (...) C'est bien le moins, mais c'est encore bien peu. »

La Tribune (François Roche) : « Entamée dans l'indifférence générale, l'affaire commence à susciter une réelle inquiétude dans la communauté internationale, notamment aux Etats-Unis et en Allemagne. Quand on connaît le poids de ces deux pays dans les investissements étrangers en Russie, on mesure sans peine le danger que court Boris Eltsine, celui de sa décrédibilisation croissante. Le président russe n'a pas fait preuve d'un sens de la mesure exceptionnel dans la gestio du conflit. La brutalité affichée, la chape de plomb sur l'information, comme au temps du KGB, les mensonges officiels, rappellent de fâcheux souvenirs et indiquent que, sur le fond, le mode de fonctionnement de l'exécutif russe n'a pas rompu totalement avec le système soviétique. »

France Inter (Bernard Guetta) : « Ce n'est pas seulement son image de démocrate que Boris Eltsine a définitivement perdue dans les décombres de la capitale tchétchène. Ce n'est pas seulement son plus que cette cynique aventure le laisse politiquement isolé, avec pour seul soutien celui de l'extrême droite nationaliste. C'est aussi que ce président russe ridiculise son pays, dont l'armée, réticente et désorientée, n'est toujours pas parvenue à s'assurer le contrôle de Grozny. »

La Chaîne Info (Pierre-Luc Séguin) : « En réalité, les dirigeants occidentaux espèrent secrètement que Boris Eltsine viendra rapidement à bout des velléités indépendantistes tchétchènes et qu'il évitera, dût-il user de la manière forte, de s'enliser dans cette opération. (...) Au nom des droits de l'homme, il importe sans doute de s'émouvoir de la violence et des souffrances des résistants tchétchènes. Mais la raison politique oblige à souhaiter cyniquement une prompt victoire de Boris Eltsine pour l'avenir de la paix sur le continent européen. »

PRESSE : lancement du magazine Faits divers. - Un nouveau magazine, baptisé Faits divers (48 pages, 15 francs), a paru lundi 2 janvier. Ce bimestriel, qui envisage d'adopter ensuite un rythme mensuel selon son succès, se consacre aux faits divers de l'année 1994. Il les a confiés à de « grandes signatures » de l'édition et de la presse (Dan Franck, Jean-Michel Caradec'h, Michèle Cotta, Philippe Boggio, Philippe Aubert, etc.), s'inspirant ainsi de Détective, journal publié dans les années 30 par les éditions Gallimard et dirigé par Marcel Duhamel, « père » de la Série noire. Le premier numéro de Faits divers, lancé par Michel Chabot, ancien rédacteur en chef du Parisien, actuellement chargé de la coordination des dossiers à l'Evénement du jeudi, a été tiré à 170 000 exemplaires.

Le Monde EDITIONS

L'ALBUM DU FESTIVAL D'AVIGNON 1994

Sous la direction de Colette Godard

Le théâtre-roi en Avignon, de tous les temps et de tous les pays a effacé les siècles et les frontières, pour dire les tragédies de toujours et de maintenant, l'éternelle folie des hommes.

Pour conserver la mémoire d'un festival dense, fort, passionnant.

156 pages, photos NB, 120 F

En vente en librairie ou à défaut au Monde-Editions, 15 rue Falguière, 75015 Paris

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Je souhaite recevoir ..... exemplaire(s) de l'Album du Festival d'Avignon 1994 au prix de 120 F.

Je joins à cette commande un chèque à l'ordre du Monde-Editions.

..... exemplaires x 120 F = ..... F

+ frais de port ..... = 25 F

Total de la commande ..... F

ITALIE : Il Sole-24 Ore prend le contrôle de l'agence économique et financière Radiocor-Telerate. - En rachetant la participation de 53,9 % détenue par Olivetti Spa, la société éditrice du quotidien italien Il Sole-24 Ore est devenue l'actionnaire majoritaire de l'agence économique et financière Radiocor-Telerate. Selon un communiqué d'Il Sole-24 Ore, la Dow Jones Telerate Holding conserve 46,1 % du capital de l'agence italienne. En 1993, le bénéfice de Radiocor s'est établi à plus de 4,6 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 133,6 millions de francs. En 1994, ce chiffre d'affaires serait de plus de 148 millions de francs.

ESPAGNE : le quotidien catholique Ya est racheté pour une peseta symbolique. - Le quotidien catholique Ya a été racheté pour une peseta symbolique par Aurelio Delgado, propriétaire du Diaro d'Avila. En crise depuis 1989, Ya (49 000 exemplaires) est en cessation de paiement depuis août 1993. Créé en 1935 par l'épiscopat espagnol, le journal avait été racheté en 1989 par le groupe Correo Espanol, avant d'être repris par la chaîne espagnole Antena 3 Television, puis par un groupe mexicain.

MAIRIE DE PARIS

La Mairie de Paris vous invite au concert.



DU 8 AU 22 JANVIER 1995. PRENEZ UNE PLACE, VENEZ A DEUX.

MUSIQUE pariscope CCF sacem Le Monde

INFORMATIONS 42 78 44 72

Dans les salles de concert, les églises, les salles de jazz parisiennes participant à l'opération.



## L'enfant de la science

Pour la première fois, une équipe médicale a réussi à faire naître au sein d'un couple possédant l'anomalie génétique de la mucoviscidose un enfant « porteur sain » après micro-injection de spermatozoïdes et diagnostic préimplantatoire

Publié il y a quelques jours dans les colonnes du célèbre journal de l'Association médicale américaine (JAMA) (1), le récit d'une première mondiale concrétisée parfaitement les espoirs et les craintes que l'on peut nourrir devant l'irrésistible avancée des progrès réalisés depuis peu dans le champ de la génétique humaine et dans celui de l'assistance médicale à la reproduction. Ce travail, à la fois promoteur et inquiétant, est signé des professeurs belges André Van Steirteghem et Paul Devroey. Ces deux spécialistes dirigent, au sein de l'université libre (néerlandophone) de Bruxelles, l'équipe qui dispose aujourd'hui de la plus grande expérience mondiale en matière de micro-injection intracytoplasmique de spermatozoïdes.

Cette technique bouleverse les traitements classiques de la stérilité humaine. Elle consiste, schématiquement, à faire pénétrer de manière mécanique (au moyen de

« micropipettes »), sous contrôle microscopique, au sein d'un ovocyte féminin, un spermatozoïde choisi sur différents critères au sein de l'éjaculat masculin. Baptisée ICSI (pour *intracytoplasmic sperm injection*), elle a été maîtrisée, puis codifiée, il y a peu par l'équipe belge. Parce qu'elle soulève un nombre considérable de problèmes techniques, sanitaires et éthiques, l'ICSI alimente, depuis quelques années déjà, de très vifs débats au sein de la communauté biologique et médicale (2).

C'est également le cas d'une forme moderne et sophistiquée de diagnostic prénatal, connue sous le terme de diagnostic pré-implantatoire (ou DPI). Ce procédé est issu des récentes avancées conjuguées de la fécondation *in vitro* et de la génétique moléculaire. L'objectif est ici de diagnostiquer au stade embryonnaire la présence ou l'absence d'anomalies génétiques transmises sur un mode héréditaire.

Ce diagnostic se fait en prélevant une ou quelques cellules sur un embryon obtenu par fécondation *in vitro* à partir des cellules sexuelles issues d'un couple — généralement non stérile — connu pour être porteur d'une anomalie transmissible. L'absence d'anomalie chez l'embryon autorise son implantation intra-utérine. A l'inverse, la présence identifiée de cette anomalie conduit à sa destruction.

### Une nouvelle tentative infructueuse

L'émergence et la diffusion du DPI inquiètent ceux qui — non sans raison — perçoivent ici un nouvel outil, moderne, pouvant aisément être demain au service de volontés médicales ou politiques eugéniques. Les lois françaises sur la

bioéthique ont admis le principe du DPI, son usage devant toutefois demeurer exceptionnel.

La « première mondiale » belge a consisté à associer, pour un même couple, DPI et ICSI en franchissant une nouvelle barrière. Les professeurs Van Steirteghem et Devroey expliquent ainsi avoir réussi à obtenir une naissance chez un couple dont les deux membres, apparemment sains (âgés chacun de trente-six ans), sont porteurs d'anomalies géométriques impliquées dans la mucoviscidose (delta F 508), mais sans être atteints par la maladie (hétérozygotes). Cette situation fait que le porteur, indemne, peut transmettre à sa descendance la maladie ou la possibilité de transmettre celle-ci. Dans le couple belge, l'homme était en outre atteint d'une forme de stérilité dite excrétoire, conséquence de l'absence congénitale et bilatérale de canaux déférents.

Les spécialistes belges ont, dans

un premier temps, prélevé, par microchirurgie et aspiration du contenu de l'épididyme (en amont de l'anomalie génétique), un petit volume de sperme. Parallèlement, douze ovocytes étaient prélevés chez la femme. Au total, cinq des ovocytes mécaniquement inséminés ont permis d'observer une division embryonnaire. Sur ces cinq embryons, un DPI a pu être réalisé sans dommages.

Après utilisation de la technique d'amplification PCR (*polymerase chain reaction*), le DPI a permis d'établir que deux embryons étaient porteurs de la mutation delta F 508 sous une forme (homozygote) qui implique l'apparition précoce de la mucoviscidose après la naissance. A l'inverse, les trois autres embryons étaient, comme le couple, porteurs hétérozygotes de l'anomalie génétique.

Avec l'accord du couple, ces trois embryons furent transférés *in utero*. Un diagnostic prénatal classique (par amniocentèse) fut réalisé à seize semaines de grossesse, qui confirma les résultats du DPI sur le seul embryon dont le développement continuait. En avril 1994, naissait cet enfant de la science. Un garçon de 2 700 grammes, indemne de l'anomalie génétique dont souffrait son père (et donc *a priori* fertile), porteur, comme chacun de ses parents, de l'anomalie génétique mais n'ayant pas à redouter pour lui-même les graves symptômes de la mucoviscidose. « Le même couple est depuis revenu nous consulter pour tenter d'avoir un second enfant, nous a déclaré le professeur Van

Steirteghem. Nous avons pu, avec les mêmes techniques, obtenir trois embryons non porteurs de l'anomalie. Mais, malheureusement, aucune grossesse n'a pu être obtenue lors de cette tentative. »

Les spécialistes belges réfutent *a priori* toutes les critiques à connotations finalistes, arguant que la présence de l'anomalie génétique masculine est peut-être la traduction d'une volonté « naturelle » d'interdire de facto la transmission de l'anomalie génétique et l'expression de la maladie. Il ajoute que le DPI n'était pas, ici, une condition *stricte* *non* de leur travail, un diagnostic prénatal par amniocentèse ayant en toute hypothèse pu être réalisé, conduisant, le cas échéant, à un avortement.

Cette première mondiale confortera les opposants aux formes modernes d'assistance médicale à la procréation. Elle séduira en revanche une nouvelle fois tous ceux qui nourrissent une foi inébranlable dans les possibilités de la médecine procréative et de la biologie moléculaire. Quoi qu'il en soit, elle pose de manière exemplaire et symbolique, les questions liées à la dissociation définitive des fonctions humaines de sexualité et de reproduction.

JEAN-YVES NAU

(1) JAMA, 1994, n° 272.  
(2) Le Monde, ces derniers mois, traités à plusieurs reprises des multiples questions soulevées par l'ICSI, notamment dans ses éditions datées du 26-27 juin et du 6 juillet 1994.

### Un rapport sur les « médicaments orphelins »

## L'INSERM propose d'encourager la fabrication des spécialités pharmaceutiques non rentables

Un rapport de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) préconise l'adoption d'un corpus de règles au niveau européen afin d'encourager la fabrication de « médicaments orphelins », ces spécialités considérées comme « non rentables » par l'industrie pharmaceutique, prescrites aux malades atteints d'affections rares ou aux patients insolvables des pays en développement.

Simone Veil, ministre des affaires sociales et de la santé, avait conclu le 14 décembre son bilan de la politique française du médicament en affirmant la nécessité de « réfléchir aux prolongements européens de cette politique, notamment dans le domaine des médicaments orphelins ». Dans un rapport rédigé à la demande de Philippe Lazar, son directeur général, et remis début novembre à l'ensemble des ministères concernés, l'INSERM vient d'apporter sa contribution à la réflexion.

Annie Wolf, ingénieure de recherches à l'Institut, révèle le retard européen face aux politiques américaine et japonaise visant à inciter les industriels de la pharmacie à produire des spécialités non rentables. Destinées, d'une part, à des patients atteints de maladies rares, c'est-à-dire dont la prévalence est inférieure à 1 %, et, d'autre part, aux victimes insolvables des maladies tropicales dans les pays en développement, les médicaments orphelins mettent directement en jeu des questions économiques, politiques et d'éthique.

Les « orphelins » peuvent être utilisés dans la prévention, le diagnostic ou le traitement d'une maladie rare ou comme antidotes dans le traitement d'intoxications aiguës exceptionnelles. Certains de ces principes actifs ont été brevetés, mais n'ont pas trouvé d'acquéreur, d'autres ont été retirés du marché malgré leur intérêt thérapeutique, pour cause économique (prix de vente faible, consommation insuffisante), ou

sont tout simplement non brevetables, telles les substances naturelles. D'autres encore ont été retirés de la vente pour effets indésirables graves, mais se sont révélés efficaces dans une autre affection (le thalidomide est, par exemple, très efficace pour le traitement de la lèpre).

### Un « observatoire des maladies rares »

S'inspirant de la législation américaine, particulièrement incitative à l'égard des industriels du secteur, M<sup>me</sup> Wolf formule des propositions sur le seul versant des maladies rares. Environ cinq mille ont été recensées, dont la moitié sont d'origine génétique (myopathies, mucoviscidose, sclérose en plaques, maladie de Charcot, syndrome de Turner, bémophilie, etc.). Le rapport préconise ainsi l'adoption d'un véritable statut du médicament orphelin au niveau européen. Constatant que « le terme même (...) n'est pas inscrit dans les directives et règlements du futur système européen d'autorisation des médicaments », M<sup>me</sup> Wolf propose la rédaction d'une « note explicative » qui fournisse une définition précise et détaillée des procédures à suivre en vue de l'enregistrement de ces produits. Des mesures qui relèvent de la compétence de la nouvelle Agence européenne du médicament.

La mise en place d'un « observatoire européen des maladies rares » est envisagée, qui permettrait notamment de croiser les banques de données des deux côtés de l'Atlantique. La nécessité d'organiser un suivi des produits après leur mise sur le marché et d'octroyer des allègements fiscaux aux industriels développant de telles spécialités est soulignée, et la durée optimale d'exclusivité commerciale est fixée à dix ans.

En France, la loi du 8 décembre 1992 prévoit pour certains médicaments une autorisation temporaire d'utilisation, mais le texte ne cite pas expressément le cas des « orphelins ». « Des incitations financières et fiscales devraient être envisagées », poursuit le rap-

port, et la production de certaines de ces spécialités être confiée à la Pharmacie centrale des hôpitaux « à condition que celle-ci puisse se doter d'installations et d'équipements répondant aux exigences des bonnes pratiques de fabrication ».

Malgré cet embryon de réglementation, l'Hexagone a environ dix ans de retard sur la question. Aux Etats-Unis, en effet, ces molécules par nature incapables de générer du profit ont été explicitement reconnues et leur fabrication encouragée « sous l'impulsion conjointe des associations de malades, d'une mobilisation du Congrès et d'un partenariat entre l'industrie pharmaceutique et l'administration ».

### Subventions et déductions fiscales

Depuis l'Orphan Drug Act du 4 janvier 1983, cinq commissions ou organismes spécialisés ont été créés. Les listes des produits orphelins, leurs indications et le nom des fabricants sont mis à jour quatre fois par an, un crédit d'impôt de 50 % est accordé sur les coûts de développement des études cliniques et l'exclusivité commerciale dure sept ans à compter de l'obtention de l'autorisation de mise sur le marché (AMM). Ce délai d'exclusivité est actuellement discuté car certains médicaments se révèlent finalement rentables et provoquent, comme dans le cas des hormones de croissance, la colère de fabricants concurrents face à une situation de monopole. Depuis 1983, soixante-quatre médicaments orphelins ont ainsi obtenu une AMM aux Etats-Unis — trente-quatre spécialités seulement avaient été autorisées pendant les quinze années précédant l'Orphan Drug Act. Au total, en mars 1992, quatre cent quatre-vingt-huit substances bénéficiaient du statut américain de médicament orphelin et cent quatre-vingt-neuf étaient en développement.

Au Japon, l'Orphan Drug Act date d'octobre 1993. Un strict contrôle du suivi des médicaments

orphelins est organisé, les industriels n'ayant par exemple pas le droit d'interrompre la fabrication ou l'importation d'un produit sans avoir consulté l'administration au moins un an à l'avance. Un fonds spécial débourse des subventions et des déductions fiscales sont accordées pour les dépenses de recherches. Résultat, un an après la mise en place de cette procédure, deux cent douze demandes émanant de cinquante-quatre entreprises ont été déposées, quarante ont été déclarées recevables par le bureau japonais des affaires pharmaceutiques et quinze ont été financées grâce au fonds.

Si la mise en place progressive d'une politique du médicament à l'échelle de l'Europe laisse augurer l'adoption prochaine d'un statut européen des « médicaments orphelins », au chapitre des pays en développement, tout reste à faire. « Alors que le potentiel scientifique et technique de l'industrie pharmaceutique est considérable, explique le rapport, de nombreuses maladies tropicales, le plus souvent transmissibles, demeurent sans traitement (maladies orphelines) et sans prophylaxie vaccinale. » Les six principales maladies tropicales recensées par l'Organisation mondiale de la santé (paludisme, trypanosomoses, leishmanioses, filariose, bilharziose, lèpre) ne suscitent pas un grand intérêt parmi les fabricants, le rapport dénonçant même à cet égard « une impressionnante passivité ».

« Sous prétexte que ces pays ne représentent que 10 % du marché mondial du médicament en termes économiques », ajoute l'étude de l'INSERM, l'industrie pharmaceutique a cessé de financer les recherches sur les anti-parasitaires. Les programmes lancés par la Communauté européenne (Life Sciences and Technologies for Developing Countries) et par l'OMS (Tropical Disease Research) n'ont par ailleurs débouché sur la commercialisation d'aucune spécialité.

La situation a été aggravée dans la zone franc par la dévaluation du franc CFA « qui, en doublant le coût des médicaments, pour la plupart importés, les rend encore moins accessibles aux pays concernés et à leurs habitants » et par l'apparition du sida — aujourd'hui encore classé par les Etats-Unis parmi les maladies rares —, « l'effort de recherche et de développement engagé par l'industrie pharmaceutique sur le sida (...) fait au détriment des programmes qu'elle consacrait aux maladies parasitaires ». La volonté de soigner les ressortissants des pays défavorisés et d'octroyer des moyens à cette fin demeure « une décision éminemment politique », commente M<sup>me</sup> Wolf.

LAURENCE FOLLÉA

### CATASTROPHES

#### Huit morts dans les Alpes depuis la mi-décembre

### Les pièges de la neige du début de saison

La neige qui est tombée tardivement sur les massifs montagneux a provoqué la mort de huit personnes depuis la mi-décembre. Toutes ont été ensevelies sous des avalanches survenues dans les Alpes françaises. Au cours du week-end du Nouvel an, six skieurs, dont le guide de Chambray, Richard Bozon, âgé de 47 ans, ont été emportés par des coulées de neige.

#### GRENOBLE

de notre bureau régional  
Étonnante montagne. Elle aura attendu les derniers jours des vacances de Noël pour offrir à ceux qui la fréquentent assidûment des pentes enfin enneigées. Or, la brutale disparition de six skieurs dans les Alpes (Le Monde du 3 janvier), dont un professionnel des hautes terres, emportés par des avalanches ou de modestes coulées de neige, est venue brusquement rappeler qu'il suffisait de quelques flocons pour que la montagne se transforme en un véritable piège.

Celui-ci s'est brusquement refermé sur les skieurs, le dernier jour de l'année 1994, sans qu'ils s'en aperçoivent. Les précipitations de quelques dizaines de centimètres seulement tombées au-dessus de 2 000 mètres avaient dû consolider, pensaient-ils, le modeste manteau neigeux, qui partait alors en lambeaux sur les pentes abondamment fréquentées des stations. En réalité la chute d'un fragile décor qui dissimulait de réels dangers. Ils

furent aussitôt analysés par le Centre d'étude de la neige de Grenoble (CEN), chargé de prévoir les risques d'avalanches sur l'ensemble des massifs montagneux français.

Ses ingénieurs avaient pu constater, quelques jours avant le début des précipitations, que le froid, vif, qui sévissait alors en montagne avait transformé la mince couche de neige existante en une surface à hauts risques. Cette dernière était en effet constituée de grains de glace qui s'assurent aucune cohésion avec une couche de neige fraîche, quelque soit son épaisseur. D'autre part le fort vent d'ouest, puis de nord, qui accompagnait les précipitations a naturellement aggravé la situation. Des accumulations de neige se sont formées dans certains secteurs. Dès lors des avalanches pouvaient à tout moment se déclencher lors du passage d'un skieur sur une « plaque à vent ».

Les skieurs emportés par des coulées de neige le week-end dernier — qui évoluaient hors des pistes balisées des stations — ont été victimes de conditions météorologiques que l'on rencontre très souvent en montagne pendant l'hiver. Mardi 3 janvier dans la matinée, l'état du manteau neigeux demeura toujours « préoccupant », selon le Centre d'étude de la neige. Celui-ci évaluait toujours le risque d'avalanche au niveau quatre (fort risque d'avalanches même par faible surcharge du manteau neigeux) sur une échelle européenne qui en compte cinq.

CLAUDE FRANÇILLON

### SPORTS

### Diego Maradona entre honneurs et prison

Diego Maradona devait recevoir, mardi 3 janvier à Paris, un ballon d'or de l'hebdomadaire France-Football, remis pour la première fois à titre honorifique. Bien qu'ayant joué plusieurs années en Europe, notamment à Barcelone et à Naples, l'ancien capitaine de l'équipe d'Argentine n'avait jamais pu prétendre au prestigieux trophée, réservé au meilleur joueur du Vieux Continent. Suspendu par la Fédération internationale jusqu'à l'automne 1995 pour avoir été contrôlé positif à l'éphédrine lors de la Coupe du monde américaine, Diego Maradona, âgé de trente-quatre ans, ne devrait guère s'émouvoir en France pour cette ultime distinction de sa carrière.

Le footballeur argentin est en effet menacé de prison s'il ne rentre pas dans son pays dans les quinze jours. Condamné récemment à quatre ans d'emprisonnement pour avoir ouvert le feu sur un groupe de journalistes se trouvant devant son domicile, le 2 février 1994, Maradona avait vu cette peine suspendue et réduite à une amende de 20 000 dollars, assortie de la promesse de ne pas quitter son domicile plus de vingt-quatre heures sans en informer le juge. L'absence prolongée du footballeur, qui était passé par Cuba pour y être décoré par Fidel Castro, a donc poussé la justice argentine à annuler cette suspension de peine, en attendant des explications rapides de l'ancien champion du monde.

### La Lettre de la Sécurité du Capitaine BARRIL

#### HAUTE PROTECTION

Tout ce que vous voulez savoir et que l'on n'ose pas vous dire en matière de sécurité privée, de terrorisme, d'espionnage, de contre-espionnage. Vous y trouverez également des offres d'emploi et vous recevrez, en cadeau, pour tout abonnement, notre catalogue de matériel de sécurité. Abonnez-vous en retournant avec votre chèque à l'ordre de Security Action Store, le publisher indépendant, SAS 207 Bd Péreire 75017 Paris. Abonnement annuel. Tarif exceptionnel 495 F/an.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_  
Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

هكنا من الأهل







## LE GÉNÉRAL D'HONNEUR

Suite de la page 9

## Industrie, postes et télécommunications, commerce extérieur

Sont promus chevaliers : Jean-Raymond André Eichenberger, ancien président de sociétés ; Henri-Achille Weil, président d'une union professionnelle.

Sont promus officiers : Gérard Delage, ancien inspecteur général des postes et télécommunications ; Marcel Delport, ancien président-directeur général de sociétés ; Yves Dupont de Dinechin, haut fonctionnaire de défense ; Jacques Piniel, vice-président d'une confédération professionnelle ; Edouard de Rovers, président-directeur général d'un groupe industriel ; Claude Surochi, président-directeur général d'un groupe industriel ; Michel Schneider-Mannoury, directeur général d'un groupe pétrolier ; Paul Spriet, président de la chambre de commerce et d'industrie de Caen ; Henry Strei, secrétaire général d'une société de construction d'automobiles.

Sont promus chevaliers : Gérard André, directeur au Centre national d'études des télécommunications ; Jean-Louis Andeau, vice-président-directeur général de sociétés ; Claude Andreux, directeur général d'une société informatique ; Maurice Belandraud, ancien directeur de sociétés ; Pierre Bonafé, président-directeur général de sociétés ; Claude-Alain Bournaud, directeur général de La Poste ; Luc Boyer, ancien président-directeur général de sociétés ; Claude Bréus, cadre dirigeant à France Télécom ; Yves Courin, directeur de France Télécom ; Toussaint Folcoet, inspecteur général, délégué régional d'organismes de recherche ; Philippe Gallin, président-directeur général de sociétés ; Albert Gobert, président-directeur général de sociétés ; Hervé Guérin, président-directeur général de sociétés ; Marcel Guérin, expert en propriété industrielle ; Bernard Uvelin, directeur général adjoint de sociétés ; André Jarrasson, président-directeur général d'un groupe industriel ; Didier Lallemand, chef de service dans une direction du ministère ; Georges Lebat, ancien directeur départemental adjoint à France Télécom, syndicaliste ; Roger Luvillat, ancien président-directeur général de sociétés ; Bertrand Martin, président-directeur général de sociétés ; Jean-Noël Mercier, directeur au Centre national d'études des télécommunications ; Yves Monier, secrétaire général d'un syndicat patronal ; Martin Nègre, directeur général adjoint dans un groupe industriel ; Henri Pascaud, président-directeur général d'une société ; Gérard Piquety, secrétaire général du Conseil général des mines au ministère ; Armelle Rey, président-directeur général de sociétés ; Joseph Soler, directeur adjoint à France Télécom ; Philippe-Jean Terrasse, directeur à l'Office général de l'air ; Claude Verney-Caron, président-directeur général de sociétés.

## Équipement, transports, tourisme

Est promu commandeur : Jean-Claude Parraud, ingénieur général honoraire des Ponts et Chaussées.

Sont promus officiers : Michel Lefebvre, ingénieur général des Ponts et Chaussées ; Paul Noiry, président du directeur dans une entreprise de travaux publics ; Pierre-Philippe Parat, architecte urbaniste ; Alain Roland-Billette, comman-

dant de bord dans une compagnie aérienne.

Sont promus chevaliers : Guy Bousquet, ingénieur en chef adjoint honoraire de la RATP ; Jean Bulot, commandant d'un remorqueur ; Jean-Pierre Duclos, directeur délégué dans un groupe de construction ; Robert-Marie Du Mesnil, directeur des ports et de la navigation maritime ; Robert Fiecher, ingénieur à la SNCF ; Claude Gouérand, vice-président d'une caisse de retraite et de prévoyance du transport ; Claude Hennebert, cadre supérieur à la RATP ; Jean-Claude Joutroy, administrateur civil hors classe ; Nicolas Linnhoff, ingénieur géologue, professeur au Collège de France ; Michel Noquet, ancien ingénieur principal adjoint de la SNCF ; Jacques Palenche, président d'un comité régional de tourisme ; Jacques Pichot, inspecteur général à l'inspection générale de l'aviation civile et de la météorologie ; Elisabeth Simon, directeur général de l'Office de tourisme et des congrès de Paris ; Franc Tassy, vice-président d'une commission tourisme et environnement ; Guy Voelckel, ancien administrateur à l'Institut français de la mer.

## Culture et francophonie

Sont promus commandeurs : M<sup>me</sup> Messiaen, née Yvonne Loriod, pianiste, concertiste ; M<sup>lle</sup> Pierre Salet, inspecteur général honoraire des musées.

Sont promus chevaliers : François Baron dit Baron-Renouard, artiste peintre ; Pierre Cardinal, réalisateur de films ; Françoise Dorin, comédienne, auteur dramatique, romancière ; Louis Feraud, couturier ; Yves Mathieu Saint-Laurent, dit Yves Saint Laurent, couturier ; Odile Pierre, organiste titulaire du grand orgue de l'église de la Madeleine à Paris ; André Saab, épouse Chedid, écrivain.

Sont promus chevaliers : Maurice Arana, conseiller artistique ; Maurice Baquet, violoncelliste, artiste de variétés ; François Bergot, inspecteur général des musées de Rouen ; Michèle Blot, directrice de la programmation ; Gérard Bréus, conseiller culturel, éditeur ; Bernard Ceysson, directeur des musées de Saint-Étienne ; Michel Cron, comédien ; Maurice Desautels, scénariste ; Pierre Grimaldi, auteur-réalisateur-producteur de films ; Sylvio Guada, percussionniste de l'Opéra de Paris ; Marie-Rose Jurgensen, écrivain, journaliste ; Albert Larivière, régisseur général d'un pool de percussions au ministère ; Jorge Lavelli, directeur du Théâtre national de la Colline ; François Lessage, brodeur en haute couture ; Alain Morin, éditeur-producteur ; Gaby Tacciano, pianiste concertiste.

## Budget

Est promu commandeur : Serge Balthémy, trésorier-payeur général de la Région.

Sont promus officiers : Alain Dufour, trésorier-payeur général de la Région ; Claude Jacquemont, trésorier-payeur général du département de la Seine-Saint-Denis ; Olivier Jannin, trésorier-payeur général du département de la Région Auvergne.

Sont promus chevaliers : Raoul Cordier, expert-comptable honoraire ; André Cothecau, directeur inter régional des dotations à Nantes ; Michel Mulleu, directeur de service au ministère ; André Marlin, adjoint au directeur de l'usine de l'imprimerie nationale de Paris ; Jean Ruffeque, expert-comptable, commissaire aux comptes, président-directeur général de

société ; Bernard Vallat, chef des services fiscaux à Strasbourg ; Robert Vala, directeur régional des impôts à Nantes.

## Communication

Sont promus officiers : Jean Farran, ancien directeur de Paris-Match et de RTL ; Louis Rabente, président-directeur général d'un quotidien.

Sont promus chevaliers : Raymond Gail, producteur télévisuel ; Alain Grand-Cabane, vice-président-directeur général d'une société ; Benjamin Jamet, journaliste, dit Dominique Jamet ; Michel Javelle, administrateur général d'un quotidien ; Roger Kirschner, ancien grand reporter.

## Départements et territoires d'outre-mer

Est promu commandeur : Georges Poulet, ancien gouverneur des îles Saint-Pierre-et-Miquelon.

Sont promus officiers : Pierre Jolot, président d'une fédération d'anciens combattants à la Martinique ; Berthine Juminet, chef de service au centre hospitalier universitaire de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) ; Pierre Lebarat, président d'un groupement d'indépendants économiques en Polynésie française ; Armand Lignières, président-directeur général de sociétés à la Guadeloupe.

Sont promus chevaliers : Raphaël Chaze-Nam, président-directeur général de sociétés à la Réunion ; Jean-Pierre Fourty, directeur général des services au conseil régional de la Réunion ; René Juvigny, président d'une association d'anciens combattants en Nouvelle-Calédonie ; Roger Homère Kroumel, ancien inspecteur central des impôts à la Martinique ; Charles Martini, président d'une association d'anciens combattants à la Guadeloupe ; Maurice Michoud, secrétaire général de la préfecture de la Guyane ; Serge Patout, conseiller général de Kourou (Guyane).

## Anciens combattants et victimes de guerre

Est promu commandeur : Pierre Fremont, président de la commission de contrôle de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance.

Sont promus officiers : Marcel Barbucoy, secrétaire général de l'amicale des maquis A.S. de la zone-corré ; Désiré Camus, président départemental de la Résistance ; Michel Thevenaz, président national adjoint de l'amicale des anciens des services spéciaux de la défense nationale ; Jean Vadrone, ancien secrétaire général de la Fédération nationale des combattants prisonniers de guerre et combattants d'AFN.

Sont promus chevaliers : Gilles Amadé, membre du bureau de la 40<sup>ème</sup> section de la société des métallistes militaires ; Edouard Basset, vice-président départemental de la Fédération nationale des combattants prisonniers de guerre et combattants d'AFN ; Georges Boivent, membre d'une section de la Fédération des combattants volontaires de la Résistance ; Jacques Chaurin, secrétaire départemental de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance ; Louis Durant, ancien président des armées de guerre de la Loire ; Marcel Jabelot, coprésident et trésorier de l'amicale des anciens déportés de Bune.

Monowitz Auschwitz III ; Yvette Jamin, épouse Chupin, présidente de section de la Fédération nationale des déportés, internés et résistants patriotes ; René Lambert, ancien combattant des forces françaises libres ; Jeanne Massoul, épouse Frigant, vice-présidente d'honneur de l'Union départementale des combattants volontaires de la Résistance des Hauts-de-Seine ; Lucien Pica, vice-président de l'Association amicale des combattants de Dien-Bien-Phu ; Jean-Jacques Pica, conseiller et membre du bureau de l'Union nationale des évadés de guerre ; Ous-Pierre Pons-Boudet, vice-président départemental de l'amicale des anciens du corps franc Pommeroy ; Guy Steinbach, secrétaire général de l'Union nationale de l'arme blindée, de la cavalerie et des chars.

## Contingent des déportés et des internés de la Résistance

Sont promus officiers : Germaine Chalus, épouse Albisetti, déportée-résistante ; Thérèse Loyer, déportée-résistante ; Paul Nicol, déportée-résistante.

Sont promus chevaliers : Georges Bruhat, interné-résistant ; Jean-Lucien Colombet, interné-résistant ; Micha Gourevitch, déportée-résistante ; Jean Grey, déportée-résistante ; Michel Henry, interné-résistant ; Lucien Jossa, interné-résistant ; Joseph Loria, Pierre Landormy, interné-résistant ; Eryc Poch, interné-résistant ; Jean Ringenbach, interné-résistant.

## Promotion du travail

Sont promus chevaliers : Jean-François Amadé, ancien ouvrier bouclier-châssis, président-directeur général de sociétés ; Louis Aubert, ancien boulanger, administrateur de sociétés ; Gérard Bonavenure, vice-président d'une société d'économie mixte ; Guy Boulet, boulanger-pâtisier, président d'une chambre régionale de métiers ; Francis Delage, président-directeur général de sociétés ; Michel Dupuy, technicien à la société nationale industrielle Aéropastale ; Gilbert Ferrat, chef de service dans une usine ; Bernard Fournigault, président honoraire d'une chambre régionale et départementale de commerce et d'industrie ; Jules Hooq, agriculteur et chef d'entreprise ; Marc Knecht, ancien artisan agricole, président-directeur général de sociétés ; Jean Meyers, ancien ouvrier, conseiller technique et gestionnaire bénévole de sociétés ; Jean-Louis Michel, président d'une chambre régionale et départementale de commerce et d'industrie ; Pierre Noé, artisan électricien, président d'une chambre régionale et départementale de métiers ; Antoine Sivo, ancien ouvrier agricole, responsable d'un centre technique interprofessionnel des fruits et légumes.

## Relations avec l'Assemblée nationale

Sont promus chevaliers : Ali Chetoui, ancien député ; Xavier Roques, conseiller à l'Assemblée nationale.

## Relations avec le Sénat

Sont promus officiers : Mohamed Toulalou, président régional et départemental d'associations de rapatriés ; Guston Servoles, président départemental d'associations de rapatriés.

Sont promus chevaliers : Belkacem Oudja, président d'une union départementale d'anciens combattants ; André Sabatier, ancien directeur, ancien maire ; Georges Toudard, directeur des services du Sénat.

## Action humanitaire et droits de l'homme

Est promu officier : André Trifaud, chirurgien, chef de clinique, ancien président d'une association caritative.

Est nommé chevalier : Armand de Waresquiel, président des œuvres hospitalières françaises de l'Ordre de Malte.

## Enseignement supérieur et recherche

Sont promus officiers : Gérard Causse, professeur des universités ; Yves Durand, professeur des universités ; Jean-Pierre Kahane, professeur des universités ; Marc Ladreit de Lacharrière, membre d'un comité d'orientation stratégique d'université ; Philippe Lazat, directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale ; Henri de Lumley-Lucy, directeur du musée national d'histoire naturelle ; Pierre Papon, président-directeur général de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer ; Georges Serranice, professeur des universités ; Claude Vergne, directeur d'un centre d'études au Commissariat à l'énergie atomique.

Sont promus chevaliers : Michel Barot, directeur général d'un pôle universitaire ; Khosroo Chadeh, directeur de recherches au CNRS ; Robert Corrin, professeur des universités ; Michel Costagola di Polidori, professeur des universités ; Georges Dury, professeur des universités ; Françoise Gaspard, maître de conférences à l'École des hautes études en sciences sociales ; Bernard Guiraud-Chamuel, professeur des universités ; Jacques Latscha, professeur des universités ; François Mareschal de Charentenay, directeur des recherches et des affaires scientifiques d'un groupe de construction d'automobiles ; Jean Marzac, professeur des universités ; Anne-Gisèle de Marilly, professeur des universités ; Michelle de Mourges, professeur des universités ; Alain Oumont, directeur de recherche ; Roland Pans, professeur des universités ; Pierre Benmouni, directeur de bibliothèques ; Joël de Rosnay, directeur du développement et des relations internationales de la Cité des sciences et de l'industrie ; Daniel Viry, professeur des universités ; Gérard Winter, directeur général de l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération ; Pierre-Louis Llova, professeur des universités ; Jean-Christophe Yoccoz, professeur des universités.

## Jeunesse, sports

Est nommé chevalier : Philippe Streiff, ancien pilote automobile.

## Aménagement du territoire et collectivités locales

Sont promus chevaliers : Antoine Brelaud, président national de la Fédération autonome de la fonction publique territoriale et des services de santé ; Charles

Choué, conseiller régional de Lorraine, conseiller général de Meurthe-et-Moselle ; Gilbert Mathieu, ancien député, conseiller général de la Côte d'Or.

## Défense

Sont promus officiers : Marcel Marguà, administrateur civil ; Michel Sebellier, ingénieur général de l'armement, directeur général de l'aviation civile.

Sont promus chevaliers : Christian de Foaque de Jonquières, président-directeur général d'une société ; Claude Goumy, président-directeur général d'une société ; Jacky Leynaert, directeur adjoint dans un office national ; Jean Oury, conseiller scientifique ; Serge Poulard, directeur central de la sécurité au CEA ; Jean-Paul Soulié, président-directeur général d'une société.

## Affaires européennes

Sont promus officiers : Henri Bordes-Pagès, président de la Confédération européenne des cadres ; Jacques Goujot, représentant auprès du Conseil de l'Europe de la Confédération internationale des anciens prisonniers de guerre.

Sont promus chevaliers : Marc-André Elissen, ancien greffier à la Cour européenne des droits de l'homme ; Yves Fruchet, directeur général de l'office statistique à la Commission européenne ; Yves Rinald-Gosselin, conseiller à la Commission européenne.

## Economie

Sont promus officiers : Paul Dominiou, ancien président-directeur général de sociétés, président d'un comité économique et social ; Jean Lebrun, contrôleur d'Etat ; Michel Prada, inspecteur des finances, président d'un établissement de crédit spécialisé ; Bruno Roger, associé-gérant de banque ; Christiane Scrive, ancien ministre, commissaire européen.

Sont promus chevaliers : Roger Alliot, président-directeur général de sociétés ; Claude Beaumard, directeur à l'Association française des banques ; Michel Blanchard, directeur de sociétés ; Emmanuel Devaud, économiste, ancien directeur dans une chambre de commerce et d'industrie ; Raymond Fédik, directeur général d'un groupe d'assurances ; Jean Garbis, directeur général de banque ; Bertrand Liffort, directeur adjoint de banque ; Pierre Lubek, inspecteur général des finances, directeur financier d'un établissement public ; Antoine Moser, président de sociétés ; Régis Mulliez, président-directeur général de sociétés ; Colette Nègre, universitaire, ancien directeur d'un établissement public ; Jean-Michel Scaramanga, président-directeur général de banque ; Bernard Tixier, dit Jean-Pierre Gailard, journaliste économique.

## Entreprises et développement économique

Alfred Allouin, administrateur de sociétés ; Emmanuel Dupuy, président d'une chambre syndicale ; Jacques Gagliardi, conseiller président de l'Union des industries aéronautiques et minières ; François Lavonnie, président de la commission nationale d'équipement commercial ; Marcel Lhote, ancien directeur administratif et financier d'une société.

Sont promus chevaliers : Bernard Aubert, directeur général d'un groupe ; Henri Doliner, dirigeant de sociétés ; Françoise Doucet, présidente d'une fondation ; Yves Huteau, président d'une chambre de métiers ; Michel Lucas, directeur général de banque ; Jacques Payer, président-directeur général de sociétés ; Richard Vigliani, ancien président-directeur général de sociétés ; Jean Zoribio, directeur général d'un groupe.

## Travail, emploi et formation professionnelle

Sont promus officiers : Jean Blat, président-directeur général de sociétés ; Yves Gilman, directeur général des relations humaines et de l'administration dans un groupe international du bâtiment et des travaux publics ; Pierre Jarlegat, administrateur d'un groupe d'assurances.

Sont promus chevaliers : Henri Audoux-Achier, premier vice-président d'une chambre de commerce et d'industrie ; Pierre Autier, ancien secrétaire général d'une fédération syndicale ; André Berthoin, chargé de mission d'une union d'industries d'armement ; Robert Boudard, directeur d'un centre de formation professionnelle ; Georges Bouvet, directeur du personnel et des affaires sociales d'un groupe industriel ; Michel Brancard, ancien secrétaire général d'une union départementale syndicale ; Lucien Gisi-Bronet, proviseur d'un lycée technique ; Jean-Loup Gloux, président d'un groupe d'industries métallurgiques ; André Humbert, président-directeur général de sociétés ; Roger Mal, ancien secrétaire général d'une union départementale syndicale ; Roland Moreau, délégué à l'insertion profes-

sionnelle et sociale des jeunes en difficulté ; Roland Rigoutat, ancien président-directeur général de sociétés ; Christian Rollet, chef du service de l'inspection générale des affaires sociales ; Roger Schoenen, tapissier-décorateur ; Stéphane Sotczkowski, ancien mineur, président d'une association ; Carlo Trainini, conseiller technique d'une chambre de commerce et d'industrie.

## Agriculture et pêche

Sont promus officiers : Roger Buzard, ancien conseiller auprès de la section de l'agriculture et de l'alimentation au Conseil économique et social ; Jean Colsonet, ingénieur général honoraire du génie rural, des eaux et des forêts ; Paul Desier, président d'une société coopérative agricole ; Michel Deltail, président d'une société internationale de diffusion agroalimentaire ; Jean Doucoux, directeur général de la Caisse nationale de crédit agricole ; Yves Le Floc'h, président d'une caisse régionale de crédit agricole.

Sont promus chevaliers : Eugène Achard, président d'une caisse régionale de crédit agricole mutuel ; Henri de Bessiot, président de l'Association générale des producteurs de blé et de l'Institut technique des céréales et des fourrages ; Toussaint Bourdon, ancien patron pêcheur ; Hubert Bonyrille, responsable d'organismes de développement rural ; Jean-Marie Cazanave, vice-président d'un syndicat viticole régional ; Henri Delamary, président de la mission régionale de coordination du commerce extérieur breton ; André Frenet, directeur scientifique d'une société agroalimentaire ; Claudette Landy, présidente du Syndicat de l'industrie du médicament vétérinaire ; Joseph Le Gall, président de la Fédération des organisations de producteurs de la pêche artisanale ; Pierre Malaval, président de la section du conseil général du génie rural des eaux et des forêts ; Joseph Masson, directeur régional de l'agriculture et de la forêt ; Claude Weiss-Aubert, président-directeur général d'une société agroalimentaire.

## Environnement

Sont promus chevaliers : Michel Bostan, directeur de l'Agence de l'eau Artois-Picardie ; Marie-Joséphine Dellecambre, inspecteur des sites à la direction régionale de l'environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur ; Marcel Davant, secrétaire général d'une société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature ; Jean-Claude Gosand, directeur adjoint de l'Office national de la chasse ; René Pichon, président d'une fédération d'associations de protection de l'environnement.

## Fonction publique

Est promu officier : François Legerot, conseiller maître à la Cour des comptes.

Sont promus chevaliers : Pierre Boichon, directeur du SAMU de Lons-le-Saunier ; Jean-Claude de Chalon, chargé d'une mission interministérielle ; Philippe Dumas, inspecteur général des finances ; Jean-Thierry Nodmann, professeur d'université.

## Logement

Sont promus officiers : André Dillmann, vice-président délégué d'un office HLM, maître d'œuvre d'une union logement ; Bernard Dubou, ancien président de l'Union européenne des constructeurs promoteurs.

Sont promus chevaliers : Danièle Bourdeaux, présidente d'une commission nationale de femmes d'artisans de bâtiment ; Richard Bouvier, président-directeur général de sociétés ; Jean-Georges Buloct, directeur général d'une société mixte de construction et de gestion immobilière ; Jacques Darnon, responsable d'un groupe de travail sur le logement ; Claude Durande, président-directeur général de sociétés de bâtiment et travaux publics.

## Coopération

Sont promus officiers : Jacques Chazou, président d'honneur du groupement des associations dentaires francophones ; Guy Régalar, conseiller au Gabon ; Jean-Louis Vilgrain, président du comité Afrique Caraïbes et Pacifique de l'Union nationale des patrons français.

Sont promus chevaliers : Le Père Grassot, vicaire général en Martinique ; Bertrand de Maupeou d'Abbeville, président-directeur général d'une société ; Bruno Zissman, médecin au Gabon.

## Jeunesse et sports

Sont promus officiers : Colette Beaton, épouse Norgues, professeur d'éducation physique ; Jacques Delcourt, président de la fédération française de tennis ; Jacques de la Roche, secrétaire général d'un comité sportif français.

Sont promus chevaliers : Henri Bonnet, animateur de clubs sportifs ; Claude Simonet, président de la Fédération française de football.

## Nommée chevalier

M<sup>me</sup> Gaspard refuse sa décoration

Françoise Gaspard, maire (PS) de Draux, dans l'Eure-et-Loir, de 1977 à 1983, nommée chevalier de la Légion d'honneur dans la promotion du Nouvel An, a refusé cette distinction lundi 2 janvier. Prévenue « la 1<sup>ère</sup> janvier par la presse régionale », M<sup>me</sup> Gaspard s'interroge sur les mérites que viendrait récompenser cette décoration, attribuée, selon le ministère de l'Enseignement supérieur (M<sup>me</sup> Gaspard est maître de conférences à l'École des hautes études en sciences sociales) sur le contingent de la présidence de la République.

Auteur, en 1981, de *Une petite ville en France*, livre qui analysait la poussée du Front national à Dreux, M<sup>me</sup> Gaspard estime que ses travaux scientifiques sont « modestes ». Elle

essaya qu'elle n'avait pas été informée au préalable de cette distinction et n'avait pas eu à signer le traditionnel document d'acceptation.

« Je me demande, au fin de compte, si ce n'est pas parce qu'il faut bien que figurent, dans chaque promotion, au moins quelques femmes, que mon nom a surgi », ironise M<sup>me</sup> Gaspard, qui se déclare « allergique » aux médailles, mais ajoute qu'elle acceptera cette décoration « lorsqu'une promotion de la Légion d'honneur comportera au moins autant de femmes que d'hommes ».

D'autres femmes, avant elle, s'étaient montrées réfractaires : George Sand, « de peur d'avoir l'air d'une vieille cantinière ».

B. G.

## Le Monde EDITIONS

Le nouveau  
PLANTU  
est arrivé

PLANTU  
LE PIÈRE EST  
DERRIÈRE NOUS!



176 pages, 98 F

EN VENTE EN LIBRAIRIE

مكتبة الأنجلو







## INTERNATIONAL

1. - GATT : le Sénat américain ratifie les accords de Marrakech sur la libéralisation du commerce international, ratifiés le 29 novembre par la Chambre des représentants : ils ouvrent la voie à la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui succédera au GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) le 1<sup>er</sup> janvier 1995. Le 14, le Parlement européen ratifie les accords (3, 16, 21).

4. - SUISSE : consultés par référendum, 72,8 % des Suisses approuvent une nouvelle loi permettant de prolonger la détention des étrangers en situation irrégulière et le renvoi de demandeurs d'asile indésirables (6).

4. - BOSNIE : le président serbe, Slobodan Milosevic, auquel le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, et son homologue britannique, Douglas Hurd, rendent visite, approuve les modifications du plan de paix international envisagées par les grandes puissances. Le 5, le président bosnien Alija Izetbegovic, lors du sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) à Budapest, dénonce « la lune de l'Occident qui marque la fin du siècle » (5 au 7).

5 et 6. - CSCE : le sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui se tient à Budapest, confirme les divergences au sein du camp occidental et entre les États-Unis et la Russie. Le projet d'élargissement de l'OTAN vers l'Est se heurte au veto de Boris Eltsine (6, 7, 8).

6. - ÉTATS-UNIS : Bill Clinton nomme, en remplacement de Lloyd Bentsen, démissionnaire, Robert Rubin au poste de secrétaire au Trésor (7, 8).

6. - ITALIE : le magistrat milanais Antonio Di Pietro, figure de proue de la lutte anticorruption, présente sa démission. Le même jour, Bettino Craxi (l'ancien président du conseil socialiste entre 1983 et 1987) est condamné par contumace à cinq ans et six mois de prison pour corruption. Le 13, le président du conseil, Silvio Berlusconi, est interrogé pendant sept heures par les juges milanais sur une éventuelle tentative de corruption d'agents de la brigade financière (2, 3, 8, 15).

7 et 8. - NAMIBIE : à l'issue des premières élections libres depuis l'indépendance proclamée le 21 mars 1990, le président sortant, Sam Nujoma, est réélu avec

## Décembre 1994 dans le monde

Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

76,3 % des suffrages. (du 8 au 13, 15).

8. - TURQUIE : accusés de « séparatisme », cinq ex-députés d'origine kurde sont condamnés à quinze ans de prison pour « assistance à un groupe armé ». Trois autres sont remis en liberté en attendant la décision de la cour d'appel (10).

8. - AFRIQUE : le marché commun de l'Afrique australe et orientale (COMESA), créé en 1993 en Ouganda, se substitue à la zone de commerce préférentielle (PTA) fondée il y a douze ans et regroupant vingt-deux pays (10).

9. - IRLANDE : les pourparlers officiels, les premiers depuis vingt-cinq ans, entre les autorités britanniques et le Sinn-Féin, branche politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), s'ouvrent à Belfast. Ils s'achèvent le 19, sans progrès notable sur le problème du désarmement de l'IRA (10/2, 21).

9 et 10. - CONSEIL EUROPÉEN : les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne se réunissent à Essen (Allemagne) en présence, pour la première fois, de la Suède, de la Finlande et de l'Australie, qui seront membres à part entière de l'Union le 1<sup>er</sup> janvier 1995. L'élargissement à l'Est, le conflit bosniaque, l'emploi et la croissance, le projet d'une police européenne sont au centre des débats (9 au 13).

10 et 11. - SOMMET DES AMÉRIQUES : à l'initiative des États-Unis, Miami (Floride) accueille le premier sommet des Amériques d'où est absent Fidel Castro. Les trente-quatre pays participants s'accordent sur la création d'une « zone de libre-échange des Amériques » (ZLEA), représentant un marché de 850 millions de consommateurs, le plus vaste du monde (10/12, 13).

12. - BRÉSIL : destitué par le Sénat en décembre 1992, déchu de ses droits politiques jusqu'en 2001 pour cause de corruption, l'ancien président Fernando Collor de Mello est acquitté, faute de preuves, par le Tribunal fédéral suprême de Brasília (14).

12. - AFRIQUE DU SUD : l'Afrique du Sud réintègre l'UNESCO, qu'elle avait quittée en 1956 (14).

13-15. - OCI : les travaux du septième sommet de la Conférence de l'organisation islamique de Casablanca (Maroc) sont consacrés à la situation en Bosnie et à l'établissement d'un « code de conduite » afin de lutter contre l'extrémisme religieux (14, 16).

15. - BOSNIE : Radovan Karadzic, chef des Serbes bosniaques, présente un « plan de paix » en six points, s'engageant notamment à rétablir la liberté de circulation de tous les convois de l'ONU, à libérer tous les « casques bleus » bloqués par les forces serbes et à conclure un cessez-le-feu et invite Jimmy Carter à se rendre à Pale, chef des Bosno-Serbes. L'ancien président américain obtient la signature d'un cessez-le-feu qui entre en vigueur le 24 décembre (16 au 31).

15. - RÉPUBLIQUE D'IRLANDE : un gouvernement de coalition de centre gauche est formé. Il regroupe le Fine Gael de John Bruton, le Parti travailliste de Dick Spring et le Parti de la gauche démocratique (socialiste) de Proinsias de Rosa. M. Bruton est nommé premier ministre et M. Spring premier ministre adjoint (17).

17. - AMÉRIQUE DU SUD : l'Argentine, du Brésil, de l'Uruguay et du Paraguay signent à Ouro-Préto (Brésil) l'accord donnant naissance, le 1<sup>er</sup> janvier 1995, à la première zone de libre-échange de

l'Amérique du Sud (Mercosur) (18/19).

18. - BULGARIE : le Parti socialiste bulgare (PSB, ex-communiste) de Jan Videnov remporte les élections législatives, avec 43,5 % des voix (17 au 21, 28).

19. - MEXIQUE : les Indiens de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) s'engagent, de plusieurs municipalités du Chiapas. Le 20, le président Ernesto Zedillo, qui a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> décembre, envoie des troupes dans la région et annonce une dévaluation du peso, ce qui provoque une grave crise financière. Le 28, les zapatistes acceptent de négocier. (21 au 23, 30).

19. - GATT : les négociations à Genève pour l'entrée de la Chine au GATT et sa participation au lancement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) échouent (21, 22).

22. - ITALIE : aux prises avec plusieurs motions de censure, dont l'une déposée le 19 par la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, composante de sa majorité, et après une semaine de crise le président du conseil, Silvio Berlusconi, présente sa démission. (22, 23, 24, 25/26).

## La France, cible des islamistes algériens

Le 3, le journaliste Saïd Mekbel, directeur du *Matin*, est tué de deux balles dans le tête dans un restaurant de la banlieue est d'Alger, portant à 24 le nombre de journalistes assassinés depuis mai 1993. Le 7, un commando islamiste mitraille l'entrée d'un lycée à Boufarik, tuant une adolescente. Le 24, un commando du Groupe islamique armé (GIA) s'empare sur l'aéroport Houari Boumediène d'Alger d'un Airbus d'Air France ayant à son bord 239 personnes. Après la libération de 63 passagers, un policier algérien et un attaché commercial de l'ambassade du Vietnam sont exécutés le 24, puis Yannick Beugnot, cuisinier de l'ambassade de France, dans la soirée du 25. Le 26, les autorités algériennes

acceptent que l'avion s'envole à destination de l'aéroport de Marseille-Marseille où, après plusieurs heures de négociation, la GIGN (groupe d'intervention de la gendarmerie nationale) donne l'assaut, tuant les quatre membres du commando et libérant les otages. En représailles, quatre Français - trois Français et un Belge - sont assassinés, le 27, à Tizi-Ouzou (Kabylie). L'attentat est revendiqué le 28 par le GIA - portant à 78 le nombre d'étrangers tués depuis septembre 1993 dont 26 Français. Le 30, l'AIS (l'Armée islamique du salut), la branche militaire de l'ex-FIS affirme que « la guerre contre la France est devenue un devoir légal » (16, 17, 27 au 30).

## L'intervention russe en Tchétchénie

Pour mater les sécessionnistes tchétchènes, les troupes russes franchissent, le 11, la frontière de la Tchétchénie, république musulmane membre de la Fédération de Russie, qui a déclaré son indépendance en novembre 1991, et qui est plongée depuis six mois dans la guerre civile. La progression des forces russes sa hauteur à l'opposition de la population tchétchène qui fait bloc derrière son président, Djokhar Doudaev, fortement contesté auparavant. Alors que les délégations russa et tchétchène, qui négocient dans la République voisine d'Ossétie

du Nord, se séparant, le 14, sur un constat d'échec, des combats se déroulent, pour la première fois, dans les faubourgs de la capitale Grozny. Le 15, Boris Eltsine reporte de quarante-huit heures l'ultimatum - qui devait expirer le 15 - enjoignant aux Tchétchènes de déposer les armes.

Le 17, la conseil de sécurité russe exige, avant toute négociation, la capitulation du président Doudaev. Dès la 18, l'aviation russe lance des raids aériens sur la capitale. Le 22, alors que les combats s'intensifient, la crise politique et les divisions au sein de l'armée

s'accroissent à Moscou, le général Edouard Vorobiev, numéro deux de l'armée de terre, refuse de prendre la direction des opérations en Tchétchénie. Le 23, la Douma (chambre basse du Parlement) adopte une « recommandation » appelant Boris Eltsine à les forces armées à suspendre les opérations militaires. Le 27, Boris Eltsine, dans une allocution télévisée, justifie la ligne dura face aux tentatives indépendantistes des Républiques de la Fédération : il affirme que l'ordre doit être rétabli dans la Caucase (13 au 31).

## FRANCE

1. - PRIMAIRES : le groupe de travail de la majorité parlementaire juge impossible l'organisation de « primaires » (1 au 3).

1. - SIDA : le « sommet » de Paris réunit les représentants de quarante-deux pays qui signent une « déclaration solennelle » (1, 2, 3).

2. - AFFAIRES : le « Monde » publie une note en date du 6 mars 1991, de Michel Lucas, chef de l'inspection générale des affaires sociales et de la solidarité (IGAS) qui met en cause la gestion de l'ARC (Association pour la recherche sur la cancer) (2, 7, 8, 11-12, 18-19).

2. - CORRUPTION : la commission sur la corruption présidée par Simone Rozès, mise en place par Edouard Balladur, propose vingt-sept mesures pour lutter contre la corruption (1, 3, 4/5).

3. - Mort de Norbert Benaïd, chroniqueur au « Nouvel Observateur » (6).

5. - Mort de Jacob Kaplan, Grand rabbin de France de 1955 à 1981 (7).

6. - JUSTICE : le procès des assassins de l'ancien premier ministre iranien, Chapour Bakhtiari, (tué le 6 août 1991 à Suresnes) commencé devant la cour d'assises de Paris le 2 novembre, se termine : Ali Vakili

Rad est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de dix-huit ans Zeynalabedine Sarhadhi est acquitté (2, 3, 4/5, 7 au 9).

7. - SANTÉ : publication du livre blanc sur le système de santé et d'assurance-maladie (8).

8. - ECOUTES : le juge d'instruction Jean-Paul Valat, qui instruit le dossier des écoutes téléphoniques posées en 1985-1986 sur les lignes de plusieurs personnalités notifiées leur mise ou examen à Gilles Ménage, ancien directeur du cabinet du président de la République, ainsi qu'à Christian Prouteau, Jean-Louis Esquivé, Pierre-Yves Gilleron, et Pierre-Yves Guezou, anciens membres de la cellule anti-terroriste de l'Elysée : ce dernier est retrouvé pendu à son domicile le 12 (11/12, 13, 14).

10-11. - CDS : A l'issue du congrès du Centre des démocrates sociaux (CDS) à Paris, François Bayrou est élu président du CDS, il succède à Pierre Méhaignerie (10, 11/12, 13).

13. - LA CINQUIÈME : première chaîne française de télévision éducative, commence à émettre, de 6 h 15 à 19 h, sur le réseau hertzien laissé vacant depuis avril 1992 par « La Cinq » (1, 13, 15).

13. - CNPF : Jean Gandois, ancien président de Blochey, président de Cockerill-Sambre, est élu président du Conseil national du patronat français, il succède à François Perigot (13 au 15).

13. - Mort d'Antoine Pinay, né en 1891. Père de « l'emprunt Pinoy » et du « franc lourd », ancien président du conseil et ministre des finances sous la IV<sup>e</sup> République (1952), maire de Saint-Chamond (1929-1977) (14, 15).

14. - BERNARD TAPIE : le tribunal de commerce ordonne le placement en liquidation judiciaire de Bernard Tapie et de sa femme, à titre personnel. L'homme d'affaires, rendu inéligible par cette décision, fait appel (14, 16).

16. - CROISSANCE : selon le ministre de l'économie, Edmond Alphandery, la croissance en France en 1994 pourrait approcher 3,5 % (17).

18. - EXCLUSION : l'abbé Pierre « investit » avec des militants des associations « Droit au logement (DAL) » et du Comité des sans-logis (CDSL), un immeuble vide appartenant à la COGEDIM à Paris. La proposition de Jacques Chirac, le 19, demandant au gouvernement d'appliquer l'ordonnance de 1945 permettant aux pre-

fets de réquisitionner des locaux inoccupés en cas de crise du logement provoque une polémique (20 au 24, 25/26, 27, 31).

19. - PRESSE : alors que le Monde célèbre son cinquantième anniversaire, une assemblée générale extraordinaire de ses porteurs de parts adopte un ensemble de résolutions transformant la SARL créée le 11 décembre 1944 en société anonyme à direction et conseil de surveillance. Jean-Marie Colombani est élu, à l'unanimité, président de la nouvelle société (17, 18/19, 21, 22).

19. - BUDGET : le Parlement adopte définitivement le projet de loi de finances pour 1995 qui prévoit 1 485,6 milliards de francs de charges nettes, contre 1 210,5 milliards de francs de recettes soit un déficit de 275,1 milliards. (21, 31).

19. - Mort du général Hubert de Seguin-Pazzis, né en 1913. L'un des négociateurs des accords d'Évian (21).

20. - LAÏCITÉ : alors que soixante-dix-neuf élèves voilées ont été exclues d'établissements scolaires depuis le 20 septembre, Marceau Long, vice-président du Conseil d'État, s'interroge, dans un entretien avec « le Monde », sur la « validité juridique » de la circulaire Bayrou (20).

20. - AUTOMOBILE : Mercedes-Benz et DMH, son partenaire suisse, choisissent le site de Hambach-Serregruennes en Moselle pour le montage de la Swatchmobile, voiture de taille réduite (21, 22).

21. - JEUNESSE : le comité chargé de la consultation des 15-25 ans remet au premier ministre son rapport définitif assorti de 43 nouvelles propositions portant notamment sur l'emploi des jeunes et la dépenalisation du cannabis (23).

21. - Mort de Gérard Vanderpotte, ancien directeur général de l'ANPE (25/26, 27).

21. - AFFAIRES : Jean-Pierre Marchal, beau-père du juge Eric Halphen, chargé d'instruire le dossier des fausses factures de la région parisienne mettant en cause le RPR, est arrêté le 20 à Roissy. Le 21, il est mis en examen pour extorsion de fonds et trafic d'influence suite à une plainte déposée le 15 par Didier Schuller, conseiller général (RPR) des Hauts-de-Seine. Le 22, le président de la République prie le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) d'émettre un avis sur l'éventualité d'un dessaisissement du juge Eric Halphen, dont l'intégrité n'est pas mise en cause. (22 au 24, 25-26, 28, 30, 31, 1-1/17).

21. - Gérard Colé, président de

la française des Jeux (FFJ), de 1989 à 1993, conseiller à l'Élysée (1986-1989), est mis en examen pour « abus de biens sociaux, faux et usage de faux, ingérence » (23).

22. - le Sénat lève l'immunité parlementaire de Claude Pradille (PS Gard), mis en cause pour sa gestion de l'office public HLM du Gard, et de Jean-Luc Bécart (PC, Pas-de-Calais), pour des irrégularités dans la gestion de la ville d'Arles (Pas-de-Calais), dont il est le maire. Ce dernier est mis en examen le 26 (11-12, 16, 24, 28).

22. - PARLEMENT : la session parlementaire d'automne, ouverte le 3 octobre, se clôt par l'adoption définitive des trois textes sur la justice de Pierre Méhaignerie ; le projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité présenté par Charles Pasqua ; le projet de loi organique de l'élection du président de la République et celui des députés avec une disposition visant à réduire de 30 % le plafond des dépenses des candidats à l'élection présidentielle (24).

23-24. - CORRUPTION : à l'issue d'une session extraordinaire (22 et 23), le Parlement adopte définitivement dans la nuit du 23 au 24, les 5 propositions de loi sur le financement public de la vie politique : l'interdiction du financement par les entreprises et la réduction du plafond des dépenses pour les campagnes électorales ; l'obligation de déclaration de patrimoine pour les membres du gouvernement et le renforcement du contrôle des mar-

chés publics et des délégations de services publics (31).

23-24. - PROJETS DE LOI : à l'issue de la session extraordinaire, le projet de loi d'orientation pour le développement et l'aménagement du territoire et le projet de loi de finances rectificative pour 1994 qui fixe à 301,203 milliards de francs le déficit budgétaire pour l'année (4, 1 % du PIB) sont définitivement adoptés (25-26, 27, 31).

25. - Mort de Pierre Dreyfus, né en 1907. PDG de la Régie Renault de 1955 à 1975, ancien ministre (1981-1982) (27, 30).

26. - CORSE : alors que le procès de la catastrophe du stade de Furiani, qui avait fait, le 5 mai 1992, dix-sept morts et 2357 blessés doit s'ouvrir le 4 janvier 1995 à Bastia, Jean-François Filippi, président du club de football de Bastia à l'époque des faits, est assassiné à Lucciana. Le 28, Frank Muzi, militant nationaliste est tué (24, 27, 28).

28. - RELIGION : 100 000 jeunes chrétiens participent à Paris et en Ile-de-France, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier, à la 17<sup>e</sup> rencontre européenne organisée par la communauté oecuménique de Taizé (28, 1-1/17).

28. - Mort du Père Jean Toulat, né en 1915, journaliste, écrivain, apôtre de la non-violence (31).

30. - CHÔMAGE : en novembre, le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 0,1 % pour atteindre 3 337 200 (31).

## CULTURE

4. - Roger Stéphane, de son vrai nom Roger Worms, né en 1919, écrivain, journaliste, l'un des fondateurs de l'Observateur, producteur de télévision, fondateur de l'Agence française d'images, se donne la mort (6).

5-20. - Le Festival « Cinéma-Mémoire » s'ouvre avec *The Unknown* (L'inconnu) de Tod Browning (1927), avec une musique de John Cale, co-fondateur du Velvet Underground. Intégrale des réalisations d'Erich von Stroheim à la Cinéma-thèque française (6, 11-12).

6. - Mort de Gian Maria Volonté, acteur du cinéma « contestataire » italien (8).

6-17. - Le festival d'automne s'achève avec le *Marchand de Venise*, de Shakespeare, dans la mise en scène de Peter Sellars (MC 93 Bobigny) (7).

8. - Mort d'Antonio Carlos Jobim, brésilien, père de la bossanova (10).

14. - La mort de « Minskane

Grès » (de son vrai nom Germaine Emilie Krebe), née en 1903, survivante le 24 novembre 1993, figure de la mode des années 30, est rendue publique par le Monde (14).

14. - Les conditions du double en grève depuis le 18 octobre pour des raisons financières et de statut, reconduisent leur mouvement (16).

15. - Les Grands prix nationaux sont décernés. Lettres : Dominique Rolin. Théâtre : Michel Bonnet. Poésie : Lorand Gaspar. Histoire : Jacques Thobillier. Sculpture : Bertrand Lavier (17).

19. - Première rétrospective au Centre national de la Haye de Pieter ou Piet Mondrian, (1872-1944), peintre néerlandais, l'un des pionniers de l'abstraction (20).

24. - Mort de John Osborne, écrivain et dramaturge anglais, auteur de *La Paix du dimanche* (*Look back in Anger*) (28).

(Chronologie établie par Brigitte Camus-Lazaro)

## Jacques Delors ne sera pas candidat à l'élection présidentielle

Alors que la conseil national du PS a désigné, le 2, un bureau national composé de cinquante-cinq membres, Michel Rocard estime, le 4, à l'occasion de la dernière session des Assises de la transformation sociale réunies à Saint-Denis, « qu'une partie de l'électorat centriste » peut « rejoindre Jacques Delors » sur les terrains du chômage et de l'Europe. Le 5, Edouard Balladur, invité du journal de « 20 heures », sur TF1, se prononce pour un « candidat de rassemblement et un seul ». Le 6, Jacques Delors, interrogé par TF1, à Budapest, en marge du sommet de la CSCE, affirme, au sujet de l'hypothèse d'une candidature à l'élection présidentielle, qu'une décision est « prise ».

Le 7, Alain Juppé propose à François Bayrou la création d'un « comité national pour le victoire d'un candidat de la majorité à l'élection présidentielle » et confirme, le lendemain, sur France-Inter, son soutien à Jacques Chirac. Le 11, Jacques

Delors, est invité à « 7/7 » sur TF1 : lisant en direct une déclaration, le président sortant de la Commission européenne rend officielle sa décision de ne pas faire acte de candidature à l'élection présidentielle. Son refus provoque la déception de la gauche, ralance les rivalités à droite et suscite une chute du franc par rapport au deutschemark (3,4380 francs pour un DM au plus bas). Le 12, Charles Millon réaffirme qu'il sera candidat si Valéry Giscard d'Estaing ou René Monory ne le sont pas. Le 13, Bernard Tapie, sur France 2, et Michel Rocard, à Strasbourg, au Parlement européen, déclarent qu'ils ne se présentent pas. Le 17, Michel Rocard, lors d'un colloque organisé à Paris par les clubs « Conscience » et « Témoin », compare la PS à un « champ de ruines ». Le même jour, dix-neuf sénateurs fédéraux du PS s'opposent à une candidature de Jack Lang, après que l'ancien ministre de la culture ait affirmé

la 15 « qu'il ne s'est à aucun moment porté candidat ».

Le 20, Edouard Balladur expose son programme économique et social dans un point de vue paru dans le Monde sous le titre « La force et la justice ». Le lendemain, Nicolas Sarkozy déclare sur « France Inter » : « Une campagne électorale de trois mois, c'est bien suffisant ». Le 21, Raymond Barre, dans un entretien avec le *Figaro*, indique : « Lorsque l'on peut servir son pays, on n'a pas le droit de se dérober ». Le 21, Jacques Chirac, déclare à Saint-Denis-de-la-Réunion : « Ce n'est pas la société qui est bloquée, c'est le système de gouvernement de l'administration ». Le 21, Pierre Meuroy confirme qu'il n'est pas candidat. Le 31, président aux Français ses derniers vœux de président de la République, François Mitterrand regrette que le politique aie été « trop souvent négligé » (3, 4-5, 8 au 10, 11-12, 13 au 17, 18-19, 20 au 22, 23, 25-26, 1/1).



CINÉMA

# Une année en noir et blanc

Suite de la première page

En valeur absolue, cette diminution n'est pas, par elle-même, catastrophique : on convenait volontiers que trop de films étaient produits, souvent dans des conditions malsaines, et pour aboutir à un résultat qu'il aurait parfois mieux valu destiner directement au petit écran. On parlera aussi d'adaptation en marché, ce que dément le maintien du volume d'investissement. La cause la plus directe de cette réduction du nombre de nouveaux titres paraît être le recentrage de la politique « grand écran » des chaînes de télévision, principales sources de financement du cinéma.

Sur fond de crise économique et de renégociation des quotas à Bruxelles, toutes les chaînes ont resserré non pas leur apport financier, mais la définition des films auxquels elles souhaitent participer. Ce sont les petits et moyens budgets qui en font les frais — notamment du fait de l'évolution de Canal Plus — ainsi que les films d'auteur, moins bien soutenus par Arte et France 3, leurs traditionnels interlocuteurs parmi les chaînes en clair.

Un nouveau revirement paraissant improbable à court terme, un très hypothétique salut pourrait venir d'un développement, toujours problématique, des diffuseurs câblés qui prendraient le relais, ou d'une moins aléatoire politique de production et de diffusion à l'échelle européenne. Il y faudrait une détermination dont on ne voit guère les prémices dans la division de la profession,

alors que les échéances politiques de 1995 n'offriront pas un cadre favorable à une action concertée et de longue durée.

## Vingt-neuf premiers films

Politiquement décevant et économiquement morose, le bilan de 1994 aura pourtant été artistiquement plutôt favorable. Parmi les cent dix films français sortis cette année, les bons moments n'ont en effet pas manqué. Ainsi de la belle triplée découverte à Cannes, dans le sillage de la série télévisée « Tous les garçons et les filles de leur âge » : les *Roseaux sauvages*, d'André Téchiné, l'*Eau froide*, d'Olivier Assayas, et *Trop de bonheur*, de Cécile Kahn. Ainsi du grand œuvre de Chéreau, *la Reine Margot*. Mais aussi, également révélés sur la Croisette, le formidable *J'ai pas sommeil*, de Claire Denis, passé trop inaperçu (et que dire des *Romantiques*, de Christian Zillman ?), et le plus que prometteur *Petits arrangements avec les morts*, de Pascale Ferran.

Celui-ci est sans aucun doute le plus remarquable des vingt-neuf premiers films de l'année, qui a également vu les débuts de Jacques Audiard (*Regarde les hommes tomber*), de Dominik Moll (*Juliette*), d'Antoine Desrosières (*La belle étoile*), de Malik Chibane (*Hexagone*), sans oublier les succès de *Mina Tannenbaum*, de Marjane Satrapi, et de *Personne ne m'aime*, de Marion Vernoux. 1994 restera



Sandrine Bonnaire dans « Jeanne la Pucelle », de Jacques Rivette.

aussi comme l'année du double chef-d'œuvre de Jacques Rivette, *Jeanne la Pucelle*, du splendide *Lou n'a pas dit non*, d'Anne-Marie Miéville, de *Du fond du cœur*, de Jacques Doillon, de l'étonnant travail de Gérard Mordillat autour d'Artaud (*En compagnie d'Antonin Artaud*) et *La Véritable Histoire d'Artaud* de Raymond Depardon.

## Logiques divergentes

On se souviendra aussi de la surprenante et passionnante floraison de documentaires signés Raymond Depardon (*Défilé fla-*

grants), Robert Kramer (*Point de départ*), Claude Lanzmann (*Ta-hai*). Et bien sûr *Veillées d'armes*, de Marcel Ophüls, qui, après *Lettres pour L...*, de Romain Goupil, aura tenté de maintenir la Bosnie au cœur du grand écran.

Et, à l'autre bout du territoire cinématographique, le parcours intrigant et porteur d'avenir de Luc Besson dont témoigne *Léon*. A ce survol très franco-français, il faut au moins ajouter, parmi des sorties étrangères elles aussi encore riches (bien que leur nombre tende à décroître), *Journal intime*, de Nanni Moretti, et *Lady Bird*, de Ken Loach.

S'il y a comme il est d'usage, matière à s'alarmer de ce que cette liste des beaux films de l'année 1994 ne recoupe guère

celle des grands succès commerciaux, il faut pourtant noter que Téchiné, Ferran, Depardon, Audiard, Ophüls, Miéville, Moretti ou Loach, d'autres encore, ont obtenu de véritables réussites publiques, à l'échelle de leur économie de production et de distribution.

Le phénomène notable aura plutôt été la distance accrue entre « petits » et « gros » films, soumis à des logiques de plus en plus divergentes. C'est cette caractéristique qu'il faudrait éviter d'aggraver, par des discours et des pratiques d'exclusion ou par inertie politique, au risque de déchoir irrémédiablement le « tissu » du cinéma.

JEAN-MICHEL FRODON

## Les meilleurs résultats

*Le Roi lion*, de Roger Allers et Bob Minkoff (Etats-Unis) (1) : 6,57 millions d'entrées.  
*Quatre mariages et un enterrement*, de Mike Newell (Grande-Bretagne) : 5,27.  
*Madame Doubtfire*, de Chris Columbus (Etats-Unis) : 5,02.  
*Léon*, de Luc Besson (France) : 3,3.  
*The Mask*, de Charles Russell (Etats-Unis) : 3,03.  
*Philadelphie*, de Jonathan Demme (Etats-Unis) : 2,72.  
*La Liste de Schindler*, de Steven Spielberg (Etats-Unis) : 2,63.  
*Forrest Gump*, de Robert Zemeckis (Etats-Unis) : 2,58.  
*Rasta Rockett*, de John Turbabaum (Etats-Unis) : 2,54.  
*Speed*, de Jan de Bont (Etats-Unis) : 2,56.

Outre l'écrasante domination anglo-saxonne que traduit cette liste de dix films, on y relève deux curiosités : d'une part, le triomphe de *Quatre mariages et un enterrement*, comédie qui a bénéficié, dans le monde entier, d'un accueil imprévu permettant le véritable lancement d'une nouvelle major, Polygram Film ; d'autre part, la présence d'un parfait outsider, *Rasta Rockett*, dont la bonne humeur sans prétention a séduit un nombre étonnant de spectateurs en France, grâce aussi à l'efficacité de la machine Gaumont, qui se classe étonnamment en tête des distributeurs.

A noter enfin que la figure ci-dessus que les films sortis depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994. Il faut y ajouter *Aladdin*, sorti à la fin de l'année 1993, mais qui a réalisé en 1994 une part considérable de ses 7,63 millions d'entrées.

(1) Chiffres du Film français, arrêtés au 27 décembre 1994.

## L'empereur et le dauphin

1994, année record pour le cinéma américain (1), s'achève par la triomphale du *Roi lion*, nouveau joyau de la couronne Disney. Mais c'est à deux autres succès qu'on aura assisté durant l'année écoulée : ceux de Steven Spielberg et de Quentin Tarantino.

Au fait de la puissance, Spielberg occupe aujourd'hui un statut que personne avant lui n'a possédé. Après avoir été « enfant prodige » d'Hollywood, puis champion absolu du box-office grâce à *E.T.*, il a mené une foudroyante campagne en trois mouvements.

Première étape : *Jurassic Park* lui assura un nouveau raz de marée planétaire, se classant au deuxième rang du box-office mondial de tous les temps. Le film marque également une nouvelle étape dans la prolifération des images de synthèse.

Deuxième étape : la *Liste de Schindler* lui valut non seulement un succès immense, mais un label de sérieux décerné par de hautes autorités politiques, religieuses, universitaires et culturelles.

Conquête au prix de l'étonnante performance que suppose la production, la réalisation et le lancement commercial successif de ces deux films, cette reconnaissance avait jusqu'alors fait défaut à un

cinéaste éduqué « de distraction » et qui peinait à se débarrasser de son image de grand enfant. Elle était entérinée par la « nomenclature » hollywoodienne lors de la cérémonie prévue à cet effet, celle des Oscars. Alors que Steven Spielberg y avait longtemps été boudé, il raflait pas moins de neuf statuettes le 21 mars 1994 — les récompenses « artistiques » pour la *Liste de Schindler* et les récompenses techniques pour *Jurassic Park*. Il sera peu après désigné par le magazine *Forbes* comme l'homme ayant gagné le plus d'argent durant l'année 1993.

Troisième étape : scellant une alliance avec Jeffrey Katzenberg, l'un des principaux investisseurs du géant Disney, dont Spielberg avait un temps paru devoir prendre la succession, et avec le milliardaire du disque et des loisirs David Geffen, la réalisatrice de *Avanturiers de l'arche* perdus a fondé un nouveau studio, qui représente potentiellement l'une des plus grosses puissances du show business de l'avenir. Ajoutons que c'est l'un de ses poulains, Robert Zemeckis, qui occupe le sommet du box-office américain en 1994, avec *Forrest Gump*.

Pendant ce temps-là... un homme de trente et une ans es-

saient à la volée les marches qui mènent aux sommets du pouvoir à Hollywood. Avec son deuxième film, *Pulp Fiction*, Quentin Tarantino témoigne d'un sens de la mise au goût du jour des recettes les plus éprouvées, d'excellent augure pour sa carrière. Et le défilé de célébrités démontre son entree dans le microcosme hollywoodien. Tarantino s'est adjugé l'un des plus hauts honneurs auquel puisse prétendre un cinéaste, la palme d'or à Cannes, et a connu un succès considérable aux Etats-Unis et en Europe.

Egalement producteur et scénariste, déjà sacré « papa » de sa génération par les gazettes, en tout cas prince d'une cour toute à sa dévotion, il occupe aujourd'hui, mutatis mutandis, une position comparable à celle de Spielberg à l'eube des années 80. Et tout donne à penser qu'il ne s'arrêtera pas en si prometteur chemin.

J.-M.F.

(1) 5,4 milliards de dollars (près de 30 milliards de francs) de recettes aux Etats-Unis, soit environ 1,3 milliard de spectateurs. Avec respectivement 297,2 millions de dollars et 29,1 millions en box-office, les deux films champions de l'année, *Forrest Gump* et *Le Roi lion* se classent au troisième et au quatrième rang des meilleurs scores de tous les temps, derrière *ET* et *Jurassic Park*.

## Après plus de deux mois de conflit

### Les comédiens du doublage suspendent leur mouvement de grève

Les comédiens du doublage ont annoncé, lundi 2 janvier, qu'ils suspendaient leur grève, entreprise le 18 octobre 1994. Cette décision a été prise à l'issue d'une assemblée générale à la Bourse du travail, à Paris. La reprise du travail a été votée par 409 voix pour, 25 contre et 9 abstentions.

Dans un communiqué, les syndicats CGT, CFTD et FO affirment que le vote de reprise du travail par les comédiens du doublage est intervenu après « les garanties apportées par les déclarations de M. Jacques Toubon, ministre de la culture, ainsi que de M<sup>me</sup> Simone Rozès, conseillère-médiateur nommée par le tribunal de grande instance de Paris ». Ces déclarations « permettent d'entreprendre enfin une négociation sérieuse avec les utilisateurs du travail enregistré », par les comédiens.

Une nouvelle assemblée générale aura lieu, jeudi 5 janvier,

pour faire le point de la première séance de négociations. Se fondant sur une loi du 3 juillet 1985, quelque six cents comédiens grévistes revendiquent le statut d'« artiste-interprète » et, par là même, demandent aux diffuseurs (chaînes de télévision, distributeurs de films, éditeurs de cassettes vidéo) de leur verser des royalties pour chaque rediffusion de film, téléfilm ou vente de cassette dont ils ont assuré le doublage en français. Parmi les grévistes, on retrouvait les voix de l'inspecteur Colombo (Serge Sauvinn), de Starsky (Jacques Balutin) et Hutch (Francis Lax), quelques acteurs célèbres comme Pierre Arditi, Michel Riox ou Pascal Legitim, mais surtout des dizaines de comédiens anonymes qui « doublent » tel ou tel acteur obscur et lâchent quelques mots dans les téléfilms américains.

Ce mouvement de grève, démarré le 18 octobre 1994, a duré plus de deux mois et a fortement fragilisé la vingtaine d'entreprises de doublage qui

s'estimaient « prises en otage dans un conflit qui ne les regardent pas ». Elles ont dû licencier une bonne partie du millier de techniciens — dialoguistes, calligraphes, bruiteurs, ingénieurs du son — qu'elles emploient. Certaines ont recruté de jeunes comédiens dans les cours d'art dramatique, voire ont fait doubler des films à l'étranger. Ainsi *Frankenstein*, de Kenneth Branagh, qui sort sur les écrans le mercredi 4 janvier, a été en partie « doublé » à Bruxelles.

Les relations devraient donc être particulièrement tendues, lors de la reprise du travail, entre entreprises et techniciens du doublage d'un côté, comédiens de l'autre. Ainsi les trois syndicats de comédiens « ont sommé les sociétés de doublage de rétablir immédiatement les retards de salaires accumulés et les ont avertis des conséquences qu'entraîneraient des mesures de rétorsion qui pourraient être exercées à l'encontre des grévistes ».

M. G.

## La science en débat

Conférence

Mercredi 11 janvier 1995 à 17h

**Le papier, une belle histoire d'emballage, du papyrus au papier d'art contemporain**

Denis Peaucelle, conservateur du patrimoine, Atelier-Musée du papier d'Angoulême, Philippe Barette, directeur du marketing des papeteries Zuber-Rieder et Guyenne-Papier, Animation : Elli Drouilleau, cité des Sciences et de l'Industrie.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie  
30, avenue Corentin-Cariou 75019 Paris  
Métro Porte de la Villette. Informations 40 05 72 99

## ARTS

**Mort du peintre Manuel Rivera.** — Le peintre espagnol Manuel Rivera, un des membres du groupe d'avant-garde El Paso, est mort, lundi 2 janvier, à Madrid, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-sept ans. Né à Grenade en 1927, formé à l'Ecole des beaux-arts de Séville, Manuel Rivera s'installe à Madrid en 1951, où il se rallie à l'abstraction. En 1957, il rejoint le groupe El Paso (Antonio Saura, Lucio Muñoz, Rafael Canogar, Manuel Viala), l'un des plus influents mouvements de peinture moderne espagnole de la seconde moitié du siècle. Développant, dans les années 60, une œuvre entre abstraction informelle et géométrique, Manuel Rivera a exposé à Madrid et à Barcelone, au Musée d'art moderne de New-York, à La Haye et à Rome. Le Musée d'art moderne de la Ville de Paris lui a consacré une rétrospective en 1976.

## Horaires des spectacles

3615 LEMONDE

Le Monde SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990, le Monde vous propose deux services MINITEL :

**36 17 LMDOC**  
recherche de références par thème, rubrique, pays, auteur, etc...

**36 29 04 56**  
recherche et lecture  
un texte intégral

Commande et envoi possible par courrier ou fax, paiement par carte bancaire.

## La science en débat

Conférence

**Figures de la science**

autour de personnalités ayant laissé leur nom à une station de métro

Jeudi 12 janvier 1995 à 17h

**Une révolution industrielle dans le domaine du textile**

Christophe Philippe Oberkampff, 1738 - 1815, François Richard, 1765 - 1839, Joseph Lenoir, 1768 - 1806, par Serge Chassagne, professeur, université Lyon II.

Animation : Balbène Callou, médiathèque, cité des Sciences et de l'Industrie.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie  
30, avenue Corentin-Cariou 75019 Paris  
Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 72 99



## CONCERTS

MERCREDI 4 JANV. 20 h 30  
JEUDI 5 JANV. 20 h 30SALLE PLEYEL  
ORCHESTRE DE PARIS  
Dir. : Gilbert VARGA  
Barry DOUGLAS, piano  
FRANCK - KODALY - BRAHMS  
60 F + 240 F - Tél. : 45-63-07-96

VENDREDI 6 JANV. 18 h 30

CENTRE GEORGES-POMPIDOU  
SOLISTES DE  
L'INTERCONTEMPORAINGoubaidoullina - Nunes  
Seclis-Zender - Holliger

Rens. : 44-84-44-72

DIMANCHE 8 JANV. 17 h 30

Salle GAVEAU  
J.-M. FOURNIER, productions  
MICHELE BOEGNER, piano  
SCHUBERT, SCHUMANN

DIMANCHE 8 JANV. 16 h

MUSÉE D'ART MODERNE  
DE LA VILLE DE PARIS  
SOLISTES DE  
L'INTERCONTEMPORAINZimmermann - Dalbavie  
Nunes - Donatoni

Entrée libre

Rens. : 44-84-44-72

LUNDI 9 JANV. 20 h 30

Salle GAVEAU  
J.-M. Fournier Productions  
Lundis Musicaux  
SUMI  
JOSoprano colorature  
Rossini-Debussy-Strauss-Verdi  
Tél. rés. 49-53-05-07

MARDI 10 JANV. 20 h 30

Salle GAVEAU  
J.-M. Fournier Productions  
Paul  
BADURA-SKODASchubert  
Tél. rés. 49-53-05-07

MERCREDI 11 JANV. 20 h 30

Salle GAVEAU  
J.-M. Fournier Productions  
Natalia  
TROULLVainqueur du Monte-Carlo  
Piano Masters 93  
Mozart-Schubert-Strauss  
Tél. rés. 49-53-05-07Le Monde de l'éducation  
GUIDESLe Monde de l'éducation  
GUIDES  
LA PHILOSOPHIE  
AU BACLe Monde de l'éducation  
GUIDES  
LA PHILOSOPHIE  
AU BACLe Monde de l'éducation  
GUIDES  
LA PHILOSOPHIE  
AU BACLe Monde de l'éducation  
GUIDES  
LA PHILOSOPHIE  
AU BACLe Monde de l'éducation  
GUIDES  
LA PHILOSOPHIE  
AU BACLe Monde de l'éducation  
GUIDES  
LA PHILOSOPHIE  
AU BACLe Monde de l'éducation  
GUIDES  
LA PHILOSOPHIE  
AU BACLe Monde de l'éducation  
GUIDES  
LA PHILOSOPHIE  
AU BACLe Monde de l'éducation  
GUIDES  
LA PHILOSOPHIE  
AU BACLe Monde de l'éducation  
GUIDES  
LA PHILOSOPHIE  
AU BACLe Monde de l'éducation  
GUIDES  
LA PHILOSOPHIE  
AU BACLe Monde de l'éducation  
GUIDES  
LA PHILOSOPHIE  
AU BACLe Monde de l'éducation  
GUIDES  
LA PHILOSOPHIE  
AU BAC

## CULTURE

## DANSE

ADIEU à l'Opéra-Comique

## Le mal comme métaphore

Pourquoi *Adieu*, de François Raffinot, qui fut l'un des grands succès chorégraphiques du Festival d'Avignon 1994, en même temps que *L'autre Côté du vent doré*, de Susan Buirge, n'est-il programmé que trois jours à Paris ? Cette méditation sur la mort, la douleur apaisée, ferait-elle peur aux directeurs des théâtres de la capitale ? La pièce, qui revient d'une tournée dans quelques lieux prestigieux français (Festival d'Octobre en Normandie à Rouen, Arsenal de Metz, etc.), partira à l'étranger jusqu'à la mi-mars : Kenya, Madagascar, Djibouti, Écosse.

La personnalité de François Raffinot, directeur du Centre chorégraphique national du Havre, n'est pas, il est vrai, toujours aisée à suivre. L'homme ne craint ni les retournements ni les incursions dans des territoires inconnus. Il n'éprouve pas davantage le besoin de tenir le devant de la scène. Pis : il avance ne pas créer dans les affaires de l'angoisse. Il est discret, réservé.

Jusqu'au milieu des années 70, il étudie la danse contemporaine sans délaisser pour autant la philosophie. Fou de musique baroque, il décide, en 1985, de plonger dans les secrets des règles et de l'ornementation des danses de cour, nées sous le règne de Louis XIV. Il devient le co-chorégraphe de Ris et danceries, auprès de François Lancelot. Suite d'un *goliard étranger* (1985) et *Caprice* (1986) seront les deux pièces phares de cette période où la France, étonnée, découvre son patrimoine chorégraphique. Les racines mêmes

du ballet classique. En 1990, brusque changement : François Raffinot met en place sa propre compagnie. Il la nomme Barocco, mais il refuse toute référence, voire toute allusion, à son passé de « baroqueux ». On ne comprend plus. Il se veut désormais résolument contemporain. Il coupe avec branle, passé-pied et autre sarabande, et convoque le musicien anglais post-moderne Michael Nyman pour annoncer au monde son changement de cap, son saut carcé du XVII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle.

## L'unique pouvoir du corps

*Garden-Party* (1990), créée au Festival de Montpellier, et *Les Météores* (1993), au Festival de Chateaufort, portent pourtant les traces de contradictions mal résolues. Comment juxtaposer dans une même chorégraphie le formalisme du baroque et le désir d'une théâtralité qui le fascine, à l'instar de tous les chorégraphes de sa génération ? Pour *Adieu* (le Monde du 12 juillet 1994), pièce qui salue ceux qui sont morts, ceux qui vont mourir – du sida, de chagrin, du mal de vivre –, il sait d'instinct que la rigueur acquise dans la danse baroque lui sera précieuse pour aborder, sans sentimentalisme, son délicat sujet.

Dans cette création, tout sera exprimé par l'unique pouvoir du corps des danseurs, du quintette au solo final, par les couleurs des costumes, du rouge au jaune funéraire oriental, par les lumières qui, en soutenant des corps chan-

celants, ne leur laissent per leurs aucune chance de s'en tirer. Elles cernent, elles réduisent progressivement l'espace. Enfin, elles étouffent le corps qui chute. On chercherait en vain la plus petite concession à la douleur exhibée, à la théâtralité – prise en charge magistralement par *Medeamaterial*, poignant lamento composé par le musicien Pascal Dusapin. L'écrivain Bernard Pégand, attentif à la danse – et plus particulièrement au travail de Raffinot –, voit dans *Adieu*, au-delà de la « fatidicité de l'agonie », une métaphore de notre fin de siècle. Il note dans un texte encore inédit : « C'est aussi la question que les gestes d'Adieu posent. La question d'une société désormais idiote, à la recherche d'un sens perdu. Comme si les corps n'étaient pas seuls à être rongés du dedans. Comme si un mal peu visible encore, travaillait toute la société à son insu, dévoilait sur la scène, qui en est la représentation symbolique, l'urgence de retrouver un minimum de camaraderie... »

On se demande comment *Adieu* supportera l'enfermement dans un théâtre, alors qu'il fut conçu pour la nuit avignonnaise, mis en scène en fonction des arbres centenaires de la cour des Célestins ? « Six mois après, la pièce est moins guidée. Mais ce qu'elle gogne en relâchement, elle peut vite le perdre en précision, en lisibilité. Il faut sans arrêt poser les corps en état de bascule afin que le sens, forcément fragile, ne s'évanouisse pas », s'inquiète François Raffinot.

DOMINIQUE FRÉTARD

► *Adieu*, du 5 au 7 janvier, à 20 heures, matinée le 7, à 14 h 30. Opéra-Comique. De 50 F à 150 F. Tél. : 42-96-88-83. Le 14 janvier, au Cédram, à Eyreux. Le 18, à Tunis, Tunisie.

## REVUES

## « Caravanes » pour l'imaginaire

La revue annuelle *Caravanes*, dont la quatrième livraison vient de paraître aux éditions Phébus, porte le modeste sous-titre : « Littératures à découvrir ». Comme pour les précédents numéros, les éditeurs, André Velter et Jean-Pierre Sire, ont tenté de donner à ce pluriel toute sa signification. De la Turquie Furzân à l'Israélien Yehouda Amichai et à l'Arabie Abdelmajid Benjelloun, du Québécois Jean Morisset au Chilien Francisco Coloane et au Hongrois György Somlyó, et pour le continent asiatique, le japonais Dazai Osamu, le Tibétain Ogden Dordji ou le Coréen Yi Munyol... Des écrivains venus de tous les horizons dessinent une sorte de géographie imaginaire qu'aucune frontière ne limiterait plus.

« Mieux que jamais nous avons besoin de ces nomades dont les noms font écho à d'anciens exils, et qui n'ont pas craint, souvent, d'enfourcher ou petit matin la cavale d'un autre exil... », écrivent les animateurs de *Caravanes*, dans le préface de ce volume aussi luxueusement présenté que les précédents et illustré par Antonio Seguí, Jean-Marie Poumeyrol, Hawad, Jacques Lacarrière des photographies prises dans les années 50 au mont Athos – et Jamyang Losal, maître tibétain de la « géométrie du sacré ».

Des Français – Ludovic Janvier, Marcel Béalu, Cédric Margan, André Velter, Jean Gillibert... – ont eux aussi pris place dans cette caravane haute en couleur. Sous le signe du oïsmisme et de l'« effraction poétique », ils disent tout, avec leurs mots propres, les pouvoirs d'un langage affranchi, libéré de toute entrave : « Je suis comme un lieu qui fait la guerre au temps », écrit Yehouda Amichai dans un vers qui pourrait servir d'épigramme à ce cahier de *Caravanes*.

P.K.

► *Caravanes*, n° 4, éd. Phébus, 352 p., 280 F.

## MUSIQUES

Le projet de Fiat pour « musicaliser » les véhicules

## Une décapotable en sol majeur

MILAN

correspondance

Depuis longtemps, les compositeurs se sont emparés des bruits de la vie, voire du fracas des champs de bataille, pour en faire de la musique. Au XIX<sup>e</sup> siècle, Alkan a imité le chemin de fer dans l'une de ses plus féroces études pour piano. Honegger l'a « imité » au siècle suivant dans son poème symphonique *Pacific 231*. Le Soviétique Mossolov a fait un pas de plus en composant *Fondation d'acier*, pièce bruitiste aussi brève qu'apocalyptique. Plus spirituellement, Gershwin a mis un klaxon dans *Un Américain à Paris*, dont la baguenaude début est sous-titrée « En remontant les Champs-Élysées ». A l'époque où vivaient ces musiciens, les bruits de la ville n'étaient pas encore considérés comme une pollution.

La circulation automobile, avec son flux ininterrompu de moteurs, ses klaxons, ses sirènes et ses bruits de freins, est l'une des composantes les plus violentes de la pollution sonore de cette fin de siècle, la plus bruyante de toute l'histoire de l'homme sapiens. Une norme européenne est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier, pour limiter le bruit des moteurs de voitures à 74 décibels. C'est encore trop.

A moins qu'on ne fasse preuve d'inventivité... « La voiture est comme un orchestre, il doit être mis au point et bien dirigé », affirme Giacomo Ruspà, du Centre de recherches Fiat. Responsable du laboratoire d'acoustique de la célèbre usine d'automobiles de Turin, ce chercheur s'est engagé, depuis quelques années, dans un projet pour le moins déconcertant : transformer en sons harmonieux le bruit de la circulation automobile.

« Il ne s'agit pas de supprimer l'émission sonore, dit-il. C'est un signal indispensable, riche en informations : il prévient qu'une porte n'est pas fermée, que le moteur s'emballle, un coup de klaxon peut sauver une

vie. Mais il faut que tout cela trouve une cohérence avec les autres standards de confort. » Fiat s'est associé avec Renault et Goodyear pour ce projet intitulé *Sound Quality in Cars*. Il ne faut y voir rien d'autre qu'une nouvelle tentative des industries européennes et américaines pour battre la concurrence japonaise.

## Optimiser le bruit mécanique

Cette fois-ci, cependant, la musique va voler au secours du bruit. « On peut transformer les sons d'un véhicule en travaillant sur leurs harmoniques », disent Michelangelo Lupone et Laure Bianchini, fondateurs du Centre de recherches musicales (CRM) de Rome, la bureau d'études en musique électronique choisi comme partenaire par Fiat pour ce défi. Les deux jeunes compositeurs allument les écrans du NOTE (*Note Optimizator for Thermal Engines*), module de synthèse sonore qui, venant d'être mis au point, vise à optimiser le bruit des machines à moteur thermique. On y visualise la graphique des bruits produits par une voiture.

« Si nous réussissons à canaliser ces bruits selon une succession d'harmoniques proches de celles qui composent le spectre du son musical (succession de quintes, de tierces, de quarts non altérées), nous aurons une réponse psycho-acoustique différente de la part de ceux qui les subissent quotidiennement pendant des heures. » Le calculateur effectue la simulation, des chauffeurs cobayes écoutent, les chercheurs et les musiciens modifient, en temps réel, les paramètres acoustiques de ce qui est désormais appelé le « véhicule-orchestre ».

Demanderait-on bientôt aux critiques musicaux de choisir les modèles les plus « justes » ? Feudra-t-il, pour obtenir son permis de conduire, savoir démoder en ré majeur, rouler en si mineur, et se gérer à la dominante ?

SANDRO CAPPELLETO

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE  
DU PAYSAGE DE VERSAILLES  
ECOLE FRANÇAISE DES  
JARDINS  
LES COURS DU POTAGER DU ROI

Nouvelle formule de cours destinée aux amateurs et professionnels. Un ensemble cohérent proposé par l'équipe de professeurs et de praticiens chevronnés du Potager du Roi :

- \* HISTOIRE DE L'ART DES JARDINS  
50 Heures 2800F
- \* THEORIE ET PRATIQUE DU JARDINAGE  
50 Heures 2800F
- \* RAJEUNIR ET STRUCTURER SON JARDIN  
32 Heures 1800F
- \* CONCEPTION DE JARDINS  
2600F le cycle 50 h, 4900F les 2, 100 h
- \* TAILLE DES ARBRES FRUITIERS  
12 heures 800F
- \* TAILLE ARBUSTES D'ORNEMENT, ROSIERS  
12 heures 800F
- \* VISITES DE JARDINS  
380F par journée

Cycles de demi-journées, le vendredi ou le samedi, de Janvier à Décembre, hors congés scolaires. Tarifs dégressifs pour plusieurs cycles. \* Formations pouvant faire l'objet de conventions de formation continue.

INSCRIPTIONS : AVANT LE 13 JANVIER  
CONTACTS : MURIEL PALOMO, COLETTE N'DIAYE  
5, rue Hardy - 78000 VERSAILLES (RER LIGNE C)  
TEL 39 51 61 29. FAX 39 51 41 11

Le guide  
de vos sorties  
3615  
LEMONDE

DU 10 JANV. AU 3 FEV. 20H30 création  
L'Histoire tragique  
de la vie et de la mort  
du docteur Faustus  
Christopher Marlowe  
mise en scène Stuart Seide

مكتبة الأنجلو



سنة الألفية

(Publicité)

• Le Monde • Mercredi 4 janvier 1995 • 15

France 3 présente

# "Un Siècle d'Écrivains"



Sur France 3, commence un fantastique "Conte" à rebours. Celui d'une série de 260 portraits d'écrivains du siècle, racontés à la lumière de leurs œuvres.

Proust, Beckett, Camus, Yourcenar, Pavese, Mishima, Leiris, Zweig, Jacob, Miller, Giono, Larbaud et tant d'autres.

Une série pour célébrer l'arrivée du troisième millénaire...

Mercredi 4 Janvier 1995 à 23h00,  
premier portrait : Colette.

"Un Siècle d'Écrivains"  
tous les mercredis sur France 3, jusqu'à l'an 2000

France  
**3**

OVAMA - Photo Gilbert Rana

3615  
LEMONDE



## ÉCONOMIE

Conséquence de la chute des cours du pétrole

## L'Arabie saoudite affronte une grave crise financière

Le projet de budget de l'Etat saoudien pour 1995 table sur une réduction de 6 % des dépenses et une hausse sensible des recettes publiques. Les tarifs publics seront relevés pour rassurer la communauté internationale, inquiète de la crise financière que traverse le premier producteur mondial de pétrole brut.

Habitué à faire le plein de carburant pour une poignée de francs, à des communications téléphoniques locales gratuites, à laisser leurs climatiseurs fonctionner sans interruption, les Saoudiens vont devoir apprendre à modifier leur comportement quotidien. Dévoilés dimanche 1<sup>er</sup> janvier à l'issue d'une réunion extraordinaire du conseil des ministres présidé par le roi Fahd, les grandes lignes du budget 1995 prévoient une série de hausses de prix. La plus symbolique est celle des carburants, dont les tarifs vont être doublés (tout en restant à des niveaux ridicules comparés à ceux pratiqués dans les pays industrialisés). Les autres augmentations concernent l'électricité, l'eau, les transports aériens, les visas pour les visiteurs étrangers...

L'Etat saoudien sera le premier bénéficiaire de ce réajustement. Le projet de budget table sur une réduction de 6 % des dépenses,

qui atteindront 150 milliards de rials (216 milliards de francs environ) pour des recettes escomptées de 135 milliards. Le déficit du probable exercice serait donc de 15 milliards (22 milliards de francs), contre 20 milliards l'exercice précédent.

Pour autant, le roi Fahd n'a pas tenu ses promesses. Le 9 décembre, il avait annoncé une diminution de 20 % en 1995 des dépenses de l'Etat, comme l'exercice précédent. « On n'avait pas compris qu'il puisse s'engager sur un tel chiffre. Ce n'était pas tenable sauf à paralyser l'activité du pays », explique un diplomate occidental en poste à Ryad.

## Le fardeau de la guerre du Golfe

D'avantage que l'ampleur des efforts demandés aux Saoudiens, c'est la reconnaissance officielle, pour la première fois, des difficultés financières du royaume qui devrait satisfaire les partenaires internationaux de l'Arabie saoudite, qu'il s'agisse des banques ou des entreprises.

Elles sont bien réelles. Certes, le royaume peut se targuer d'une inflation parmi les plus faibles au monde (officiellement inférieure à 1 %), d'une croissance économique élevée, d'un excédent commercial confortable et d'un endettement de l'Etat

faible. Mais l'essentiel est ailleurs, dans l'endettement public global du pays. En l'absence de tout chiffre officiel, les évaluations s'échelonnent entre 40 milliards et 70 milliards de dollars, soit entre une année et deux années de revenus pétroliers.

Les difficultés ne datent pas d'aujourd'hui. Elles ont commencé au début des années 80 lorsque, pour financer les premiers déficits budgétaires, l'Etat a commencé à prélever sur ses réserves et ses avoirs en échange de la fourniture d'armes vers des marchés internationaux.

La chute des cours du pétrole ces dernières années n'a fait qu'ajouter aux difficultés. Premier producteur et premier exportateur mondial de brut, avec près de 8 millions de barils par jour, l'Arabie doit compter avec l'effacement des cours du pétrole. Au cours des neuf premiers mois de 1994, les revenus tirés de l'« or noir » ont chuté de 7 %, à 30,8 milliards de dollars, selon les chiffres officiels. Il y a une dizaine d'années, pour une production bien moindre, les Saoudiens tiraient une centaine de milliards de dollars par an de la vente de leur brut.

La guerre du Golfe n'a fait qu'aggraver la situation financière du royaume. Contraint par Washington de financer les troupes

occidentales qui, sous conduite américaine, ont défilé l'Irak en 1991 après l'invasion du Koweït, Ryad aurait dû déboursier 55 milliards de dollars. Jusqu'ici, une partie seulement de la facture a pu être remboursée ce qui n'a pas empêché le royaume de se lancer dans des achats d'armes massifs qui ont fait qu'aujourd'hui l'endettement du pays. Résultat, il y a peu, les Saoudiens ont dû demander à Washington des délais de paiement après avoir passé commande d'une soixantaine d'avions gros porteurs (6 milliards de dollars). Un contrat pour la modernisation du réseau téléphonique saoudien (4 milliards de dollars) conclu peu de temps auparavant, a subi un sort identique.

Officiellement, Ryad assure que début 1996 les traces de la guerre du Golfe seront effacées et avec elles la compression des dépenses. Il n'en reste pas moins que l'économie saoudienne va connaître d'ici là une période de vaches maigres. Une dégringolade des importations et un tassement de la croissance sont à prévoir. L'annonce par le roi Fahd que l'Etat allait faire du remboursement de sa dette à l'égard « des entreprises et des fournisseurs » sa priorité en 1995 permettra seulement de limiter les dégâts.

JEAN-PIERRE TUQUON

Un bilan de la direction générale des impôts

## La récession a profondément modifié la structure des prélèvements fiscaux en 1993

La direction générale des impôts vient seulement de rendre publiques ses statistiques définitives pour 1993. Elles mettent en évidence que la récession de 1993, conjuguée à la politique continue d'allègements d'impôts, a profondément affecté la fiscalité française, mais de manière sélective.

L'effet le plus attendu de la récession concerne la TVA. Sous le coup de la stagnation de la consommation, les recouvrements (bruts) se sont effondrés, tombant de 654,3 milliards de francs en 1992 à 622,2 milliards en 1993, soit une baisse de 4,9 %. L'impôt sur les sociétés, lui aussi, en a été affecté. Compte tenu notamment de la diminution des bénéfices des entreprises, les recettes sont passées de 135,8 milliards de francs en 1992 à 127,2 milliards en 1993, en recul de 6,3 %.

Pour l'impôt sur le revenu, assis sur les revenus de l'année antérieure, l'impact est logiquement moins sensible. La récession a seulement conduit à une quasi-stabilisation des recettes : 309,7 milliards en 1993, après 307,1 milliards de francs en 1992 (+ 0,9 %). La structure de ce prélèvement ne s'est pas non plus modifiée : l'impôt sur le revenu demeure un impôt très concentré. Ainsi, 48,8 % des contribuables (12,3 millions), disposant de 21,4 % des revenus, n'ont-ils pas

été imposés en 1993. Et les 10 % des contribuables payant les plus fortes taxes (supérieures à 21 630 francs) ont apporté 68 % de l'impôt total alors que leur revenu imposable ne constituait que 32 % du revenu imposable total.

En revanche, quelques impôts sont visiblement imperméables aux à-coups de la conjoncture économique. C'est le cas de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). De 4,5 milliards de francs en 1989, ces rentrées fiscales sont passées à 7 milliards en 1992 et 7,2 milliards en 1993.

Mais la tendance la plus spectaculaire concerne la fiscalité locale directe. Pour la seule année 1993, les émissions de taxe d'habitation (56,1 milliards) ont progressé de 9,2 %, et celles de taxe professionnelle (137,1 milliards) de 10,6 %. Pour l'ensemble des impôts directs locaux (281,6 milliards), la progression est de 9,3 %. Les élus locaux ont maintenant de bons arguments pour souligner qu'ils ne sont pas les seuls responsables de cette évolution préoccupante. Avec la nouvelle ponction que l'Etat envisage de faire sur la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, la hausse de la fiscalité locale risque de se poursuivre en 1995.

L.M.

Devant le mécontentement des syndicats

## Le président mexicain Zedillo est contraint de retarder l'annonce de son « plan d'urgence économique »

MEXICO de notre correspondant

Le président Ernesto Zedillo s'est vu contraint, lundi 2 janvier, de reporter de vingt-quatre heures l'annonce de son « plan d'urgence économique », à la suite des désaccords survenus au cours de la négociation avec les syndicats et le patronat. Ce programme de redressement, qui, selon certaines sources, pourrait porter sur quelque 96 milliards de francs, obtenus, pour l'essentiel, auprès de banques et de gouvernements étrangers (dont 48 milliards en provenance de l'administration américaine et environ 27 milliards émanant de gouvernements « amis »), est très attendu par les milieux financiers internationaux.

Les propositions du gouvernement pour résoudre la grave crise financière déclenchée, le 20 décembre, par la dévaluation de la monnaie nationale - le dollar est passé en quelques jours de 3,40 à 5 pesos - ont donné lieu à une interminable discussion avec les représentants des trois principales confédérations syndicales et de diverses organisations patronales. Réunis à huis clos, depuis lundi matin, dans les locaux du ministère du travail, en présence du nouveau ministre de l'économie, Guillermo Ortiz, les dirigeants syndicaux et les patrons auraient accepté les trois principaux objectifs du plan

d'urgence : « Réduire l'énorme déficit du compte courant de la balance des paiements, rétablir la confiance et encourager les changements structurels nécessaires pour améliorer la compétitivité de l'économie nationale. »

Mais des désaccords seraient survenus à propos des modalités d'application de ces dispositions. Les syndicats exigent en effet des modifications à l'accord signé le 20 décembre, quelques heures avant la dévaluation. Ils avaient alors accepté, pour 1995, une augmentation de 7 % du salaire minimum, qui reste inférieur aux salaires en vigueur en 1976, selon les chiffres fournis par le ministre du travail. Avec la dépréciation du peso - environ 60 % - le coût de la main-d'œuvre mexicaine est désormais un des plus bas du monde : 5,60 francs de l'heure.

Le gouvernement a également invité les entreprises à « sacrifier leurs marges bénéficiaires en faisant un effort extraordinaire pour modérer les hausses de prix ». En contrepartie, il s'engage à réduire ses dépenses pour un montant équivalent à 1,2 % du produit intérieur brut, à accorder la priorité aux « investissements publics créateurs d'emplois », à poursuivre les privatisations en cours, « selon des règles claires, objectives et transparentes », et à permettre la participation de capitaux privés dans certains secteurs réservés à l'Etat

(transport par rail, communications par satellite, aéroports et installations portuaires).

Les autorités ne s'attendaient pas à la résistance des partenaires sociaux, d'ordinaire très souples dans le cadre du système politique autoritaire en vigueur depuis 1929. A 18 heures locales, tout était prêt au palais présidentiel, et les diverses chaînes de télévision avaient installé leurs caméras pour diffuser en direct le discours du chef de l'Etat et la signature de ce qui était présenté comme « l'accord commun pour affronter l'urgence économique ». Après plusieurs reports, les autorités finirent par annoncer que M. Zedillo s'adresserait à la nation mardi. Mais elles refusèrent d'admettre l'existence de désaccords avec les partenaires sociaux. Les deux parties ont poursuivi leurs négociations tout au long de la nuit de lundi à mardi.

BERTRAND DE LA GRANGE

Rectificatif. - Dans l'article consacré à l'économie mexicaine, nous avons indiqué (Le Monde du 2 janvier) que le plan de sauvetage envisagé par les pays industrialisés pourrait porter sur 10 à 15 milliards de dollars, soit 5,4 à 8 milliards de francs. Il s'agissait de 54 à 80 milliards de francs. Selon des informations plus récentes, ce plan pourrait être de 96 milliards de francs (lire ci-dessus).

Pour faire face à la guérilla et au banditisme

## Les dépenses de sécurité absorbent plus du tiers du budget cambodgien

A la veille du retour du roi Norodom Sihanouk, attendu au Cambodge mercredi 4 janvier après plus de sept mois d'exil, l'Assemblée nationale de Phnom-Penh a adopté le deuxième budget annuel du royaume en l'espace de vingt-cinq ans. En légère augmentation (10 % en termes réels) par rapport à celui de 1994, ce budget souligne encore le poids des dépenses de sécurité dans un pays qui n'a toujours pas renoué avec la paix et où sévit un banditisme de grand chemin en dépit d'un réel effort pour financer le développement du pays.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Le taux d'expansion économique du Cambodge prévu en 1994 n'a pas été atteint (5,5 % contre 7,5 %), mais l'Etat fixe toujours, pour 1995, la barre à 7,5 %. Plus du tiers des 406 millions de dollars de dépenses prévues par le budget 1995 sont affectés à la défense (85,3 millions) et à l'intérieur (48,4 millions). En 1994, pour se rééquiper à la suite de ses échecs militaires du début de l'année, l'armée royale avait obtenu une rallonge de 16 millions de dollars (au lieu des 40 millions réclamés) et l'autorisation

d'encaisser directement les taxes sur les coupes et exportations de bois. Ses dépenses ayant dépassé de 40 % les 63 millions de dollars qui lui avaient été, à l'origine, alloués. Mais un effort est cependant prévu pour renforcer les recettes non douanières de l'Etat et affecter davantage de ressources à trois secteurs : l'agriculture, les travaux publics et l'enseignement.

## Code libéral des investissements

Si le gouvernement maintient sa décision d'entendre les coupes et les exportations de bois à compter du 1<sup>er</sup> mai 1995, les militaires éprouveront du mal à disposer de ressources supplémentaires, en dépit du fait que l'un des deux ministres de la défense, le général Tea Banh, a réclamé en novembre une augmentation de 400 % du budget de la défense. Toujours est-il que les recettes prévues dans ce secteur pour l'exercice 1995 ne s'élèvent qu'à 1,5 million de dollars alors que le potentiel a été évalué, en 1994, à 150 millions de dollars, ce qui aurait couvert plus du tiers des dépenses de l'Etat.

La volonté, proclamée depuis des mois par les autorités, d'utiliser en priorité contre les Khmers rouges l'arme du développement, notamment rural, se traduit cepen-

dant dans les orientations d'un deuxième budget officiellement placé sous le signe de la rigueur, notamment en ce qui concerne les dépenses, coupées des ministères.

Le déficit prévu (183 millions de dollars en 1995, contre 165 millions l'année précédente), qui représente donc près de la moitié des dépenses, est garanti par le FMI et couvert par des dons et crédits internationaux. « Le premier budget, celui de 1994, n'a été relativement bien maîtrisé ; il n'y a pas eu, notamment, de recours à la planche à billets pour le financier », estime un conseiller économique du gouvernement.

Entre-temps, le gouvernement a annoncé que 2 milliards de dollars d'investissements étrangers avaient été agréés depuis l'adoption, le 4 août dernier, d'un code très libéral des investissements. Mais le montant des investissements étrangers réalisés demeure modeste, en-dessous de la barre des 200 millions de dollars. L'assistance étrangère, notamment celle du Japon, de la France, des Etats-Unis, de l'Australie et des instituts internationaux de crédit, demeure donc le levier essentiel de la politique du gouvernement.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Vous ne connaissez pas encore le nouveau Monde et pourtant il vous donne déjà rendez-vous.

A partir du 9 janvier, retrouvez tous les jours les pages « Entreprises » et chaque mardi (daté mercredi) le supplément Initiatives.

Le Monde

مكتبة الجليل



ECONOMIE

Pierre Bilger nommé président-directeur général

# Jean-Pierre Desgeorges quitte GEC-Alsthom

Le dernier grand baron d'Alsthom, l'ancienne Compagnie Générale d'Electricité, s'en va. Jean-Pierre Desgeorges, le président de GEC-Alsthom, la filiale commune d'Alcatel-Alsthom avec le britannique GEC, spécialiste dans le matériel ferroviaire et les centrales électriques, a décidé de passer totalement la main à Pierre Bilger, numéro deux en titre, mis en fait, depuis quelques années déjà, numéro un-bis. Pierre Bilger, longtemps mieux en cour auprès de Pierre Suard, le pdg d'Alcatel, et dont certains imaginent qu'il pourrait être l'éventuel successeur.

Ingénieur en génie maritime, ancien d'Alsthom-Alsthom, Jean-Pierre Desgeorges, qui aura 65 ans en janvier prochain, a souvent croisé le fer avec ses patrons successifs. Cet homme, « jamais en colère », « extrêmement courtois », aux dires de ses collaborateurs, et père de la fusion avec GEC, avait dû défendre son autonomie par deux fois. La première avec Georges Rébeaux pdg de la CGE de 1984 à 1986, qui avait réclaté sa tête et dont il est sorti victorieux. La seconde, perdue cette fois

avec le successeur de M. Rébeaux, Pierre Suard.

Le grand baron avait en effet été écarté des responsabilités opérationnelles de GEC-Alsthom, en mars 1991. Il obtenait la présidence et Pierre Bilger, la direction générale du holding hollandais qui cofinane le groupe. Cette répartition des tâches avait été faite quasiment sur-mesure.

Lois d'être resté inactif à l'extérieur du groupe, il reste président du comité français d'accréditation, président du comité Franco-Chine, vice-président du CNPF international et patron de la Fédération des Industries Électriques et Électroniques. Jean-Pierre Desgeorges, a, semble-t-il, choisi de quitter Alcatel le 31 décembre 1994, estimant qu'il n'avait plus grand chose à faire dans le groupe. « C'est une décision personnelle. Aucune limite d'âge ne l'y obligeait », assure-t-on chez GEC-Alsthom.

Le départ de M. Desgeorges, homme du développement du groupe en Chine, clôt ainsi la fin d'un certain réseau « pékinois » qui a permis au groupe franco-britannique de remporter de nombreux contrats. Le pré-

sident désigné de GEC-Alsthom à Pékin, un indien d'origine, M. Advani, a pris sa retraite à la fin de l'été 1994. Il incombait désormais à Ambroise Coriour, ancien délégué du groupe à Séoul, où il a négocié le contrat TGV, de rebâtir dans un contexte beaucoup plus concurrentiel qu'il ne le fut un puissant réseau chinois.

Artisan du rapprochement d'Alsthom avec l'un des grands noms européens du secteur, Jean-Pierre Desgeorges, après une tentative avortée en 1984-1985, avait réussi en 1988 à conclure avec le britannique GEC. Son grand rival Percy Barnevik, patron du concurrent suédois Brown-Boveri l'avait précédé de quelques mois en fusionnant avec le suédois Asea pour former le groupe ABB, numéro un mondial de l'électrotechnique. GEC-Alsthom occupe, avec Siemens, la troisième place.

Pierre Bilger, 54 ans, ancien conseiller de Raymond Barre premier ministre, est devenu seul maître à bord. La présidence et la direction générale du groupe franco-britannique, sont réunifiées.

CAROLINE MONNOT

Une étude de la Banque de France

## Le passage à la monnaie unique européenne devrait s'effectuer en deux temps

Dans une étude publiée lundi 2 janvier, la Banque de France détaille « un certain nombre d'étapes nécessaires pour parvenir à la forme achevée de l'union monétaire européenne ». L'institut d'émission réaffirme notamment que le passage à la monnaie unique « ne coïncidera pas avec la circulation exclusive de billets libellés en écus ».

Le début de la phase 3 de l'union, en 1997 ou au plus tard en 1999 (la phase 2 a commencé le 1<sup>er</sup> janvier 1994 avec la création de l'institut monétaire européen), consistera « à émettre et à placer une monnaie monétaire commune ». L'écu pourra alors être utilisé, note la Banque de France, « dans les opérations scripturales, la comptabilité des banques et des entreprises ».

Mais faut-il pour autant éliminer les anciennes monnaies (franc, mark, florin...) ? L'étude rappelle que certains le préconisent en appelant à un « big bang », c'est-à-dire une transition brutale, mais que d'autres penchent pour une approche progressive. « Il faudra donner de toute façon immédiatement une existence internationale à l'écu », dit la Banque. Mais pour le reste, la circulation exclusive dans le public de billets libellés en écus, ce ne peut être que le stade ultime de l'union. Et la banque

donne son avis : « Il existe un agrément pour considérer qu'il faudra un certain temps pour arriver à ce résultat ».

En d'autres termes, pour des raisons « matérielles » et plus encore « psychologiques », souligne la Banque de France, l'accoutumance des Européens à l'écu prendra du temps. Il devrait donc y avoir deux sous-phases : la phase 3A, pendant laquelle les monnaies nationales seront sauvegardées, l'écu ayant cours entre les professionnels, et la phase 3B, qui verra leur disparition finale au profit de l'écu.

ALLEMAGNE. Une transition comprise entre 2 % et 5 % de l'inflation comprise entre 2 et 2,5 % en 1995, déclare la Banque de France, dans une étude publiée par le quotidien *Frankfurter Allgemeine*. Les prix ont augmenté de 3 % en 1994. L'Allemagne, M. Tietmeyer, ministre par ailleurs sur le point de démissionner, la croissance des dépenses publiques et de réduire le déficit budgétaire. « Les taux sur le marché des capitaux ne peuvent baisser chez nous de façon durable que si les espoirs de stabilité prédominent », ajoute le patron de la Bundesbank, qui estime que l'Allemagne doit faire mieux que ses partenaires dans la voie de l'assainissement de ses comptes publics.

### BIBLIOGRAPHIE

Chefs d'entreprise, européens et méconnus

EUROPÉENNEURS de Herbert Henzler. Traduit de l'anglais par Marie-France Pavillet. Editions Dunod, 270 p., 240 F.

Les chefs d'entreprise européens ont des atouts. Mais ils sont trop souvent méconnus. Ce manque de reconnaissance contribue injustement à la morosité ambiante, s'insurge Herbert Henzler, directeur associé, responsable du bureau allemand de McKinsey. Le célèbre consultant américain, qui a travaillé pour de nombreuses entreprises européennes, explique dans ce livre comment les chefs d'entreprise européens peuvent tirer parti de leurs atouts.

C'est en effet en grande partie grâce aux pétroliers de son groupe, les *Elf*, que l'Europe s'est constituée, rappelle Herbert Henzler. C'est aussi en vertu de la façon spécifique d'européisme de régler les problèmes sociaux que les patrons européens ont pu résister plus longtemps aux *States-Unis* qu'au Japon. Le personnage des grandes firmes européennes manifesterait un très grand attachement à son entreprise, affirme Herbert Henzler, car il est mieux protégé que celui des firmes américaines et jouit de conditions de vie bien supérieures à celles des firmes nipponnes.

La capacité des « européens » à diriger les entreprises en équipe serait aussi plus prononcée que dans les deux autres pôles de la triade. Plus généralement, leur aptitude à nouer des alliances avec d'autres entreprises, mais aussi avec les administrations, serait particulièrement développée.

Certes, l'auteur n'ignore pas non plus les faiblesses propres aux entreprises européennes. Comme la sécurité de l'emploi, particulièrement forte dans les grandes firmes allemandes, patrie de l'auteur. Ou comme certains retards dans le développement des nouvelles technologies.

Mais la balance est positive et incite à l'optimisme, affirme M. Henzler. L'Europe devrait être à même de bien négocier le virage crucial qui s'annonce, à condition de réussir à mondialiser ses entreprises, à intégrer les pays de l'Est, à mieux prendre en compte les problèmes d'environnement, et à se lancer dans la conquête des marchés asiatiques sans se laisser distancer par ses concurrents américains et japonais. « Aucun Américain ne peut envisager que quelqu'un soit supérieur à un Américain... Ce n'est pas notre habitude. On aurait plutôt tendance à s'interroger pour savoir si nous sommes vraiment bons ! », reproche M. Henzler, qui ne se pose pas la question depuis longtemps.

A. K.

Grâce à la « prime Balladur »

## Le marché automobile français a progressé de 14,6 % en 1994

Grâce à un mois de décembre plutôt satisfaisant qui s'est soldé par une hausse des immatriculations de 15,6 %, le marché français automobile affiche pour 1994 une hausse de 14,6 % de ventes avec 1 973 200 véhicules neufs enregistrés sur l'année, selon les statistiques communiquées, mardi 3 janvier, par le Comité des constructeurs français d'automobiles.

Par rapport à l'année précédente, l'augmentation porte sur 252 000 véhicules, soit à peine plus que le volume imputable au coup de pouce de la prime Balladur, évalué à quelque 200 000 voitures. Ainsi, sans cette disposition qui doit disparaître au juin prochain, le marché se serait maintenu, presque, aussi stable qu'en 1993, année noire qui avait vu le niveau des ventes s'effondrer de 18,3 %. L'automobile, qui tire la faible croissance de la consommation, est donc elle-même tributaire de mesures de soutien.

En terme de progression, Citroën a finalement le mieux tiré son épingle du jeu avec une hausse de 24,9 % de ses ventes, prenant le meilleur sur la société sœur Peugeot (17,5 %). A l'inverse, Renault fait moins bien que le marché (12,5 % seulement) et les importateurs n'ont amélioré leur volume que de 12 %. Fort de ses deux marques, le groupe Peugeot-Citroën SA coiffe son concurrent national avec 31,1 % de pénétration contre 30 % pour Renault, à son étage « naturel ». Les marques françaises ont globalement progressé sur leur marché intérieur avec une part de 61,2 % contre 60,3 % en 1993. En Europe, leur pénétration a également progressé d'un point à 23,9 %.

G. B.

L'attribution du troisième réseau à Bouygues

## Alcatel et la Lyonnaise « dédommagés » après leur défaite dans le radiotéléphone

Trois mois après la bataille féroce entre la Lyonnaise des eaux, Alcatel et Bouygues pour l'attribution du troisième réseau de radiotéléphone, soldée par une victoire du géant du BTP (*le Monde* du 6 octobre 1994), les comptes ont été remis à zéro. Le vainqueur, travaille sur son offre. Très discret, il a eu le triomphe modeste. Mais la Lyonnaise et Alcatel, les deux candidats malheureux, ont obtenu des lots de consolation.

La Lyonnaise devrait récupérer à la mi-janvier une partie des réseaux de télévision câblés de la Caisse des dépôts (ComDev). Sa proposition a été jugée « mieux disante » que celle du groupe Chargeurs, également candidat.

Après un an de blocage

Dans le schéma envisagé, la Lyonnaise reprend les seize sites « hors plan câble » de ComDev, dont ceux d'Annecy, Besançon, Dunkerque, Le Mans, France Télécom, de son côté, hérite des six réseaux construits dans le cadre du plan câble que sont Marseille, Angers, Avignon, Valence, Tours et Saint-Quentin-en-Yvelines.

La cession de ComDev, la filiale spécialisée dans le câble de la Caisse des dépôts, dossier aussi délicat politiquement que celui du troisième réseau de radiotéléphone, devrait ainsi être réglée après un an de blocage.

C. M.

Rectification : Une erreur s'est glissée dans l'article de Pierre Dronin sur le livre de Jacques Lesourne : *Vérités et mensonges sur le chômage* (*le Monde* du 3 janvier, page 19). Il fallait lire dans l'avant-dernier paragraphe : « Le craint de l'avenir qui pousse les agents économiques » (et non « les grands économistes »).

# POURQUOI FIAT LANCE LE "PRIX NET".

En automobile, les prix sont souvent assez flous.

Donc des prix à la tête du client.

Donc des discussions à n'en plus finir.

Donc Fiat invente le "prix net".

Donc un prix que l'on n'a même plus envie de négocier.

Cinquecento à partir de 43 800 F\* net, Donc.

Sans compter l'aide gouvernementale de 5 000 F.



3600 FIAT VS

CINQUECENTO FIAT

D.M.B. - Prix net maximum conseillé au 02.01.95 (AN 95) (Régul.) - prix tarif en 11.07.94 : 45 900 F, taxes allégées en option.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IMMOBANQUE

Le Conseil d'Administration de la SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IMMOBANQUE s'est réuni le 22 décembre 1994.

Monsieur Gérard BILLAUD, qui assurait la Présidence de la Société depuis sa constitution en 1969, a remis son mandat à la disposition du Conseil d'Administration. Le Conseil a rendu hommage à Monsieur BILLAUD pour l'action menée pendant 25 ans, qui a permis de porter IMMOBANQUE au rang des principales Sociétés cotées de la place, et l'a nommé Président d'Honneur ; le Conseil a également exprimé ses vifs remerciements à Monsieur Patrick DUMAS pour sa contribution au développement de la Société, notamment en qualité de Directeur Général depuis 1984. Monsieur DUMAS n'a pas souhaité être reconduit en cette qualité, étant appelé à exercer des fonctions étendues au sein de la BANQUE INDOSUEZ.

Monsieur Philippe GESLIN, Administrateur Directeur Général de la BANQUE INDOSUEZ, qui avait été intérieurement Directeur Général d'IMMOBANQUE, a été nommé Président, et Madame Catherine BORDIER, Directeur Général Adjoint, a été désignée en qualité de Directeur Général.

Le Conseil d'Administration a ensuite pris connaissance des estimations de résultat pour l'exercice 1994, lequel permettra le maintien de la capacité distributive d'IMMOBANQUE. Il est rappelé que le dividende versé au titre de l'exercice 1993 s'élevait à 62 F par action.

Le nouveau régime du crédit-bail immobilier est en cours de finalisation ; le Conseil d'Administration a réaffirmé son souhait de réaliser le rapprochement envisagé avec CAMUR-SORGROS dans le courant de l'année 1995.



# SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie

## RESPONSABLES Animation Réseaux De Distribution

Opérateurs dans le domaine des télécoms nous concevons

commercialisons et exploitons des services de transmission de données.

Dans le cadre de notre développement nous recherchons :

### Radio communication (réf. 9125)

Vous avez une formation de type BAC + 4/5, et une expérience de la vente indirecte de produits informatiques de télécommunications, acquise idéalement en tant que Responsable de la Distribution par des installateurs radio. Votre mission consistera à définir et mettre en place un plan d'action avec nos distributeurs (réseaux, lancement de produit, formations, animation, événements, promotion,...), afin de les motiver et les fidéliser. Votre expérience commerciale vous permettra de travailler en synergie avec nos Ingénieurs Commerciaux Vente Directe.

### Micro informatique (réf. 9126)

Vous avez une formation de type BAC + 4/5, et une expérience de la vente indirecte de produits informatiques ou de télécommunications, acquise idéalement en tant que Responsable de la Distribution micro-informatique (matériel et logiciel). Capable de définir puis de développer une offre, vous maîtrisez les techniques de vente, justifiez de réels talents de communication et parlez couramment l'anglais. Au sein de nos équipes de vente, votre rôle sera de faire émerger, développer et fidéliser un réseau de distribution en collaboration avec les éditeurs de logiciels et nos Ingénieurs Commerciaux.

Tous ces postes offrent à des candidats de valeur, une rémunération motivante et de larges perspectives d'évolution de carrière. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à : EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE CEDEX qui transmettra.

## INGENIEUR D'AFFAIRES GRANDS COMPTES INTERNATIONAUX

Filiale d'un grand Groupe, nous nous positionnons comme l'un des premiers acteurs du marché international des télécommunications.

Nous recherchons un Ingénieur d'Affaires chargé de commercialiser l'ensemble de nos services de télécommunications auprès de grands comptes du secteur de la finance.

Ce professionnel coordonnera le montage d'affaires complexes (grands projets internationaux) en s'appuyant notamment sur nos ingénieurs support, nos équipes marketing et juridique, ainsi que nos antennes commerciales implantées sur les cinq continents.

Ingénieur de formation, vous justifiez de 5 à 10 ans d'expérience professionnelle. Après avoir occupé des fonctions techniques en début de carrière, vous avez aujourd'hui la responsabilité commerciale de projets majeurs dans les domaines de l'informatique ou des télécommunications, dans un contexte international.

Une formation complémentaire de troisième cycle en commerce ou gestion constituerait un atout supplémentaire.

Professionalisme, ténacité, implication personnelle, talents de négociateur, esprit d'équipe, autant de qualités pour réussir dans ce poste basé à Paris et à pourvoir rapidement.

Anglais courant Indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence 3008 G à notre conseil Arco Technologies - 15, rue Pierre 1<sup>er</sup> de Serbie - 75116 Paris.

ARCO TECHNOLOGIES

Présente dans le monde entier, la division Electricité et Nucléaire de SPIE BATIGNOLLES répond à la demande d'Ingénierie et d'installations électriques sous toutes ses formes et à tous les stades. Elle met en œuvre ses compétences dans les domaines de l'énergie, du transport, de l'industrie et du tertiaire. Pour soutenir son développement, elle recherche des :

## Chefs de Projets Export

En relation avec la Direction Commerciale, avec le Directeur opérationnel dont vous dépendez et les services fonctionnels du siège, conformément aux exigences contractuelles, dans le respect des coûts et des délais, en évaluant les risques, vous assurez la mise en œuvre et la réalisation de projets de 100 à 300 MF, en pilotant, en organisant les activités des équipes études, méthodes, approvisionnements, travaux, assurance-qualité, administration, finances, en intégrant les relations avec les clients, les ingénieurs conseil et en prenant en compte les contraintes économiques de l'affaire.

Pour ces postes basés au Siège, avec des déplacements de courte durée, Ingénieur de formation avec une parfaite maîtrise de l'anglais et la connaissance d'une autre langue, vous avez acquis dans votre spécialité une expérience de conduite de projets et vous avez de bonnes notions contractuelles.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV) sous réf. DEN9440 à Sophie GUENOT - SPIE BATIGNOLLES - Parc Saint Christophe - Pôle Vinci - 95863 CERGY PONTOISE CEDEX.

SPIE BATIGNOLLES GROUPE SCHNEIDER

## Comprendre POUR CONQUERIR

## INGENIEURS

L'Office National d'Etudes et de Recherches Aérospatiales mène des recherches de base et des études appliquées ; il participe en outre au développement des grands programmes d'avions, d'hélicoptères, de missiles, de véhicules spatiaux... L'ONERA, établissement public à caractère industriel et commercial, recherche aujourd'hui des ingénieurs

### RECHERCHE AERODYNAMIQUE

#### Mécanique des fluides numériques

Méthodes de simulation d'écoulements compressibles, turbulents, stationnaires et instationnaires ; applications aux rotors d'hélicoptère. Formation : Ingénieur Grande Ecole ou universitaire + thèse. Réf. : RA

### ETUDES AERO-VIBRO-ACOUSTIQUES

Aspects théoriques et numériques en liaison avec les activités expérimentales. Formation : Ingénieur Grande Ecole (Centrale, Sup-aéro,...) Réf. : IAVB

### ASSURANCE DE LA QUALITE

Assurance de la qualité pour des développements exploratoires. Formation : Ingénieur pluridisciplinaire. Bonne expérience dans la mise en œuvre des méthodes de management de programme. Réf. : IAG

### PROPRIETE INTELLECTUELLE ET BREVETS

Préparation, recherche et négociation des clauses de propriété intellectuelle et/ou industrielle et des contrats de licences d'exploitation. Etudes de brevetabilité des inventions. Formation : Ingénieur généraliste + formation en propriété industrielle. Réf. : IPB

Ces postes sont basés en région parisienne et les candidats devront être habilités "Confidentiel Défense". Adresser votre candidature en précisant la référence choisie à Madame Clay - ONERA BP 72 - 92322 CHATILLON Cedex.

ONERA

L'ESPACE DECOUVERTE

## DEPARTEMENT ARTS

vous souhaite une très bonne année 1995 et vous communique l'adresse de son nouveau Bureau

18, rue Bezout, 75014 Paris  
Tél. 3 42 43 01 50 - Fax 3 42 71 58 48

DEPARTEMENT ARTS, conseil en recrutement et ressources humaines spécialisé dans les Arts et les Cultures

## SECTEURS DE POINTE

Production  
Informatique  
Haute Technologie

C'est tous les mardis \* dans le Monde Initiatives

\* date marquée

هكنا من الأول



البحر الأبيض المتوسط

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 4 janvier 1995 19

# SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie



MAG INFO CONSULTANT

SOCIÉTÉ DE SERVICE ET  
DE CONSEIL EN INFORMATIQUE  
SPECIALISÉE DANS LA FOURNITURE  
DE SYSTÈMES D'INFORMATION  
"CLÉ EN MAIN" DESTINÉS  
AU COMMERCE DE DÉTAIL :  
ÉDITION DE LOGICIELS,  
DISTRIBUTION DE MATÉRIELS,  
CONSEILS ET SERVICES,  
GESTION DE BASES DE DONNÉES  
RELATIONNELLES, ARCHITECTURE  
DE RÉSEAU,  
NOUS RECRUTONS  
NOTRE STRUCTURE ET RECRUTONS

## Responsable grands comptes

De formation supérieure, vous avez une solide expérience de l'informatisation du commerce de détail.

Vous serez chargé de suivre, de développer et de gérer un portefeuille de grands comptes et de prospects sur toute la France.

Vous êtes capable d'accompagner et de prévoir les besoins d'une clientèle avertie.

La pratique de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) en précisant la réf. GCI à Thérèse Blanc, MAG INFO CONSULTANT, 66, rue des Archives, 75003 Paris.

GRUPE GALERIES LAFAYETTE



## Préparer l'usine de l'an 2000

Filiale d'un grand groupe industriel français, RCO conçoit et réalise pour chacun de ses clients des solutions d'emballage spécifiques. Son organisation par centre de profit régional favorise sa réactivité et son efficacité.

RCO France Est (215 personnes) à 100 kms au Nord de Paris, se situe au cœur d'un marché important. Sa volonté d'expansion passe par une politique d'investissement ambitieuse et par la maîtrise des évolutions techniques de son unité. Pour y concourir, nous recherchons :

### RESPONSABLE TECHNIQUE

Rattaché au Directeur et en complémentarité avec ses partenaires du commercial et de la fabrication, il dirigera la maintenance, les travaux neufs et la veille technique, et aura la mission de :

- penser et proposer les investissements en cohérence avec la politique et les objectifs de la région,
- organiser et animer leur mise en œuvre dans une recherche de productivité optimale,
- développer l'organisation, les méthodes et les outils dominants à l'unité un niveau technique performant.

Ingénieur généraliste GE, il associera, après une première expérience dans un environnement de production, de solides compétences techniques à une réelle capacité à dialoguer avec les équipes de terrain, à structurer et piloter ses actions. Il pourra, dans ce poste, élargir sa vision de l'entreprise, s'impliquer concrètement dans la réussite de ses projets pour saisir ensuite des possibilités d'évolution intéressantes en France ou à l'étranger.

Ecrire sous réf.  
49-B 2770 AM  
Discrétion absolue



71, rue d'Auteuil  
75016 Paris



## RECRUTEMENT DE RECHERCHEURS

Ouverture de 36 postes de Directeurs de Recherche de 2<sup>e</sup> classe, pour les candidats extérieurs et les Chargés de Recherche de l'organisme.

Date limite de retrait des dossiers : 30 janvier 1995

Date limite de dépôt des dossiers : 31 janvier 1995

Pour retirer les dossiers de candidature, et connaître la répartition par disciplines des postes ouverts, s'adresser dès maintenant au :  
Bureau des Concours - 101, rue de Tolbiac - 75654 PARIS CEDEX 13.

Téléphones :  
44 23 62 19 - 44 23 62 20 - 44 23 62 21 - 44 23 62 22

## Ingénieur TP

ESTP, ENSAIS, CNAM ou équivalent

Vous avez une expérience minimum de 10 ans sur chantiers de terrassement, travaux routiers ou VRO.

L'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics, recrute un **INGÉNIEUR Travaux Publics**.

Responsable des mesures techniques de votre spécialité, vous intervenirez auprès des collaborateurs de l'Organisme mais également auprès des Entreprises et Institutions de la profession.

La bonne connaissance des matériels de chantier est indispensable.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions à Mr. GALLIOT - OPPBTP COMITE NATIONAL - Tour Amboise - 204 Rond Point du Pont de Sevres - 92516 BOULOGNE BILLANCOURT Cedex

## Les sciences de la Terre au service de votre projet



Filiale commerciale du BRGM - basée à Orléans - nous sommes spécialisés en France et à l'international sur les activités ingénierie et conseil dans les domaines de l'Eau, de l'Environnement, de la Géotechnique et des Matériaux. Nous recherchons pour renforcer nos équipes :

## INGÉNIEURS TECHNICO COMMERCIAUX INGÉNIEURS D'AFFAIRES

• Vous serez chargé du développement de nos activités dans le domaine de l'ingénierie de l'eau et de l'environnement.

• Ingénieur confirmé, vous avez une formation scientifique, technique et commerciale de haut niveau complétée par une solide expérience professionnelle - 10 ans minimum - de la production et de la vente.

Votre aptitude à la négociation alliée à vos capacités de conception et d'organisation, votre pertinence dans l'analyse des situations et votre sens des réalités seront autant d'atouts nécessaires pour réussir votre mission.

A terme, vos compétences et vos résultats pourront vous permettre d'évoluer vers des fonctions de management. Plusieurs postes sont à pourvoir au siège (Orléans) ou dans les Directions Régionales



Eau  
Environnement  
Géotechnique

Pour obtenir des renseignements complets sur ANTEA : composez le 3617 code ANTEA BRGM.

Vous souhaitez donner à votre carrière de nouveaux champs d'action et saisir les opportunités d'un groupe solide à vocation internationale, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous réf. 95/06 à ANTEA, Direction des Ressources Humaines, Michèle COULON - BP 6119 - 45061 ORLÉANS cedex 01.

## Ingénieurs

### Qualité Développement



Notre Groupe, présent sur les marchés automobiles mondiaux, participe activement aux développements des techniques de demain. Le développement de l'électronique automobile s'accélère pour améliorer les performances, le confort, la sécurité et la fiabilité des équipements.

Dans ce contexte la Branche Electronique (1400 personnes) relève le défi et renforce la fonction Qualité sur le site de Créteil (94) par le recrutement de 3 Ingénieurs Qualité Développement.

Votre mission : garantir la conformité de nos produits par rapport aux exigences clients. Membre d'un groupe multi-projets, vous serez notamment chargé de développer et de contrôler selon la charte Innovation Constante définie par notre Groupe. Vous développerez et ferez évoluer les outils et méthodologies Qualité auprès des équipes R&D.

Ingénieur Electronicien de formation initiale, vous avez maintenant 5/6 ans d'expérience en tant qu'ingénieur d'Etudes Hardware ou de Production dans une industrie fabriquant des produits grandes séries. Vous désirez évoluer vers une fonction plus internationale, où l'analyse et la rigueur se conjuguent avec des aptitudes pédagogiques et de négociation. Vous maîtrisez bien sûr parfaitement la langue anglaise.

Merci de faire parvenir votre candidature (lettre de motivation, CV et photo) en précisant la réf. IQ4 sur l'enveloppe à notre Conseil RESEAUX - 17, rue Sully - 69006 LYON.

Le Groupe Valeo, par sa gamme de produits et systèmes de haute technologie et son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobile et de véhicules industriels dans le monde.









الصحافة

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 4 janvier 1995 21

# ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources humaines

Le Groupe industriel américain de premier plan, AlliedSignal est implanté dans 35 pays, emploie 95 000 collaborateurs, dont 15 000 en Europe et réalise un chiffre d'affaires de 13 milliards de dollars.

Entreprise de haute technologie, nous fabriquons et commercialisons dans le monde entier des produits destinés à l'aéronautique et à l'automobile, et des matériaux de synthèse.

Notre ambition est plus que jamais d'être les premiers dans tous nos domaines d'intervention. C'est pourquoi nous modernisons et améliorons sans cesse nos outils, structures et méthodes.

## Conjuguer gestion et communication pour développer un projet international

Dans le cadre du regroupement de nos activités administratives européennes, nous recherchons un jeune cadre à la fois gestionnaire et doté de réelles qualités de communication.

En collaboration avec le chef de projet, vous participerez à la mise en place d'une structure de gestion pour les frais de déplacement qui s'élèvent à 20 millions de dollars par an et concerne plus de 3 000 utilisateurs. Ce nouveau système est basé sur une carte de crédit « corporate » et un logiciel pan-européen. Votre mission vous conduira à rencontrer les responsables de nos filiales européennes, à leur « vendre » ce système de gestion et à les former.

Vous êtes de formation supérieure en gestion, Sup de co ou équivalent. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et si possible une ou plusieurs autres langues européennes. A votre expérience de la gestion, acquise depuis au moins 3 ans en environnement international, s'ajoute une bonne connaissance de la comptabilité, de l'informatique et de la mise en place de projets financiers.

Merci d'adresser votre candidature, à AlliedSignal EFBS, Fernando Hojman, 128 rue de Stalingrad, 93700 Drancy.

**AlliedSignal**

## CHARGÉ D'ÉTUDES RÉGLEMENTAIRES

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE recherche un Chargé d'études Réglementaires pour sa Direction des Marchés de Capitaux.

Vous intégrerez notre équipe responsable du montage et de la commercialisation de produits structurés à base d'instruments dérivés, destinés à notre clientèle individuelle. Vous y mènerez des études traitant de questions réglementaires, juridiques et fiscales pour la France et l'Etranger.

Cette activité suppose une bonne maîtrise des instruments de marché et des produits bancaires.

Ce poste requiert une formation supérieure (Grande école de Commerce/Sciences Po...), une première expérience en cabinet d'audit ou de conseil juridique, ainsi que la pratique indispensable de l'anglais. La connaissance de l'espagnol constitue un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) sous la réf. CER à ERIC MARION - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement 43 rue Taitbout - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

## Responsable du développement et de la gestion des ressources humaines

Banlieue Ouest (78)  
280/300 KF

Grand Groupe Français, nous fabriquons et développons des produits de haute technologie.

Nous renforçons la direction des Ressources Humaines de l'une de nos Divisions en créant un poste de :

Force de proposition auprès du DRH de la Division, vous assisterez dans la définition des actions de gestion en termes de Ressources Humaines et assurez leur mise en œuvre.

Vous : • concevez et mettez en place un système de repérage des « compétences clés » destiné à optimiser l'adéquation ressources/emplois • déterminez avec les Responsables Ressources Humaines des sites les besoins en terme de formation management et recrutement • pilotez les projets visant à l'évolution des compétences • coordonnez les actions de communication sociale et veillez à la cohérence des messages transmis.

Agé de 28/32 ans, diplômé de l'IEP + DESS de Gestion en Ressources Humaines, vous parlez couramment l'anglais et avez des aptitudes rédactionnelles. Vous justifiez d'une expérience probante de quelques années comme responsable du développement des carrières auprès d'une DRH.

Sylvie CATHELAIN, notre conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature sous référence 9442 LM, 7 rue de Monceau, 75008 Paris.



**Gilbert Raynaud & Partners**  
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

## Assurer la globalité de la fonction ressources humaines dans une usine

LE TROISIEME PRODUCTEUR MONDIAL DE NICKEL ET PREMIER PRODUCTEUR D'ACIERS RAPIDES, 3.700 PERSONNES, CA : 2,5 MILLIARDS DE FRANCS RECHERCHE POUR SON USINE DE NORMANDIE (RAFFINERIE FABRIQUANT DU NICKEL PUR AVEC UN EFFECTIF DE 190 PERSONNES) SON

## Responsable des ressources humaines H/F

Vous avez acquis une première expérience de la Fonction Personnel dans une société industrielle qui vous a permis d'appréhender la vie d'une usine, les relations avec le personnel ouvrier, les agents de maîtrise et les syndicats. A 30 ans environ, vous bénéficiez d'une formation niveau Bac + 4/5 (ESCAE, Sciences Economiques...) complétée par une spécialité Gestion du Personnel.

Rattaché au Directeur de l'Usine, vous serez responsable de la fonction Ressources Humaines, avec le concours d'une équipe de 4 personnes. Vous développerez avec la hiérarchie les actions de formation à court et moyen terme permettant l'adéquation du personnel aux évolutions permanentes des métiers et des technologies de ce secteur, et assurerez leur mise en œuvre. Vous stimulerez le fonctionnement des groupes de progrès et assurerez les relations avec les partenaires sociaux. Vous développerez, en liaison avec la politique du Groupe, les outils de gestion prévisionnelle du personnel et de communication interne. Responsable du recrutement des collaborateurs, vous jouerez en permanence un rôle de conseil auprès de la hiérarchie.

Enfin, vous superviserez la paie et l'administration du personnel.

Si ce poste, situé au HAVRE, vous intéresse, merci d'adresser votre dossier sous la référence UM/393 à notre Conseil : Carole MOULIN - ORYADE - 16, avenue Hoche - 75008 PARIS

**oryade**  
Conseil en Ressources Humaines

**Frédéric PAILLARD,**  
Ingénieur de l'Ecole Navale,  
a rejoint en qualité de consultant le Cabinet de Recrutement  
**Jean de BRESSIEUX & ASSOCIES.**

Il y dirige le département annonces **EUROCURSUS**  
11, avenue de l'Opéra 75001 PARIS

**EUROCURSUS**  
réussir vos recrutements

Cabinet Conseil en Recrutement (4 personnes, 2,5 MF) intervenant essentiellement dans les secteurs High-Tech, Banques, Transports... recherche un(e)

## Assistant(e) de recherche confirmé(e)

A environ 30 ans, de formation supérieure (Sciences Po, CELSA, Eco...), votre expérience d'au moins 3 ans acquise dans un Cabinet de Recrutement vous a permis de développer votre sens de l'analyse et de la synthèse, vos qualités relationnelles et votre goût pour la recherche. Vous maîtrisez la micro-informatique, de préférence Macintosh. Vous assisterez nos consultants dans l'identification des candidats potentiels en vous appuyant sur différentes sources d'information (annuaires, catalogues salons...) et assurerez la promotion de l'image de marque de notre Cabinet.

Par ailleurs, vous assurerez la gestion de notre base de données en recueillant et organisant les informations sur les sociétés, les secteurs de marché et les candidats.

Professionnalisme, rigueur, ingéniosité, sens du travail en équipe sont des qualités que nous recherchons. Poste basé à Stèvres, proche banlieue Sud-Ouest de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. ARCM à Nicole Kamenz, NK Conseil, 72-78 Grande-Rue, 92310 Stèvres.

**NK conseil**



# ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources humaines

**SYNTHELABO**, 3ème Groupe Pharmaceutique français, 7200 personnes, a réalisé en 1993 un chiffre d'affaires de 7,2 milliards de Francs et a investi dans la recherche 1,1 milliard de Francs.

SA DIVISION RECHERCHE (SYNTHELABO RECHERCHE L.R.S.) grâce à la complémentarité de ses 1200 chercheurs, élabore des médicaments innovants, ciblés principalement sur le système nerveux central, le cardio-vasculaire et la médecine générale recense un

## Adjoint Contrôleur de Gestion

Votre mission :  
En liaison directe avec le Contrôleur de Gestion, vous assurerez l'analyse des données de gestion pour l'ensemble des activités de recherche et développement :  
- élaboration des plans et budgets des départements ;  
- suivi mensuel des budgets (tableaux de bord, reporting, ...);  
- coordination des systèmes d'information de gestion en vue d'un reporting groupe (exploitation des outils existants, recherche de nouveaux outils avec les Services Informatiques),  
- analyse des écarts et proposition d'actions correctives au contrôleur de gestion.

Ce poste est à pourvoir pour notre Etablissement situé à Bagneux (92).  
Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à l'attention de Laurence d'HAUTEVILLE - SYNTHELABO RECHERCHE - 31, avenue Paul Vaillant Couturier - BP 110 - 92225 BAGNEUX Cedex.



## Responsable Reporting Européen

■ **LA SOCIÉTÉ** : Siège européen d'un groupe américain coté à Wall Street, à forte notoriété dans le domaine des produits de grande consommation (C.A. > 3 milliards US\$)

■ **LE POSTE** : Vous êtes l'interface privilégiée entre les filiales européennes et la maison-mère. Vous fiabilisez et consolidez les informations émanant des filiales (reporting, prévisions...). Vous gérez l'ensemble des demandes provenant des financiers locaux, européens, des départements marketing et leur apportez des informations et solutions adéquates. Vous optimisez et développez les systèmes d'information de gestion existants.

■ **LE CANDIDAT** : Titulaire d'un DECS ou équivalent, vous avez une expérience de 2 à 5 ans en cabinet d'audit complétée par un rôle plus opérationnel (du type contrôle de gestion, reporting...) de 1 à 2 années dans un environnement anglo-saxon. Communication, rigueur, rapidité et capacité de travailler sous pression sont des qualités requises. Vous avez une parfaite maîtrise de l'anglais ainsi que des systèmes d'information. Vous vous investissez dans votre travail. La réussite dans ce poste d'importance stratégique vous permettra à terme une évolution dans le groupe.

■ **Merci de contacter notre conseil Elisa DIMITRI** au (1) 42.89.09.17 ou lui envoyer un dossier complet de candidature en mentionnant la référence 1790/EDM à NORMAN PARSONS, 6 rue Paul Baudry, 75008 Paris.



LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT FINANCIER AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS

## McKinsey & Company

Leader mondial du Conseil de Direction Générale  
recherche pour son bureau de Paris

Chargé d'Etudes - h/f

dans le secteur de la Banque pour assister ses consultants dans leurs analyses et réflexions.

- Expérience réussie d'environ 3 à 5 ans dans une banque, dans une institution financière ou dans un cabinet d'études de marché.
- Solide connaissance de l'économie de ce secteur, des principaux acteurs et des marchés bancaires.
- Formation supérieure d'économie ou de gestion (IEP, DEA, DESS ou Sup. de Co ...) et maîtrise parfaite de l'anglais.

Adressez votre candidature (C.V. + lettre de motivation) à  
Isabelle Brault  
McKinsey & Company  
29, rue de Bassano  
75008 Paris

## SECTEUR PUBLIC

Collectivités Territoriales - Ministères

## LES DIRIGEANTS

Direction Générale  
Direction Générale Adjointe - Secrétaire Général

Dans le cadre du regroupement des Laboratoires vétérinaires et du Laboratoire d'analyses et des eaux, le Conseil Général de la Moselle recherche le

## DIRECTEUR du laboratoire central d'analyses

Responsable et maître d'œuvre du regroupement, puis de la gestion technique, financière, scientifique et humaine du Laboratoire, le nouveau Directeur, au-delà des interventions obligatoires, aura à la demande du Conseil Général, à mettre en place des outils d'analyses, de coût et de gestion prévisionnelle en ayant à l'esprit les notions de qualité et de performances.

Docteur Vétérinaire, Docteur en Médecine, Biologiste, ou Pharmacien, vous avez acquis une première expérience sur le terrain, en cabinet ou dans un poste similaire.

Charisme, rigueur, faculté d'anticipation, force de conviction, sont les qualités qui vous seront nécessaires pour assumer votre mission.

Merci d'adresser votre dossier à : Nicole Prud'homme-Roger  
COREAD - 223 boulevard Péricre - 75017 Paris

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES COREAD

## DIRECTEUR GENERAL

Notre client est un groupe international fabricant et distribuant des produits de bureau. Sa filiale de distribution, de taille humaine, recherche aujourd'hui son nouveau directeur général. Rattaché à la maison mère en Allemagne, il sera entièrement responsable de l'entité française et de ses résultats, et il s'investira personnellement dans la vente aux comptes clefs et dans le marketing, en développant le chiffre d'affaires en ligne avec les potentialités du marché. Ce challenge s'adresse à un gestionnaire solide, justifiant d'une expérience du management d'un centre de profit et de la ges-

tion de comptes clefs. Il sera mobile pour le suivi de la clientèle partout en France et pour des réunions de travail en Europe, et il aura bien sûr une pratique courante de l'anglais, la connaissance de l'allemand serait un plus. Le niveau de rémunération est motivant pour un candidat de valeur et dépendra en grande partie de ses réalisations. Une voiture de fonction sera fournie. Ecrire à Jürgen MOLLER en précisant la référence R/2430 - PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex Tél. 40.88.79.70.

PA Consulting  
Group  
Creating Business Advantage

Le Monde  
PUBLICITE

Pour passer vos annonces :



44-43-76-03  
44-43-76-28

FAX : 44-43-77-32

مكتبة الأمل



## JURISTES

**HSD ERNST & YOUNG**  
Société d'Avocats  
recherche pour son centre de Lyon

### UN AVOCAT ANGLO-SAXON RÉF. LM/01

afin de renforcer son équipe internationale

Au sein d'une équipe d'avocats de plus de quarante personnes en plein développement, vous aurez pour mission d'accompagner les entreprises étrangères dans leurs démarches d'implantation en Rhône-Alpes, de développer l'offre de services en matière juridique à l'intention des sociétés Rhône-Alpes qui travaillent sur les marchés anglo-saxons, et d'être le correspondant des sociétés anglo-saxonnes clientes du cabinet dans le cadre du développement de leurs activités.

Basé à Lyon, vous travaillerez en relation étroite avec les membres de l'équipe internationale d'HSD Ernst & Young rattachés à d'autres bureaux. Avocat inscrit, vous devrez justifier d'une expérience réussie en cabinet de cinq à sept ans, dont trois années au moins dans un cabinet d'avocats établi en France.

### UN FISCALISTE EXPERIMENTE RÉF. LM/02

Diplômé de l'enseignement supérieur, ou ancien élève de l'ENI, vous maîtrisez parfaitement l'anglais et avez acquis une expérience de 4 à 6 ans dans un cabinet ou dans le service fiscal d'une entreprise.

### UN SPECIALISTE EN DROIT SOCIAL RÉF. LM/03

De formation DESS ou DEA en Droit Social, et bilingue anglais, vous avez une expérience de 1 à 3 ans en entreprise ou cabinet.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en indiquant la référence choisie à Valérie CINI - HSD ERNST & YOUNG - Tour Ernst & Young Lyon - 113, boulevard Stalingrad 69626 VILLEURBANNE CEDEX.

**ERNST & YOUNG**

### un Juriste financier

Au sein de notre service de négociation de contrats financiers, vous animerez une équipe de dix personnes spécialisées notamment dans les émissions de warrants et obligations sur le marché international. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'environ 40 ans doté d'une forte compétence dans les domaines cités et d'une étroite managériale réelle. (réf. 78517)

Banque  
internationale de  
premier plan  
recherche, pour

### deux Juristes d'affaires

Il s'agira d'établir et de négocier avec d'importantes sociétés françaises et étrangères ainsi qu'avec leurs conseils juridiques, des contrats de crédits et autres opérations financières.

Agé d'environ 35 ans, de formation supérieure (Bac + 5) maîtrisant parfaitement l'anglais, vous avez su acquérir les compétences requises durant au moins 5 années au sein d'un cabinet juridique spécialisé ou d'une grande banque. (réf. 78511)

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, curriculum vitae et photo) en précisant sur l'enveloppe la référence choisie à COMMUNIQUE - 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

## Juriste d'entreprise

Interlocuteur privilégié de l'ensemble de nos services internes, votre mission vous conduira à répondre à leurs questions en matière juridique, à les conseiller, les informer et les former. Vous jouerez également un rôle important en assistant nos forces commerciales lors de la conclusion des contrats. Enfin, vous assurerez le suivi des contentieux. Pour réussir dans votre mission, vous êtes de formation juridique ou DESS et vous avez impérativement acquis une première expérience dans le bâtiment. Autonomie, rigueur, disponibilité et qualités relationnelles sont des atouts déterminants. Merci d'adresser votre candidature, sous référence 55885, à Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

Notre Direction des Achats  
et des Moyens Généraux  
recherche un

### RESPONSABLE DES ASSURANCES

A 28 ans environ, de formation supérieure de juriste avec une spécialisation en assurances, vous bénéficiez d'une première expérience d'environ 3 ans, idéalement dans le service Assurances d'une grande entreprise.

Dans le cadre du renforcement de notre politique d'auto-assurance, vous aurez pour mission l'identification et l'évaluation des différents risques liés à nos activités, la mise en œuvre des plans de protection inhérents à ces risques, la gestion des polices ainsi que le traitement des sinistres et des litiges.

Pour ce poste, basé à Castres dans le Tarn, la maîtrise de l'anglais et de logiciels de bureautique est obligatoire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + curriculum vitae + photo) sous référence D483 aux LABORATOIRES PIERRE FABRE - DRH Recrutement Cadres - 11 rue Théron Périé 81106 CASTRES Cedex.

Industrie  
Pharmaceutique  
et Cosmétique

Pierre  
Fabre



5500  
personnes  
CA : 5 Milliards

## Juriste

Nantes

La Direction des Achats et des Moyens Généraux de la France Télécom recherche un juriste expérimenté pour le service des assurances. Le candidat devra avoir une formation juridique supérieure (DESS ou DEA) et une première expérience en assurances. Il sera chargé de l'identification et de l'évaluation des différents risques liés à nos activités, de la mise en œuvre des plans de protection inhérents à ces risques, de la gestion des polices ainsi que du traitement des sinistres et des litiges. Pour ce poste, basé à Nantes, la maîtrise de l'anglais et de logiciels de bureautique est obligatoire. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + curriculum vitae + photo) sous référence D483 aux LABORATOIRES PIERRE FABRE - DRH Recrutement Cadres - 11 rue Théron Périé 81106 CASTRES Cedex.

France Télécom

Institution financière spécialisée dans la garantie des financements des PME (100 personnes, 12 délégations régionales), nous étoffons notre service contentieux et cherchons pour notre siège (Paris 1er) un

### CHARGÉ D'ÉTUDES CONTENTIEUX HF

Vous assistez les chargés d'affaires dans le contrôle de la régularité du dossier de garantie, le suivi et la mise à jour des dossiers contentieux en cours.

De formation juridique (Maîtrise en Droit des Affaires) avec de bonnes connaissances comptables et financières, vous avez une première expérience bancaire ou dans un cabinet juridique.

Votre capacité d'investissement, votre rigueur alliées à votre esprit d'équipe et votre sens relationnel sont des gages de réussite.

Ecrire à notre Conseil,  
Marie-Claude TESSIER,  
sous référence 6079



ALEXANDRE TIC S.A.  
14, RUE ROYALE - 75008 PARIS

APAVOU

Implanté à La Réunion, le groupe APAVOU (CA 650 MF) est spécialisé dans la promotion immobilière, le BTP, l'hôtellerie et la communication. Aujourd'hui, pour ses activités de promotion, construction et administration de biens, le groupe recherche un

### Juriste La Réunion

Directement rattaché à la Direction Générale, vous assisterez le groupe pour les questions d'urbanisme en relation avec les municipalités et la O.O.E.

Vous superviserez tous les aspects juridiques des opérations de construction et plus spécialement la réception des travaux.

Agé de 30 ans environ, de formation juridique idéalement complétée par un troisième cycle, vous avez une bonne connaissance et une grande pratique du droit de l'urbanisme, du droit de la construction et du droit immobilier. Une expérience en droit des sociétés et en droit social serait appréciée.

Fin négociateur, doté d'un bon sens relationnel, vous faites preuve de rigueur et de détermination.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (réf. XB 1013LM) à Xavier BIGEARD - NICHOLSON INTERNATIONAL Search & Selection Consultants 126, rue Réaumur - 75002 PARIS. Fax : 42.33.56.35.

NICHOLSON INTERNATIONAL

Institution de financement du développement  
dont le siège est à Paris recherche un :

## JURISTE

pour renforcer son équipe.

Il interviendra dans la mise au point juridique des opérations de financement, prêts et fonds propres, de cette institution et de ses filiales.

Il sera chargé de l'étude juridique et fiscale des montages financiers ainsi que du suivi des dossiers. Il pourra également intervenir dans le cadre de missions générales d'appui juridique et fiscal à l'attention des services de l'entreprise.

Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30/35 ans environ, de formation supérieure (DEA, DESS... etc) justifiant d'au moins 5 ans d'expérience en droit des affaires acquise si possible dans une société de capital risque ou une banque.

La zone géographique couverte par l'activité de l'institution (Afrique, Asie, Etats du Pacifique, Caraïbes) suppose une bonne connaissance de l'anglais et un esprit d'ouverture à l'international.

Envoyer lettre de candidature + CV au :

MONDE Publicité (sous n° 8833)  
133, avenue des Champs-Élysées  
75409 PARIS Cedex 08



## LE MONDE DES CADRES

## Editeur Important

Dictionnaires bilingues recherche

## Lexicographes Francophones et Anglophones

Vous êtes :

- francophones, vous disposez d'une excellente connaissance de la langue anglaise avec un niveau agrégation ou diplôme traducteur-interprète.
- anglophones, vous avez une bonne maîtrise de la langue française et possédez parfaitement la langue anglaise actuelle : néologismes, acceptions nouvelles, faits de culture et de civilisation qui leur sont liés.

Expérience lexicographique et pratique de la micro-informatique souhaitées.

Nous vous remercions d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence 3267 à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui transmettra ou tpe 3615 EUROMES code 3267

3615  
EUROMES

Cabinet Conseil en Ressources Humaines de forte notoriété, nous sommes partenaires depuis de nombreuses années de grandes entreprises françaises et internationales. Notre équipe d'approche directe dispose de méthodes et de moyens efficaces. Pour l'étoffer, nous recherchons une

## ASSISTANTE DE RECHERCHE CONFIRMÉE

Ce poste s'adresse à une candidate ayant acquis une expérience similaire au sein d'un cabinet performant et capable d'apporter une contribution positive à l'ensemble de notre équipe.

Acteur à part entière dans la réussite de nos missions, elle pourra valoriser son diplôme d'études supérieures, ses qualités de contact, de créativité et de rigueur.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV à ETAP - 71, rue d'Auteuil - 75016 PARIS, sous réf. 1500.

etap



Dans le cadre de son évolution, le M.G.E.N. crée la fonction de

## DIRECTEUR ADJOINT AU SECRETAIRE GENERAL

RESPONSABLE DE LA REGLEMENTATION TECHNIQUE  
Sécurité Sociale et Mutualité

Agé d'environ 35 ans, de formation supérieure (maîtrise de droit ou équivalent), vous avez une expérience significative dans ces domaines pour gérer et assurer les missions qui vous seront confiées. Vous coordonnerez les activités liées à des réglementations (application et évolution) et vous serez appelé à participer aux relations avec divers organismes extérieurs. Vous aurez à encadrer un service de 12 personnes et à animer une équipe d'environ 25 personnes. Lieu de travail : PARIS 15ème.

Envoyer CV détaillé, lettre manuscrite et prétentions (Réf. 2108) à notre conseil, PL Consultants 18/20, rue Claude Tillier - 75012 PARIS.

## ASSOCIATION HUMANITAIRE

recherche un

## CHARGE DE COMMUNICATION

Sous l'autorité du responsable du service communication, il aura la charge :

- des relations avec la presse et les régies
- du secrétariat de rédaction du bulletin
- de l'élaboration des outils de communication en collaboration avec l'agence conseil.

Vous avez : 28 - 32 ans environ et une formation supérieure (BSC, Sciences Po) ; au moins deux ans d'expérience réussie en agence ou poste similaire ; une forte motivation humanitaire, une bonne capacité rédactionnelle et de l'autonomie ; un grand sens du contact.

Envoyer CV, lettre manuscrite et photo (sous référence CCLM) à : EUROPACT : 44 rue de la Paroisse, 78000 VERSAILLES

## Le transport

## "moteur de notre évolution"

Groupe leader de la Distribution, à vocation européenne, nous représentons une force économique en constant développement. Dans le contexte d'un renforcement de nos structures, nous souhaitons pourvoir la fonction de

## RESPONSABLE TRANSPORT FRANCE

Vous dépendrez de la Direction de notre filiale et serez assisté d'une petite équipe. Votre mission consistera à :

- maîtriser l'existant et optimiser les structures et les coûts en véritable coordinateur de l'ensemble de nos sites repartis au plan national
- participer activement à l'évolution du transport et de tout ce qui peut concourir à l'innovation de nos méthodes et moyens en véritable force de proposition.

A 35 ans environ, de formation supérieure (Ingénieur, Sup de Co...) vous pouvez faire état d'une solide maîtrise de votre spécialité. Vous êtes parfaitement au fait des innovations techniques et informatiques. Vous êtes familiarisé avec la législation du transport. Nous apprécierons vos capacités d'homme d'action et de réflexion dans votre domaine, alliées à un réalisme développé. Homme d'écoute et de dialogue, vous saurez vous imposer par votre sens de l'efficacité et de la rentabilité en véritable "conseil interne", tout en cultivant la modestie.

Vous disposerez de moyens importants. Vous pourrez exprimer vos compétences. Ce poste peut constituer une étape capitale dans votre vie professionnelle.

Ce poste est basé en région parisienne.

Adresser votre candidature s/référence N418 à  
EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex  
qui fera suivre en toute discrétion.

## 3M Innovation

## Conseil en communication interne

Au sein du département Communication interne et institutionnelle, vous serez chargé de la réalisation des supports existants, la mise en œuvre de nouveaux médias, l'animation d'un réseau de correspondants et assurerez un rôle de conseil auprès des organisations opérationnelles comme fonctionnelles, locales comme européennes. A 25/30 ans, vous avez au minimum 2 ans d'expérience en communication interne en entreprise. Réf. CSCF.

## Responsable relations presse

Chargé de la collecte, de l'actualisation et de la validation de l'information en interne, vous serez responsable de sa diffusion auprès des journalistes de la presse locale, économique et sociale. Au sein de la direction de la Communication, vous serez rattaché au responsable de la Communication institutionnelle et travaillerez avec vos homologues européens pour harmoniser la politique des relations avec la presse.

A 25/30 ans, vous avez au minimum 3 ans d'expérience dans le domaine du journalisme et possédez une bonne connaissance du milieu de la presse. Réf. CSRP.

Pour ces deux postes une formation supérieure en communication et une maîtrise parfaite de l'anglais sont indispensables. Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions, sous réf. choisie, à 3M France, département Ressources humaines, Christian SALON, bd de l'Oise, 93006 Cergy-Pontoise Cedex.

Présente dans le monde entier, la division Electricité et Nucléaire de SPIE BATIGNOLLES répond à la demande d'ingénierie et d'installations électriques sous toutes ses formes et à tous les stades. Elle met en œuvre ses compétences dans les domaines de l'énergie, du transport, de l'industrie et du tertiaire. Pour soutenir son développement, elle recherche un :

## Responsable communication interne

Rattaché à la Direction des Ressources Humaines, vous élaborerez et mettez en œuvre la politique de communication interne de la division (7 500 personnes en France et à l'étranger).

A l'écoute des collaborateurs que vous savez informer, mobiliser, fédérer et consoler des enjeux stratégiques de l'entreprise, vous définirez un plan d'action cohérent en concertation avec le comité de direction et les responsables opérationnels.

Vous animez et coordonnez un réseau de chargés de communication et participez à la réalisation des différents outils (magazines, vidéos...) en faisant preuve de créativité.

De formation supérieure, vous maîtrisez l'anglais et justifiez d'une expérience significative de la communication interne en entreprise ou en agence.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV), sous réf. DEN9438, à Sophie GUENOT - SPIE BATIGNOLLES - Parc Saint Christophe Pôle Vinci - 95863 CERGY PONTOISE CEDEX.

Organisation Agricole Nationale  
recherche un

## DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

Cette personne devra prendre en charge, sous la responsabilité directe du Directeur et en liaison avec le Président, l'ensemble de la communication de l'organisation en mettant en valeur l'image du produit de l'organisation et de ses membres auprès de publics divers.

Elle propose le plan de communication en cohérence avec la stratégie de l'organisation.

Elle participe aux opérations de lobbying et à toute action (colloque, congrès, etc...) de communication à l'initiative des services.

Elle connaît l'ensemble des métiers liés à la communication (notamment l'édition).

Poste situé à PAU.

Candidatures à adresser au MONDE Publicité (sous n° 8844)  
133, avenue des Champs Elysées - 75409 PARIS Cedex 08L Y O N  
Organisation Internationale recrute un  
Traducteur

de langue maternelle espagnole pour un contrat à durée déterminée d'un an.

Vous serez chargé de traduire en espagnol des textes rédigés en français ou en anglais.

Pour ce poste, un niveau universitaire est requis ainsi qu'une parfaite maîtrise de l'espagnol et une connaissance approfondie de l'anglais et du français. Expérience souhaitée.

Merci d'adresser lettre + CV + photo et rémunération actuelle, sous réf. 649, à Media System, 55 place de la République, 69002 Lyon, qui transmettra.

Le Monde  
PUBLICITE

Pour passer vos annonces :

44-43-76-03

44-43-76-28

FAX : 44-43-77-32

Les équipes du Groupe TAILLANDIER vous présentent  
leurs meilleurs vœux et sont heureuses de vous annoncer leurs nouvelles adresses à Paris et Toulouse :TAILLANDIER CONSEIL  
34 rue de Ponthieu 75008 PARIS - Tél : 53 83 99 99 Fax : 42 56 05 14TAILLANDIER MIDI PYRENEES  
88 allées Jean Jaurès 31000 TOULOUSE - Tél : 61 99 79 99 Fax : 61 99 79 97CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES  
PARIS - BORDEAUX - TOULOUSE - LYON - LORIENT - CARAIBES

مكتبة العالم

LE DÉVELOPPEMENT

INGENIEUR  
COMMERCIAL

MF

INGENIEUR COMMERCIAL

C'est pour trouver, c'est  
proposer un emploi, c'est  
c'est le Monde Int  
c'est avec le nouveau

# LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

Marketing et encadrement commercial



MÉTAL DÉPLOYÉ  
Département  
électrotechnique

## INGÉNIEUR COMMERCIAL

Nous lançons une nouvelle gamme de démarreurs électroniques et variateurs de vitesse pour moteurs industriels.

Dans ce cadre, nous souhaitons intégrer un INGÉNIEUR COMMERCIAL ayant 3 à 10 ans d'expérience, possédant de bonnes connaissances en électronique de puissance et une expérience de négociateur de produits techniques.

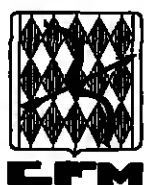
Basé en Bourgogne, ce poste, très autonome au sein d'une petite équipe, implique de nombreux déplacements en France et des missions à l'étranger.

Vous dialoguez aisément en anglais et/ou en allemand.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. PHS/LM, à : M.E. PARTNERS - 54 rue du Faubourg Saint Honoré - 75008 PARIS. Totale confidentialité.



PARIS • LILLE • BARCELONE • LYON • REIMS



## Conseillers de Clientèle Afrique et Europe

CRÉDIT FONCIER DE MONACO

premier groupe

bancaire

mondiasque,

filiale de la

banque INDOSUEZ,

nous recherchons,

dans le cadre

de notre

développement :

Au sein de nos Directions de clientèle privée internationale, ces commerciaux confirmés auront pour mission le développement et le suivi de la clientèle des zones qui leur seront confiées en Afrique et en Europe. A leur goût pour l'action de terrain et les déplacements à l'étranger s'ajoutent une parfaite connaissance des produits financiers et la pratique du conseil en gestion de patrimoine.

Ces postes s'adressent à des candidats de 30/35 ans environ, justifiant d'une formation supérieure (bac + 4 minimum) et de plusieurs années d'expérience acquise dans le secteur bancaire, auprès d'une clientèle privée internationale de haut niveau.

La pratique courante des langues étrangères est impérative : anglais et allemand ou italien selon le poste à pourvoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, en précisant la référence I18/NM et la zone qui vous intéresse, au service du personnel, Crédit Foncier de Monaco, BP 499, 11 bd Albert I<sup>er</sup>, 98012 Monaco Cedex.



Capitalisant un savoir-faire acquis depuis plus de 10 ans dans les domaines des technologies nouvelles (génie logiciel, réseaux et télécommunications, traitement de l'image, électronique numérique temps réel, S.I.A.D.), notre société offre des services, des systèmes et des produits avancés en informatique. Pour assurer notre croissance (30 % par an), nous créons un poste d'.

## Ingénieur Commercial

Au sein de notre Direction Ile-de-France, vous serez chargé :

- de développer l'activité commerciale plus particulièrement dans les domaines Client-Serveur et S.I.A.D. auprès de groupes importants dans les milieux tertiaire, para-public et industriel,
  - d'élaborer des stratégies clients et des offres techniques complexes,
  - de participer à la définition des axes de développement commercial de la région Ile-de-France.
- Pour ce poste susceptible d'évoluer vers des responsabilités de management, nous recherchons un collaborateur confirmé, Ingénieur de formation, vous possédant une première expérience technique, Client-Serveur, Systèmes d'aide à la décision et une expérience commerciale acquise en SSII.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. REN12 à notre conseil KP Consultants, 87 rue de la Saussière 92100 Boulogne.

## DU SAVOIR FAIRE AU SAVOIR VENDRE !

Leader dans son domaine sur le marché de la manutention recherche dans le cadre de son développement un

## INGENIEUR COMMERCIAL H/F TOURS

Agé de 30 à 35 ans, vous avez une formation d'ingénieur électrotechnique ou équivalent. Vous pouvez justifier d'une expérience similaire d'au moins 3 ans, dans un poste à vocation à la fois technique et commerciale.

La pratique de l'anglais est indispensable et la connaissance de l'allemand serait un plus. Votre mission complète et enrichissante ira de l'implication dans l'élaboration technique des nouveaux produits à leur commercialisation tant en France qu'à l'étranger.

Vous possédez de bonnes compétences techniques qui alliées à votre dynamisme et à votre esprit d'entreprise vous permettent de correspondre au profil recherché. Ce poste demande une grande autonomie et le sens de l'organisation qui vous seront utiles pour les nombreux déplacements que vous aurez à effectuer.

Envoyer lettre de motivation et CV sous référence 94/37/1551 à notre conseil Nathalie CATOIRE, DL CONSEILS, 1 rue Grégoire, BP 1522, 37015 TOURS cedex.



## BOURGOGNE

## Agro-Fournitures

## JEUNE INGENIEUR DES VENTES

Une société leader (CA 4 milliards), rattachée à un Groupe industriel français de tout premier plan, recherche un Ingénieur des Ventes.

Ingénieur agronome (ou ESC ayant une connaissance significative du monde agricole), il aura des talents de négociateur, des qualités d'initiative et d'autonomie, la volonté de réussir dans la fonction commerciale.

Sur son secteur géographique, après accord sur les objectifs (parts de marché et marges par client et par produit), il sera responsable de leur réalisation.

Il gèrera son budget commercial, analysera et communiquera toutes informations utiles (professionnelles, techniques et commerciales), assurera les actions de promotion (essais techniques, formation des distributeurs, participation à des manifestations régionales, liaisons avec les organismes officiels) ainsi que le suivi des ventes (réglement, livraisons, qualité...).

Poste complexe et formateur pour un candidat désireux de s'insérer en profondeur dans le milieu local.

Ecrire sous réf.  
01A-2279.4M  
Discrétion absolue



71, rue d'Auteuil  
75016 Paris

C'est pour trouver, c'est aussi pour  
proposer un emploi, c'est le 10 janvier\*  
c'est le Monde Initiatives  
c'est avec le nouveau Monde



\* daté 11 janvier

Pour agir et pour réfléchir

## GRAND GROUPE DE PRESSE RECHERCHE

## UN CHEF DE PUBLICITÉ POUR SON TITRE LEADER :

Profil :  
Ecole de commerce

Expérience :  
2 ans en tant que commercial agence ou chef de produit annonceur ou commercial support.

Bonne connaissance du marché publicitaire et en particulier du secteur automobile.

Envoyer lettre de motivation et CV au : MONDE Publicité (sous n° 8836)  
133, avenue des Champs-Élysées - 75409 PARIS Cedex



## VIE DES ENTREPRISES

En association avec l'assureur Norwich Union

## Le groupe Virgin se lance dans la commercialisation de produits d'épargne

Habitué des coups d'éclat médiatiques, Richard Branson, président et fondateur de Virgin, vient d'annoncer son arrivée sur le marché des produits financiers. Présent dans le transport aérien via sa compagnie Virgin Atlantic, dans la distribution de disques, cassettes vidéo et autres jeux électroniques, avec ses célèbres « Mégastores », et enfin dans le tourisme avec Voyager Investments, ce groupe bétéroclite, fort de ses 7,5 milliards de francs de chiffre d'affaires, vient de conclure un accord avec le très sérieux assureur britannique Norwich Union.

Les deux partenaires vont fonder à parts égales le Virgin Direct Personal Financial Service. Si les autorités de marché donnent leur accord, la nouvelle société va commercialiser par téléphone, dès le mois de février, un fonds d'épargne en actions. D'autres produits financiers devraient suivre à partir de septembre, toujours conçus et gérés par Norwich Union.

Comme lors de ses alliances dans l'informatique – avec ACL – ou dans le transport aérien – avec Delta Air Lines –, Richard Branson, surnommé par la presse britannique le « hippy capitaliste », ne cherche pas avec celle-ci à acquérir de nouvelles compétences techniques. La gestion et la mise au point des produits financiers seront assurées par Norwich Union. Virgin apporte sa compétence dans la distribution commerciale, la promotion et le marketing.

En 27 ans de « coups » plus ou moins réussis, M. Branson a toujours cherché à innover en matière de distribution commerciale et de services. Avec des structures très légères – 60 à 70 salariés au départ –, la nouvelle société compte vendre ses produits de placement

avec des frais de commission très nettement inférieurs à ceux du marché. « Nous garantissons que si nos produits étaient lancés aujourd'hui, ils seraient les moins chers du marché, et de loin », explique-t-on chez Virgin. « L'industrie de la finance fonctionne actuellement selon des méthodes du XIX<sup>e</sup> siècle ».

## Objectif : 10 à 15 % du marché britannique

M. Branson tente de reproduire, en matière d'épargne et de retraite, le succès de la banque et de l'assurance par téléphone en Grande-Bretagne. First Direct, la filiale de banque par téléphone de la Midland Bank, possède un demi-million de clients. Direct Line détient de son côté 10 % du marché de l'assurance automobile des particuliers outre-Manche. D'autres distributeurs ont l'intention aussi de vendre des produits d'épargne. C'est le cas de la chaîne de grands magasins Marks

& Spencer, qui met en place un réseau de conseillers financiers dans ses établissements. Le groupe Virgin se donne l'objectif de conquérir dans les trois ans 10 % à 15 % du marché anglais. Fanfaronnade ou ambition sérieuse ? Virgin n'a pas que des succès à son actif. En 1968, la presse britannique était tombée sous le charme d'un jeune prodige de 17 ans, Richard Branson, qui avait lancé un petit journal pour étudiants avec une réussite impressionnante. Les chiffres de ventes étaient truqués... mais le groupe Virgin venait de naître. Depuis, il a connu beaucoup de hauts et quelques bas, comme son introduction en Bourse ratée en 1985 et son retrait de la cote. En novembre 1992, M. Branson a dû se séparer de son fleuron, Virgin Music, cédé à Thorn Emi pour un milliard de dollars. Le groupe a retrouvé depuis une certaine solidité financière et de l'appétit.

E. L.

En difficulté après plusieurs années de croissance rapide

## Zannier cède la marque Kickers à Flavio Briatore

Le groupe Zannier se sépare de Kickers. Le groupe, leader européen de la distribution de vêtements pour enfants (Igles Z, Absorba et Floriane), cède la célèbre marque de chaussures pour adolescents à l'italien Flavio Briatore, directeur de l'écurie de Formule 1 Benetton-Ford. Cette cession, qui aura, selon le groupe, « un impact positif non déterminable actuellement sur les résultats exceptionnels de 1994 », vient

clôre une année difficile pour un groupe textile qui a épuisé, en fin d'année, ses réserves, et dont le statut de PME artisanale au rang de grand de la distribution spécialisée.

Pour Zannier, 1994 avait pourtant commencé en fanfare, avec une augmentation de capital aisément souscrite en janvier et un passage, réussi, en juillet au règlement mensuel de la Bourse de Paris. Les dévaluations de la lire et de la peseta, l'atonie du marché français de l'habillement (– 4 % de janvier à novembre, malgré des mois d'été et de septembre plus favorables grâce à l'allocation de rentrée scolaire) et en raison des succès initiaux. Malgré la bonne tenue de Floriane, spécialisée dans le haut de gamme avec des licences Babar ou Tintin, le groupe de Roger Zannier a vu ses ventes reculer de 3,45 % sur neuf mois à 1,59 milliard de francs et, surtout, son bénéfice net tomber à 2,2 millions au premier semestre, contre 16,2 pour les six premiers mois de 1993.

Pour redresser une confiance ébranlée, notamment en Bourse où le titre était chahuté, Roger Zannier a donc choisi de se défaire de Kickers, marque acquise il y a six ans, à la fabrication entièrement sous-traitée en Vendée, et qui lui rapportait 20 millions de francs de royalties par an, selon M<sup>re</sup> Gabriel Clause, avocat du groupe. Au printemps 1994 encore, il signait une nouvelle licence avec le britannique Pentland, pour l'exploitation de la marque aux États-Unis.

Pour redresser la barre, Roger Zannier a en tendra-t-il ? Ou bien choisira-t-il, comme certains professionnels le pressentent, de se rapprocher du géant italien de la famille, comme le donne à penser le choix du reprenneur de Kickers ?

P.-A. G.

## EN BREF

Siemens prévoit de renforcer sa présence en Chine et en Asie. – Le groupe allemand Siemens prévoit de créer trente sociétés conjointes supplémentaires en Chine, contre 20 actuellement, et de réaliser dans ce pays un chiffre d'affaires de 10 milliards de dollars (5,4 milliards de francs) et des investissements à hauteur d'un milliard de dollars (5,4 milliards de francs) d'ici à l'an 2000, a indiqué la firme lundi 2 janvier. Dans la zone Asie-Pacifique, le groupe électrotechnique allemand table sur un chiffre d'affaires de 15 milliards de dollars en l'an 2000, a précisé Siemens.

NEC baisse le prix de ses micro-ordinateurs de 40 %. – Le groupe japonais NEC a annoncé la mise en vente de micro-ordinateurs à un prix de quelque 100 000 yens (environ 5000 francs), soit 40 % moins cher que ses prix actuels les plus bas. Le groupe, qui contrôle plus de la moitié du marché japonais, souffre de la concurrence nationale et internationale.

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## BREVETS

MOLNLYCKE et PROCTER & GAMBLE mettent fin à leurs différends – Molnlycke, filiale du groupe forestier suédois Svenska Cellulosa (SCA), et le géant américain de produits diversifiés de consommation Procter & Gamble ont conclu un accord à l'amiable pour le règlement de toutes les querelles de brevets en cours, a annoncé, lundi 2 janvier, SCA. Depuis des années, les deux parties s'accusaient de violation réciproque de brevets dans les couches-culottes, où leurs marques respectives (Pseudocoupe pour le suédois, Pampers pour l'américain) se livrent une guerre sans merci, et multipliaient leurs actions en justice. Selon l'accord, les deux parties retirent leurs plaintes respectives et se cèdent mutuellement les licences de certains brevets. Molnlycke va également recevoir une somme d'argent, dont le montant, faible semble-t-il, n'a pas été précisé par les deux parties.

## PAPIER

VIAG confirme son intention de céder sa participation dans le papeterier PWA. – Le conglomérat allemand VIAG AG veut céder la participation de 43 % environ qu'il détient dans le producteur de papier PWA Papierwerke Waldhof-Aschaffenburg AG, a confirmé Georg Obermeier, président désigné de VIAG, dans un entretien avec le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung. « Un partenariat européen » serait la solution la plus intéressante pour PWA, a-t-il ajouté. PWA a accusé une perte de 240 millions de marks (\$28 millions de francs) en 1993, pour un chiffre d'affaires de 3,9 milliards de marks. La société s'attendait à un exercice à nouveau bénéficiaire en 1994.

## REPLI

JARDINE entame son transfert de Hongkong à Singapour. – Jardine Matheson Holdings, la plus ancienne maison de commerce de Hongkong, a cessé vendredi 30 décembre d'être cotée à la Bourse de Hongkong, conformément à la décision prise par le groupe en mars de se replier sur Singapour. Cette décision a été bien accueillie dans la ville-Etat, car elle vient renforcer la croyance que Singapour pourrait devenir la nouvelle place financière de la région Asie-Pacifique. Le centre de cotation primaire de Jardine est la Bourse de Londres, mais la firme de Hongkong dispose également de cotations secondaires à Singapour, en Australie et à Luxembourg. A l'heure actuelle, Jardine est la septième plus grande société cotée à la Bourse de Singapour, avec une capitalisation de 7,3 milliards de dollars de Singapour (26,2 milliards de francs).

## SOCIAL

COMATEC : grève du personnel de nettoyage à l'aéroport 2 de l'aéroport de Roissy. – Les salariés de la COMATEC, chargée du nettoyage des terminaux A et B de l'aéroport 2 de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, sont en grève depuis mercredi 27 décembre. Les grévistes refusent que l'organisation du travail puisse être modifiée, comme le souhaite la COMATEC, « en fonction de l'évolution des attentes du client ». Selon les grévistes, la COMATEC envisage « une réduction de la masse salariale à grands coups de réorganisations, mutations et suppressions de postes de travail, et un recours massif au travail précaire et intérimaire ».

TRANSPORTS : le syndicat des hôtesses et stewards réclame une licence européenne unique. – Le Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC), qui regroupe les hôtesses et stewards, a réclamé, lundi 2 janvier, dans un communiqué, « la création d'une licence unique pour les équipages de cabine ». Il n'est pas acceptable qu'une concurrence commerciale exacerbée s'exerce sans la garde-fou vital de normes draconiennes en matière de qualification des personnels chargés de la sécurité des passagers », estime le syndicat.

Préparez vos voyages

3615 LEMONDE

## MARCHÉS FINANCIERS

## Bilan 1994 contrasté pour les Bourses asiatiques

Les Bourses asiatiques ont surmonté en 1994 une crise de croissance, qui s'est traduite par une hausse sensible de la capitalisation boursière de la plupart des places, grâce à l'allègement des restrictions imposées aux investissements étrangers et aux privatisations. Peu de Bourses en revanche, à l'exception de Tokyo, Taipei et Séoul, ont échappé à la chute des indices, en raison de la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis et dans le reste du monde.

La capitalisation de la plupart des places a fortement augmenté, à l'exception de la Bourse de Hongkong, qui a connu une baisse de 29,3 %, mais aussi de celle de Kuala Lumpur (– 18,2 %), Sydney (– 6,6 %) et Bangkok (– 0,5 %). Figurent en revanche parmi les plus fortes progressions en termes de capitalisation Djakarta (48,2 %), Manille (27,4 %), Séoul (19,4 %), Shanghai (17,7 %), Taipei (12,1 %) et Singapour (10,7 %), tandis que la place de Tokyo enregistrait une hausse de 9,1 % de sa première section (les 225 valeurs qui composent l'indice Nikkei).

Toutefois, la hausse des taux d'intérêt, aux États-Unis comme dans le reste du monde, a désorienté complètement certaines places, à l'image de celle de Hongkong, où l'indice Hang Seng a perdu 31,1 % en un an, en dépit des prévisions optimistes effectuées en début d'année et selon lesquelles il multiplierait ses gains par deux.

Sydney n'a pas été épargnée : la place australienne a souffert de la hausse des taux décidée par les autorités afin de lutter contre l'inflation, celle-ci faisant perdre des milliards de dollars aux actions cotées. « Le fait le plus marquant de l'année a été le renversement de tendance des taux, en raison des inquiétudes portant sur les risques d'inflation », a indiqué David Perry, opérateur chez Austock Brokers.

A Tokyo, l'indice Nikkei a, en revanche, enregistré un gain de 13,2 % et l'indice Topix, une avance de 8,3 %. « On peut dire que 1994 a été une bonne année », a commenté un opérateur d'une maison de titres japonaise, ajoutant que le volume tenu des échanges a malgré tout entamé les gains des sociétés de courtage japonaises.

La capitalisation de la place de Djakarta a da son côté progressé de 49 %.

à 51,7 milliards de dollars, avec l'arrivée de 47 nouvelles valeurs, contre 17 au cours de l'année précédente. Le directeur de la Bourse de Djakarta, Hassan Zain Mahmud, a indiqué qu'il attendait une nouvelle hausse en 1995 grâce à l'informatisation des échanges, qui devrait être opérationnelle avant avril et entraîner un doublement des transactions et de la capitalisation.

Kuala Lumpur a baissé de 23,8 % pour l'indice et de 18,2 % pour la capitalisation, alors que la tendance haussière l'avait amenée un an auparavant à la troisième place en termes de taille, derrière Tokyo et Hongkong. Autre place en déclin, Manille, victime de la hausse des taux et du renchérissement du peso. Selon les analystes, la Bourse philippine a traversé une période de consolidation en 1994, après une hausse vertigineuse de 154 % un an plus tôt, lorsqu'elle réalisait le troisième meilleur performance mondiale. La Bourse a connu un important virage en mars avec l'unification des Bourses de Manille et de Makati, qui totalent les mêmes valeurs à des cours différents depuis trente et un ans.

A Hongkong, la place a souffert de la hausse des taux, qui a mis la pression sur les valeurs immobilières, ainsi que de la décision de l'une de ses plus enclaves, maisons de commerce, Jardine Matheson, de quitter la place, et de l'incertitude politique continue sur le retour du territoire à la souveraineté chinoise en 1997. Le marché a cependant bénéficié de l'arrivée de six nouvelles entreprises publiques chinoises, ce qui porte leur total à 15.

Le plus grand centre financier émergent de Chine, Shanghai, a cédé du terrain en 1994, en grande partie à cause des efforts des responsables de la place pour contrecarrer la spéculation rampante. A la fin de l'année, l'indice composite avait perdu 22 % malgré la hausse de 7,7 % de la capitalisation.

Dans le sous-continent indien, la confiance des investisseurs a été mise à mal, entraînant la baisse de la Bourse de Bombay, tandis que l'incertitude politique au second semestre empêchait le démarrage de la Bourse de Colombo et que la violence affectait la place de Karachi. – (AFP)

## Marchés clos

Tous les marchés financiers et boursiers de Paris, Londres et New-York ont fermé lundi 2 janvier en raison des fêtes du Nouvel An.

## TOKYO, 3 janvier Clos

Tous les marchés financiers et boursiers ont fermé mardi 3 janvier en raison des fêtes de fin d'année.

## CHANGES

Dollar : 5,3390 ↓

En raison des fêtes de fin d'année, les marchés des changes de Paris, Londres, Tokyo et New-York étaient clos lundi 2 janvier. Sur le marché de Francfort, le dollar cotait en début de matinée 5,3390 francs contre 5,3610 francs vendredi.

FRANCFORT 30 déc. 2 jan.  
Dollar (en DM) 1,5500 1,5485  
Tokyo 30 déc. 2 jan.  
Dollar (en yen) 98,83 98,83

## MARCHÉ MONÉTAIRE (offres privées)

Paris (2 jan.) 5 1/2 %  
New-York (30 déc.) 5 1/2 %

## BOURSES

PARIS 30 déc. 2 jan.  
(SSE, base 2000 : 31-12-97)  
Indice CAC 40 1.881,15 clos  
(SSE, base 2000 : 31-12-97)  
Indice SBF 120 1.287,83 clos  
Indice SBF 250 1.289,64 clos

NEW-YORK (indice Dow Jones) 30 déc. 2 jan.  
Indice 3834,41 3834,41 clos

LONDRES (indice Financial Times) 30 déc. 2 jan.  
100 valeurs 3.065,59 3.065,59 clos  
30 valeurs 2.360,90 2.360,90 clos

FRANCFORT 30 déc. 2 jan.  
Dax 2.065,58 2.065,58 clos

TOKYO 30 déc. 3 jan.  
Nikkei Dow Jones 19.723,06 19.723,06 clos  
Indice général 1.539,89 1.539,89 clos

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E.U.	5,3660	5,3670	5,3623	5,3643
Yen (100)	5,3574	5,3586	5,4084	5,4120
Ren	6,5486	6,5523	6,5496	6,5545
Deutschmark	3,4452	3,4482	3,4532	3,4574
Franc suisse	4,0781	4,0820	4,0870	4,1028
Livre italienne (1000)	3,3857	3,3884	3,3851	3,3871
Livre sterling	8,3752	8,3822	8,3678	8,3770
Peseta (100)	4,0636	4,0675	4,0578	4,0631

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E.U.	5 1/16	5 1/16	6 3/8	6 1/2	6 7/8	7
Yen (100)	2 3/16	2 5/16	2 1/4	2 3/8	2 5/16	2 7/16
Ren	5 1/16	5 1/16	6 1/4	6 3/8	6 9/16	6 11/16
Deutschmark	5	5 1/8	5 1/8	5 1/4	5 3/8	5 1/2
Franc suisse	3 1/16	3 1/16	4 1/16	4 3/16	4 5/16	4 7/16
Livre italienne (1000)	8 5/16	8 5/16	8 7/8	9 1/8	9 5/8	9 7/8
Livre sterling	12	12	6 5/8	6 7/8	7 1/16	7 3/16
Peseta (100)	8	8 1/4	8 5/8	8 7/8	9 3/16	9 7/16
Franc français	5 1/16	5 1/16	6 1/16	6 3/16	6 1/2	6 5/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 44-43-76-40

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-30-10  
Téléc : 251.211F

Édité par la SA Le Monde  
Société anonyme  
avec direction et conseil de surveillance  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F

Principaux actionnaires de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Béuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
Jean-Marie Colombani,  
président du conseil.

Imprimerie  
du « Monde »  
12, r. M.-Gautier  
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux et publications,  
n° 57 437, ISSN : 0395-2017  
Reproduction journalière de tout article  
sans accord avec l'administration  
PRINTED IN FRANCE  
Le Monde sur CDROM : (1) 43-47-66-71  
Microfilm : (1) 40-65-25-33

Le Monde  
PUBLICITE

Président-directeur général :  
Jean-Marie Colombani  
Directeur général : Gérard Mordac  
Membre du comité de direction :  
Dominique Alduy  
Gilles Peyron  
133, rue des Champs-Élysées  
75009 PARIS CEDEX 08  
Tél. : (1) 44-43-76-40  
Téléc : 44-43-77-30  
Société filiale  
de la SA Le Monde et de Média et Média Europe SA.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE  
Le Monde - Documentation  
36-17 LMONDE ou 36-29-04-66

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Béuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.  
Tél. : (1) 40-65-30-30 (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE- LUXEMBOURG-PAYS-BAS	Voie normale y compris CEE avion
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 066 F	2 960 F

Pour les autres pays, nous consulter.

Vous pouvez payer par prélèvements mensuels.  
Se renseigner auprès du service abonnements.

ÉTRANGER : par voie aérienne, tarif sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LE MONDE, code d'accès ABO

« LE MONDE » (ISSN : 0395-2017) is published daily for \$ 82 per year by « LE MONDE » 1, place Hubert-Béuve-Méry  
94852 Ivry-sur-Seine France, second class postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices.

POSTMASTER : Send address changes to LMS of NY Box 1518, Champlain N.Y. 12919 - USA.

Pour les abonnements envoyez aux USA  
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 330 Reddy Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451 - 293 USA  
Tel. : 800-628-3083

Changements d'adresse : merci de transmettre votre demande deux semaines avant votre  
départ en indiquant votre numéro d'abonné.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

مكتبة العالم



## BOURSE DE PARIS DU 3 JANVIER

**Cours relevés à 11 h 15**  
**CAC 40 : +0.17 % (1884.27)**

# Comptant (sélection)

VALEURS	% du nom	% du capital	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
<b>Obligations</b>			<b>Obligations</b>			<b>Obligations</b>			<b>Obligations</b>		
BCE 95-10-01	100,00	1,570	Dashley	955	—	A.E.R. AG	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Edis West	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,03
CEPAC 95-10-01	100,00	1,432	Enxtec Leaders	955	—	Actemium's C.	900	—	Actemium's C.	3433,03	3433,0

Marché des Changes										Marché libre de l'or			LA BOURSE SUR MINUTE		Matif (Marché à terme international de France) 30 décembre 1994																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																
Cours indicatifs					Cours prix.		Cours 30/12		Cours des billets achat		Cours des billets vente		Monnaies et devises		Cours 30/12		NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 49 467																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																														
CAC 40 A TERME Volume : 46 863										PUBLICITÉ FINANCIÈRE ☎ 44-43-76-26					Cours					Mars 95					Juin 95					Sept. 95					Cours					Janvier 95					Février 95					Déc. 94																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																													
Eats Unis (1 unit.)										5,5785					5,5460					5,15					5,75					Dr de Jable en bureau					6200					6200					Dr fin (en franc)					6200					6200					Napoleon (200)					382					380					Pices 1/100					400					400					Pices 1/200					385					375					Pices 1/500					385					385					Pices 1/1000					2500					2500					Pices 1/2000					1250					1250					Pices 1/5000					250					250					Pices 1/10000					250					250					Pices 1/20000					250					250					Pices 1/50000					250					250					Pices 1/100000					250					250					Pices 1/200000					250					250					Pices 1/500000					250					250					Pices 1/1000000					250					250					Pices 1/2000000					250					250					Pices 1/5000000					250					250					Pices 1/10000000					250					250					Pices 1/20000000					250					250					Pices 1/50000000					250					250					Pices 1/100000000					250					250					Pices 1/200000000					250					250					Pices 1/500000000					250					250					Pices 1/1000000000					250					250					Pices 1/2000000000					250					250					Pices 1/5000000000					250					250					Pices 1/10000000000					250					250					Pices 1/20000000000					250					250					Pices 1/50000000000					250					250					Pices 1/100000000000					250					250					Pices 1/200000000000					250					250					Pices 1/500000000000					250					250					Pices 1/1000000000000					250					250					Pices 1/2000000000000					250					250					Pices 1/5000000000000					250					250					Pices 1/10000000000000					250					250					Pices 1/20000000000000					250					250					Pices 1/50000000000000					250					250					Pices 1/100000000000000					250					250					Pices 1/200000000000000					250					250					Pices 1/500000000000000					250					250					Pices 1/1000000000000000					250					250					Pices 1/2000000000000000					250					250					Pices 1/5000000000000000					250					250					Pices 1/10000000000000000					250					250					Pices 1/20000000000000000					250					250					Pices 1/50000000000000000					250					250					Pices 1/100000000000000000					250					250					Pices 1/200000000000000000					250					250					Pices 1/500000000000000000					250					250					Pices 1/1000000000000000000					250					250					Pices 1/2000000000000000000					250					250					Pices 1/5000000000000000000					250					250					Pices 1/10000000000000000000					250					250					Pices 1/20000000000000000000					250					250					Pices 1/50000000000000000000					250					250					Pices 1/100000000000000000000					250					250					Pices 1/200000000000000000000					250					250					Pices 1/500000000000000000000					250					250					Pices 1/1000000000000000000000					250					250					Pices 1/2000000000000000000000					250					250					Pices 1/5000000000000000000000					250					250					Pices 1/10000000000000000000000					250					250					Pices 1/20000000000000000000000					250					250					Pices 1/50000000000000000000000					250					250					Pices 1/100000000000000000000000					250					250					Pices 1/200000000000000000000000					250					250					Pices 1/500000000000000000000000					250					250					Pices 1/1000000000000000000000000					250					250					Pices 1/2000000000000000000000000					250					250					Pices 1/5000000000000000000000000					250					250					Pices 1/10000000000000000000000000					250					250					Pices 1/20000000000000000000000000					250					250					Pices 1/50000000000000000000000000					250					250					Pices 1/100000000000000000000000000					250					250					Pices 1/200000000000000000000000000					250					250					Pices 1/500000000000000000000000000					250					250					Pices 1/1000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/2000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/5000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/10000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/20000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/50000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/100000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/200000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/500000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/1000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/2000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/5000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/10000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/20000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/50000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/100000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/200000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/500000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/1000000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/2000000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/5000000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/10000000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/20000000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/50000000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/100000000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/200000000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/500000000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/1000000000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/2000000000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/5000000000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/10000000000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/20000000000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/50000000000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/100000000000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/200000000000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/500000000000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/1000000000000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/2000000000000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/5000000000000000000000000000000000000000					250					250					Pices 1/100					250					250					Pices 1/200					250					250					Pices 1/500					250					250					Pices 1/1000					250					250					Pices 1/2000					250					250					Pices 1/5000					250					250					Pices 1/100					250					250					Pices 1/200					250					250					Pices 1/500					250					250					Pices 1/1000					250					250					Pices 1/2000					250					250					Pices 1/5000					250					250					Pices 1/100					250					250					Pices 1/200					250					250					Pices 1/500					250					250					Pices 1/1000					250					250					Pices 1/2000					250					250					Pices 1/5000					250					250					Pices 1/100					250					250					Pices 1/200					250					250					Pices 1/500					250					250					Pices 1/1000					250					250					Pices 1/2000					250					250					Pices 1/5000					250					250					Pices 1/100					250					250					Pices 1/200					250					250					Pices 1/500					250					250					Pices 1/1000					250					250					Pices 1/2000					250					250					Pices 1/5000					250					250					Pices 1/100					250					250					Pices 1/200					250					250					Pices 1/500					250					250					Pices 1/1000					250					250					Pices 1/2000					250					250					Pices 1/5000					250					250					Pices 1/100					250					250					Pices 1/200					250					250					Pices 1/500					250					250					Pices 1/1000					250					250					Pices 1/2000					250					250					Pices 1/5000					250					250					Pices 1/100					250					250					Pices 1/200					250					250					Pices 1/500					250					250					Pices 1/1000					250					250					Pices 1/2000					250					250					Pices 1/5000					250					250					Pices 1/100					250					250					Pices 1/200					250					250					Pices 1/500					250					250					Pices 1/1000					250					250					Pices 1/2000					250					250					Pices 1/5000					250					250					Pices 1/100					250					250					Pices 1/200					250					250					Pices 1/500					250					250					Pices 1/1000					250					250					Pices 1/2000					250					250					Pices 1/5000					250					250					Pices 1/100					250					250					Pices 1/200					250					250					Pices 1/500				



## CARNET

## Naissances

Catherine, née GOBLOT,  
et Daniel CAHEN, dit NATHAN,  
ont la joie d'annoncer la naissance de

Juliette, Valentine.

vaillant bébé de 360 grammes, le  
26 décembre 1994.

30, rue Demarçay,  
75010 Paris.

## Mariages

- Saïd-Etienne, Marrakech.  
Le 30 décembre 1994.

La famille MANEVAL-BOULLY a  
la joie de vous annoncer la naissance,  
à quarante et un ans, de

Abdelatif MANEVAL.

« Il n'y a de Dieu que Dieu, et  
Mahomet est son prophète. »

Entourés de ses témoins :

Son Altesse royale la princesse Feriel,  
Fouad Filali,  
Aïme-Marie Filali,  
Ali Ali Ouguelte,  
Mohamed Benkiane,  
Ahmed Elouabane,  
Ali El Haj Mohamed,  
El Azaoui Mohamed,  
Aïme Ali,  
Elkassim Abdelkarim,  
Omar Ouchita,  
Zaoui Fatah Ben Faraj.

« Vous qui cropez, quand on vous  
appelle à la prière à un moment d'un  
vendredi, empresses-vous au rappel de  
Dieu. Laissez la toute transaction : le  
meilleur ce sera pour vous, si vous  
sachiez... »

Sourate LXII, le vendredi.

En présence de M<sup>me</sup> :

anne Filali,  
Claudine Dadi,  
Hélène Guitary,  
Marie-Christine Malbert,  
Zineb Ouchita,  
Franci Camus,  
Bouchra Alami,  
Mary Soza,

et de MM :

Michel Laurent,  
Xavier Gerard-Hermes,  
Dominique Potier,  
Nordine Soumnia,  
Bernard Tournon,  
Khalid Sinaïm,  
Abdelhakim El Farnoui,  
Et des habitants du douar Témsek-  
Rine-Altehaï-Ouguelte, km 32 de  
Marrakech-Ouila (Maroc).

« Mekroub : c'est écrit, tout n'est  
pas dit. »

« Remember the future »

Abdelatif Maneval,  
32 Derb-Sana,  
40000 Marrakech-Medina,  
Maroc.

## Décès

- M. René Amphoux,  
son frère,  
MM. Joël, Dominique, Christian,  
Armed Amphoux,  
ses fils,  
M<sup>me</sup> Geneviève Géniaux et Jocelyne  
Graf,  
ses filles.

Leurs familles et les familles  
Amphoux, Lerch, Frémond,  
ont l'honneur de faire part du décès de

docteur André AMPHOUX,  
médecin à Vannes (1935-1974).

survenu le 31 décembre 1994, dans sa  
quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques ont eu lieu à Montpel-  
lier et l'inhumation au cimetière de  
Fréjus, le mardi 3 janvier 1995, dans  
l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Qu'est-ce que l'homme pour que  
tu l'en souviennes ? »

Psautre VIII, 5.

- M. et M<sup>me</sup> François Bonifas,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Michel Bonifas,  
ses enfants et petits-enfants,  
M. Jean Kilian, M<sup>me</sup> Jeane Kilian,  
ses enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Philippe Bonifas  
et leur fille,  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Bonifas  
et leurs enfants,  
Les familles Bonifas, Pfister  
et Poulet,  
Les familles Maluski et Nocher,  
ont la tristesse de faire part du décès de

M. André BONIFAS,  
ancien élève de l'Ecole polytechnique,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918  
et 1939-1945.

leur père, grand-père et arrière-grand-  
père, qui s'est éteint paisiblement, le  
24 décembre 1994, au mas de Crante,  
dans sa quatre-vingt-dix-septième  
année.

- Antibes, Lyon, Paris.  
Villebois (Ain).

M. et M<sup>me</sup> André Chessel,  
ses parents,  
Philippe et Maryse Chessel,  
Marie-Agnès et Philippe Picard,  
ses frères et sœurs,  
Les familles parocet et alliées,  
Et tous ses proches.

font part du décès de

CHRISTIAN,  
Père blanc,

décédé à Tizi-Ouzou, le 27 décembre  
1994, à l'âge de trente-six ans.

La cérémonie religieuse est célébrée  
le mardi 3 janvier 1995, à 14 h 30, en  
l'église de Villebois (Ain).

Condolances sur registres.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons seront recueillis au profit  
de la Société des missionnaires d'Afri-  
que (Pères blancs).

Cet avis tient lieu de faire-part.

(Le Monde du 29 décembre 1994.)

- Jacqueline Dahlan,  
Florence et Simon Elkaïm,  
et leurs enfants, Bejoamio, Alexia et  
Séraphie,  
Simon et Gaby Dahlan,  
leurs enfants et petits-enfants,  
Simon et Rachel Benichimol,  
leurs enfants et petits-enfants,  
Raphaël et Céline Dahlan  
et leurs enfants,  
Mariette Castoriano,  
ont la douleur de faire part du décès de  
leur époux, père, beau-père, grand-père,  
frère, beau-frère,

Elie DAHAN,

survenu le 31 décembre 1994, dans sa  
soixante-douzième année.

Le présent avis tient lieu de faire-  
part.

4, rue de Commaille,  
75007 Paris.

- Daniel Vaux  
Et Paulette Vaux-Fourrière,  
font part du décès de leur mère,

M<sup>me</sup> FOURNERIE,  
née Suzanne Renaud,

survenu le 18 décembre 1994.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-  
mité, le vendredi 23 décembre, à  
Reims.

Résidence Les Jardins de Cythère,  
immeuble Atalante,  
80, avenue du Bois-Cythère,  
06000 Nice.

## CARNET DU MONDE

Télécopieur :

45-66-77-13

Téléphone :

40-65-29-94

40-65-29-96

# BOUTIQUE Christian Dior SOLDES

PRÊT-À-PORTER ET ACCESSOIRES

FÉMININS ET MASCULINS

FOURRURE ET CUIRS

LINGERIE

LINGE DE MAISON

BABY DIOR

CADEAUX

ART DE LA TABLE

DU MERCREDI 4 JANVIER

AU SAMEDI 7 JANVIER 1995

DE 9 H 30 A 18 H 30

32, Avenue Montaigne

PARIS 8<sup>e</sup>

- M<sup>me</sup> Georges Lionnard,  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Barbier-Bouvier,  
M. et M<sup>me</sup> Philippe de Lens  
et leurs enfants,  
ont la tristesse d'annoncer le décès, le  
30 décembre 1994, de

MicHEL HÉBERT,  
conservateur honoraire  
de la Bibliothèque nationale,

survenu dans sa quatre-vingt-dixième  
année.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-  
tion ont eu lieu à Septmonts (Aisne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, rue Rémyilly,  
78000 Versailles.

- M<sup>me</sup> André Labaste,  
Annie Labaste,  
Jacqueline Labaste,  
Maryvonne et Dominique Pihon,  
Mathieu et Juliette,  
ses enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Jean Chaigne,  
M. et M<sup>me</sup> Guy Delaruelle,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Tcherani,  
ses sœurs, beaux-frères et belle-sœur,  
Toute sa famille,  
Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. André LABASTE,  
agréé de l'Université,  
inspecteur général honoraire  
de l'Éducation nationale,  
officier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre du Mérite,  
commandeur des Palmes académiques,

survenu le 26 décembre 1994, à l'âge  
de quatre-vingt-cinq ans.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'inti-  
mité familiale, le 30 décembre 1994,  
en l'église et au cimetière de  
Venles-les-Roses (Seine-Maritime).

10, avenue du Maine,  
75015 Paris.

- Alais Trepozz,  
président du GIC,  
Le conseil d'administration,  
Et l'ensemble des collaborateurs du  
GIC,

ont la tristesse de faire part du décès de

Gérard LAZARD,  
directeur général du GIC,  
président-directeur général  
de GIC Développement,  
Habitat et Finance,  
GIC Gestion,

survenu subitement le 31 décembre  
1994.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
4 janvier 1995, à 10 h 30, en l'église de  
Maillet (Sens).

Elie DAHAN,

survenu le 31 décembre 1994, dans sa  
soixante-douzième année.

Le présent avis tient lieu de faire-  
part.

4, rue de Commaille,  
75007 Paris.

- Frédéric Pascal,  
président du groupe SCIC,  
président de l'Association Droit de cité,  
Et l'ensemble des collaborateurs du  
groupe SCIC,  
ont la douleur de faire part du décès de

Gérard LAZARD,  
délégué général de Droit de cité,  
membre du comité stratégique  
de SCIC SA,

survenu subitement le 31 décembre  
1994.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
4 janvier 1995, à 10 h 30, en l'église de  
Maillet (Sens).

SCIC SA - L'Aurum,  
6, place Abel-Gance,  
92652 Boulogne-Billancourt Cedex.

- Lyon, Caluire.

Nicole et Jean Pasquier,  
Danielle et Victor Gindre,  
Germaine et Georges Payen,  
Philippe Nioget,  
Jacqueline et Jean Rozier,  
Monique et Michel Dugnotte,  
Christiane et Bruno Chaigne,  
Marie-Claude et Dominique Ayrat,  
ses enfants,

surveno subitement le 31 décembre  
1994.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
4 janvier 1995, à 10 h 30, en l'église de  
Maillet (Sens).

Edmond NIOGRET,

survenu le 31 décembre 1994, en son  
domicile, à l'âge de quatre-vingt-dix  
ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le mercredi 4 janvier 1995, à 10 heures,  
en l'église Saint-Clair de Caluire.

L'inhumation aura lieu dans l'inti-  
mité au cimetière de Chenay-le-Châtel  
(Saône-et-Loire).

Ni fleurs ni couronnes.

Dons à ATD-Quant monde.

- Les obsèques de  
M<sup>me</sup> LÉON PEREZ,  
cette Marie Koskas,  
décédée le 1<sup>er</sup> janvier 1995, ont eu lieu  
dans l'intimité familiale.

De la part de  
Roger et Claude Perez,  
Roland et Paulette Allouche,  
Gilbert et Simone Perez,  
Roger et Dora Dolly Tibi,  
Jean-Daniel et Andrée Piskanski,  
ses enfants,  
Lionel, Olivier, Sylvie.

Mare et Sophie,  
Jean-Marc et Anne-Marie,  
Charles, Bernard et Marie-Laurence,  
Julie, Sarah et Eve,  
ses petits-enfants,

Rudy, Stéphane, Laura, Ruben, Elsa,  
Samuel et Alexandre,  
ses arrière-petits-enfants.

Les prières d'usage seront dites  
samedi 4 janvier, à 11 h 45, à l'Orato-  
ire, 44, rue de la Victoire, Paris.

70, rue Édouard-Nortier,  
92200 Neuilly.

- A la suite du décès de

Gérard VANDERPOTTE,

ses anciens collaborateurs à l'ANPE  
expriment leur vive émotion et leur  
profonde tristesse.

Ils tiennent, dans ces circonstances  
douloureuses, à témoigner leur  
reconnaissance à celui auquel l'écra-  
sissement doit son nom et qui incarne  
au plus haut niveau, dans les idées comme  
dans l'action, les valeurs du service  
public.

(Le Monde du 27 décembre 1994.)

- Les directeurs générales de  
l'ANPE et de l'AFPA,  
Et l'ensemble des personnels de  
l'ANPE et de l'AFPA,  
s'associent à l'hommage rendu à

Gérard VANDERPOTTE,

et témoignent à sa famille et à ses  
proches l'expression de leurs sincères  
condolances.

Remerciements

- La direction de l'Agence Reuter  
remercie les institutions, les profes-  
sionnels de la place de Paris et les confrères  
de son collaborateur

Michel BRIGOT,  
journaliste financier,

qui ont manifesté leur sympathie et  
leur estime à la suite de son décès, le  
23 décembre 1994.

- Béatrice et Renaud Dely,  
Elisabeth Dely et Béatrice Caux,  
très touchés des marques de sympathie  
que vous leur avez témoignées lors de  
la disparition brutale de

Alain DELY.

vous prient de trouver ici l'expression  
de leurs plus vifs remerciements.

- M<sup>me</sup> Ladislav Grosz,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Michel Grosz,  
Paul et Louis,  
M<sup>me</sup> Martine Dubriot,  
Et toute la famille,  
très sensibles aux marques de sym-  
pathie que vous leur avez témoignées lors  
du décès de

M<sup>me</sup> Ladislav GROSZ,  
née Noëlle Fini,

vous expriment leurs sincères remer-  
ciements.

- Rivedoux, Nentilly, Limoges.

Dans l'impossibilité de reproduire per-  
sonnellement à tous, M. et M<sup>me</sup> Robert  
Vergnaud, et leur famille, remercient  
de tout cœur toutes les personnes qui,  
par leur présence, leurs appels, leurs  
lettres ou messages télégraphiques,  
covois de fleurs et plaques, leur ont  
témoigné tant de sympathie et d'amitié,  
lors du décès de

Roland VERGNAUD.

Anniversaires

- Il y a dix ans,

Frédéric J.-M. BERGOUNIOUX

nous quittait, le 4 janvier 1985.

M<sup>me</sup> Bergounioux et son fils, Emma-  
nuel, demandent une pensée à ceux qui  
l'ont connu et aimé.

19, rue du Moulin,  
92160 Antony.

- Strasbourg, Châtillon-sur-Loire,  
Paris.

Il y a vingt-cinq ans, le 3 janvier  
1970, disparaissait

M. Pierre WEIL.

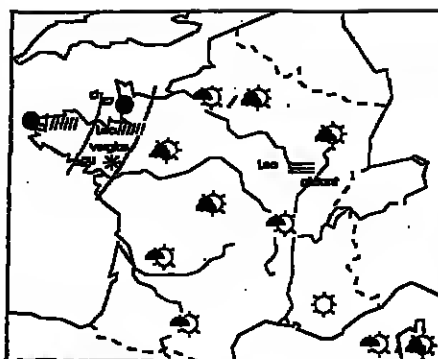
Son souvenir reste viv.

Communications diverses

- Au Corde Bernard-Lazare, 10, rue  
Saiot-Claude, Paris-3<sup>e</sup>, 161.

42-71-68-19. « Berlusconi et la nouvelle  
Italie », avec P. Fassino, sec. iot. de  
l'ex-PCI.

## MÉTÉOROLOGIE



MÉTÉO FRANCE

TEMPS PRÉVU LE MERCREDI 4 JANVIER 1995

VERS NORD

VERS SUD

VERS OUEST

VERS EST

VERS SUD-EST

VERS NORD-EST

VERS SUD-OUEST

VERS NORD-OUEST

VERS SUD-EST

VERS NORD-EST

VERS SUD-OUEST

VERS NORD-OUEST

VERS SUD-EST

VERS NORD-EST

VERS SUD-OUEST

VERS NORD-OUEST

VERS SUD-EST

VERS NORD-EST

VERS SUD-OUEST

VERS NORD-OUEST

VERS SUD-EST

VERS NORD-EST

VERS SUD-OUEST

VERS NORD-OUEST

VERS SUD-EST

VERS NORD-EST

VERS SUD-OUEST

VERS NORD-OUEST

VERS SUD-EST

VERS NORD-EST

VERS SUD-OUEST

VERS NORD-OUEST

VERS SUD-EST

VERS NORD-EST

VERS SUD-OUEST

VERS NORD-OUEST

VERS SUD-EST

VERS NORD-EST

VERS SUD-OUEST

VERS NORD-OUEST

VERS SUD-EST

VERS NORD-EST

VERS SUD-OUEST

VERS NORD-OUEST

VERS SUD-EST

VERS NORD-EST

VERS SUD-OUEST

VERS NORD-OUEST

VERS SUD-EST

VERS NORD-EST

VERS SUD-OUEST

VERS NORD-OUEST

VERS SUD-EST

VERS NORD-EST

VERS SUD-OUEST

TEMPÉRATURES	
maxima - minima	
FRANCE	
ALJACCIO	TV - 1
BLARRITZ	10/1
BORDEAUX	7 - 4
BOURGES	3 - 3
BREST	9/1
CAEN	4 - 2
CHERBOURG	5 - 5
CLERMONT-FER.	7 - 2
DJON	1/0
GRANOBLE	7 - 2
LILLE	4/0
LIMOGES	2 - 4
LYON, BRON	1/0
MARSEILLE	5/2
NANCY	3/1
NANTES	5 - 4
NICE	



# RADIO-TÉLÉVISION

## MARDI 3 JANVIER

TF 1	
14.30	Série: Côte Ouest.
16.10	Série: Superboy.
16.30	Série: La Miel et les Abeilles.
16.45	Club Dorothée Noël.
17.00	Arnold et Willy; Parker Lewis; Clip; Jeux.
17.55	Série: Premiers baisers.
18.25	Série: Les Filles d'à côté.
19.00	Série: Beverly Hills.
19.50	La Bêtise 1994.
20.00	Journal, Métro.
20.45	La Minute hippique et Métro.
20.45	Cinéma: Y a-t-il enfin un pilote dans l'avion ? (Film américain de Ken Finkleman (1982).
22.20	Les Films dans les salons.
22.30	Sport: Boxe. Championnat d'Europe des super poids en direct d'Epernay: Laurent Boudouani (France) contre Javier Castillejo (Espagne).
23.35	Magazine: Formule foot Coupe de la Ligue.
0.25	Journal et Métro.
0.40	Série: Peter Ström.

### FRANCE 2

13.50	Téléfilm: Les Mille et Une Nuits. De Philippe de Broca (2 <sup>e</sup> partie).
15.25	Tiercé.
15.35	Variétés: La Chance aux chansons (et à 5.15).
16.20	Des chiffres et des lettres.
17.15	Série: Les Années collège.
17.45	Série: Seconde B.
17.45	Série: La Fête à la maison.
18.15	Que le meilleur gagne (et à 3.00).
18.50	Studio Gabriel (et à 18.25).
19.20	Flash d'informations.
19.50	Journal.
20.00	Suivi du résumé du Rallye Grenade-Dakar, Métro et Point rouge.
20.50	Cinéma: Le Léopard. De Jean-Louis Godé (1983).
22.25	Documentaire: Têl est serré. De Jean-Louis Remilleux et Jean-Luc Féroce.
23.25	Journal et Métro.
23.50	Le Cercle de minuit: Portrait.
23.55	Documentaire: Les Heures chaudes de Montparnasse. Léon-Paul Fargue, le pion de Paris.
0.50	Programmes de nuit.

### FRANCE 3

13.30	Téléfilm: Roanoke. De Jean Egleston (2 <sup>e</sup> partie).
14.50	Série: La croisière s'amusse.
15.40	Série: Magnum.
16.30	Les Aventures de Tintin: le Scapin d'Ottokar (3 <sup>e</sup> épisode); Pater Pan; Fantôme 2040.
17.40	Magazine: Une pêche d'enfer.
18.20	Questions pour un champion.
18.50	Un livre, un jour. Lettres d'Oscar Wilde.
18.55	La 19-20 de l'information.
20.05	Jeu: Fa si la chanter.
20.30	Tout le sport.
20.35	Spectacle: Magic. Avec David Copperfield et Claudia Schiffer.
22.30	Métro et Journal.
22.55	Mardi chez vous. Programme des télévisions régionales.

### M 6

13.30	Téléfilm: Time sur la fréquence. De Fallerio Rosati.
17.00	Variétés: Hix Machine.
17.30	Série: Rintintin Junior.
18.00	Série: Brisco County.
19.00	Série: Code Quantum.
19.54	Six minutes d'informations.
20.00	Série: Cosby Show.
20.35	Magazine: Grandeur nature.
20.50	Série: Doctor Quinn, femme médecin.
22.35	Téléfilm: La Cécilia de la honte. De John Gray.
0.10	Les premières premières heures.
0.20	Série: Les Professionnels.

### CANAL +

13.35	Le Journal du cinéma.
13.40	Cinéma: Truitt. De Jean-Louis Godé (1983).
14.00	Film franco-roumain de Radu Mihailescu (1992).
15.20	Documentaire: Les Allumés.
15.45	Surprises (et à 17.40).
15.55	Le Journal du cinéma.
16.00	Cinéma: Traces de sang. O. Film américain d'Andy Weir (1992).
17.50	Canaille peluche. Insectes; Les Contes du chat perché.

En clair jusqu'à 20.35	
18.30	Ca cartoon.
18.40	Magazine: Nulle part ailleurs.
19.20	Magazine: Zéromax.
19.55	Magazine: Les Guignols.
20.30	Le Journal du cinéma.
20.35	Le Solf de l'or. Film français de Gérard Oury (1982).
21.55	Flash d'informations.
22.05	Cinéma: Poisson d'amour (Passion Fish). Film américain de John Sayles (1982) (v.o.).
0.15	Cinéma: Coup de cœur en retour. Film américain de John Sayles (1985) (v.o.).
1.35	Documentaire: La Solitude du renard polaire.

### LA CINQUIÈME

13.30	Magazine: Déf.
14.00	Rendez-vous avec l'Histoire. Le monde en guerre. Une nouvelle Allemagne (1 <sup>re</sup> partie, rediff.).
15.45	Les Écrans du savoir. Au fil des jours: Inventaire d'aujourd'hui; Ego et compagnie; Cinq sur cinq; Langue: espagnol, leçon n° 8, anglais, leçon n° 6; Le Journal du temps (rediff.).
17.30	Les Enfants de John.
18.00	Cinéma: La Terre.
18.30	Le Monde des animaux.

### ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00	
17.00	Cinéma: Mister Boo, détective privé. Film chinois (Hongkong) de Michael Hui (1977) (v.o., rediff.).
18.30	Reportage: L'illusion du paradis, de Bernd Lohmeier.
19.00	Magazine: Confetti.
19.25	Documentaire: Leonard Bernstein, concerts pour les jeunes.
20.27	Chaque jour pour Sarajevo.
20.30	5 1/2 Journal.
20.40	Magazine: Transit.
21.45	Série thématique: Made in Europe. Soirée proposée par Susanne Hoffmann et Sören Schumann.
21.46	Téléfilm: D'homme et d'elfe. Film américain de Keith Thompson et Allen Bissada.
23.20	Documentaire: Prix Europe 1994.

FRANCE-CULTURE	
20.00	Le Rythme et la Raison. Clara Haskil (2).
20.30	Archipel méditerranéen. Le corps transparent.
21.22	Quatorzième rencontre franco-allemande. Tolérance en France, en Espagne et en Allemagne. Les Nuits magnétiques.
22.40	Noche Cubana: Un certain regard sur le cinéma latino-américain. Avec Arturo Ripstein, Alfredo Guvera, Hanna Schygulska, Tomas Gutierrez Alea.
0.05	Le jour au lendemain. Brigitte Darin (1 <sup>re</sup> partie).
0.50	Coda. Le tour du monde en 80 jours. La France. 2. La Bretagne.

### FRANCE-MUSIQUE

20.05	Concert (donné le 18 octobre au Théâtre des Champs-Élysées): The Chairman Dances. Michael Thompson, cor, et Christopher Keller, piano; Quintette pour cor et cordes en majeur K 407, de Mozart, par Michael Thompson, cor, et Christopher Keller, piano; Quintette pour cor et cordes en majeur K 407, de Mozart, par Michael Thompson, cor, et Christopher Keller, piano; L'Ensemble de chambre de l'Academy of Ancient Music.
0.05	La Guitare dans tous ses états. Par Robert J. Vidé. Espagne, œuvres de Costa, Krouse et Ponce.

**Les interventions à la radio**  
France-Inter, 19 h 20: « Le pouvoir russe miné par la crise du Caucase » (« Le téléphone sonne »).

## IMAGES

### Immortelles

PAR une étrange alchimie qui ne s'explique pas, il arrive qu'à force de côtoyer la mort certaines images deviennent immortelles. On les rencontre, au coin d'une rue, au seuil d'une porte, elles s'emparent de vous et leur prise de possession est sans espoir de retour car elles ont le pouvoir de s'enraciner à jamais dans les mémoires.

Il y en avait une, lundi, assise sur un banc public du centre-ville de Grozny. Une image de la ville en ruine, une image rouge, col fourré, bonnet turquoise. En temps normal, personne ne l'aurait remarquée. Mais c'était jour de guerre à Grozny. Le banc public n'était plus vraiment ni banc ni public, et les bombardements de la nuit avaient transformé le centre-ville en champ de ruines. Le banc était bancal et dans le brouillard de ce paysage funèbre il y avait l'image d'une jeune fille immobile, assise de cette jeune et belle jeune fille immobile, invivable horizon sans le moindre regard pour le gros obus, qui gisait, inexploré, presque familial, à portée de ses chaussures. Sur TF 1, la voix d'un commentateur se hasarda à expliquer qu'il s'agissait d'une jeune fille tuellenn « habillée » par les horreurs de la guerre qu'elle s'était arrêtée là parce qu'elle ne savait plus où aller. Cette explication est certainement trop courte. Il y avait trop de force symbolique, sous l'apparence dérisoire de cette jeune fille immobile, pour la réduire à un signe de fatigue. Dans l'image de cette femme volontairement assise en contemplation à côté de cet obus il fallait voir toute la pulsance d'un « non » universel à

toutes les sottises guerrières. C'était la plus lumineuse des réponses à une autre image, plus banale, aperçue quarante-huit heures auparavant, en provenance du Kremlin, celle du jovial Boris Eltsine levant, devant un arbre de Noël, une flûte de champagne à la santé des éiens, et peut-être même des jaunes tankistes russes envoyés à la mort dans le neige de Grozny.

Il y en avait une autre, de ces images éternelles, dans le reportage consacré par France 2, ce même lundi soir, aux prisonniers du Rwanda. L'image, plein écran, d'un noir bouquet de têtes. Des têtes par dizaines. Environ soixante-dix. Des têtes immobiles, figées. Des regards ébénés, vides. Cent quarante paires d'yeux fixant la caméra à l'orée d'une mort programmée. Têtes empilées par l'image, d'une centaine d'hommes entassés comme des bestiaux dans une véritable cage de wagon. Tous Hutus accusés de génocide. Tous présumés assassins. Coupables en bloc. « Une seule dénonciation suffit. » Trop nombreux pour tenir debout, pour s'allonger. Trop semblables pour être épurés en détail. Têtes à couper d'hommes accroupis dans un croustillant, Arrêt sur l'image à la recherche de... combien d'innocents ? Sans arrêt sur la suite ordinaire d'un ministre de la justice se plaignant de ne pouvoir rendre la justice faute d'agréables: « On n'a rien. On n'a même plus d'agréables. J'attends... » Il attend, ils attendent, nous attendons. Vous attendez ? Si vous pleû, où est le banc public le plus proche ?

ALAIN ROLLAT

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles: ▶ Signifié dans « Le Monde radio-télévision »; □ Film à éviter; ■ On peut voir; ■■ Ne pas manquer; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## MERCREDI 4 JANVIER

TF 1	
6.00	Série: Intrigues.
6.30	Club mini Zig-Zag.
6.50	Métro (et à 7.10, 7.20).
7.00	Journal.
7.15	Club mini Zig-Zag. Gil et Julia.
7.30	Disney Club mercredi.
8.00	Jeux animés: La Petite Sirène; Tic et Tac; Reportage: Quel soit gagné; Invité: Pierre Barclay, magicien.
9.00	Dessin animé: Spirou.
9.30	Club Dorothée Noël.
10.00	Série: Moon; Le Maître des Bêtes; Dragon Ball; Jane et Serge; La Tour de magie; Power Rangers; Salut les Musclés; Trucs et astuces Jeux; La séquence animée du concours Klein; Jeux et rubriques.
12.00	Jeu: La Juste Prix.
12.50	Magazine: A vrai dire.
13.00	Journal, Métro et Tout compte fait.
13.40	Série: Bory.
14.00	La Ruée vers l'or d'Henri Sforan, avec Cameron Daddo, Burnum Burnum.
15.20	Club Dorothée Noël. Le Ranch de l'espoir; Orde de vie; Harry et les Henderson; Ricky ou la belle vie; Arnold et Willy.
17.55	Série: Premiers baisers.
18.25	Série: Les Filles d'à côté.
19.00	Série: Beverly Hills.
19.50	La Bêtise 1994.
20.00	Journal et Métro.
20.40	Sport: Football. Coupe de la Ligue, en direct du Parc des Princes: Paris Saint-Germain contre Auxerre; à 21.30, Mi-temps; 21.45, 2 <sup>e</sup> mi-temps.
22.40	Magazine: 37 + 5 le soir. Les enfants hyper-actifs; La néomologie; La consultation du soir.
0.10	Magazine: Les Rendez-vous de l'entreprise. Invité: Jean-Louis Descoeurs (les chaussures André).
0.30	Journal et Métro.
0.40	Série: Peter Ström.
1.25	TF 1 nuit (et à 3.15, 3.35, 4.30).
1.35	Programmes de nuit.

### FRANCE 2

5.55	Dessin animé.
6.05	Feuilleton: Les Craquantes.
6.30	Téléfilm.
6.50	Les Films Lumière. Puits de pétrole à Bakou (et à 22.45).
8.35	Série: Secrets.
9.00	Amour, gloire et beauté.
9.25	Chez Chou Mouvent.
10.00	Les Premières Fois: Manu; A-mi galérie; Les Twists; Le Transmorphateur; Reportage: Jeux vidéo; Chiquito.
11.10	Flash d'informations.
11.15	Jeu: Motus.
11.50	Jeu: Pyramide (et à 4.10).
12.20	Tout tout rira.
12.55	Métro (et à 13.40).

12.59	Journal et Bourse.
13.45	INC.
13.50	Chou Mouvent.
14.00	Équipe du Poney Express; Chiquito; Quel est le meilleur joueur?; Des souris à la maison blanche; Histoire fantastique.
17.05	Série: Seconde B.
17.30	Série: La Fête à la maison.
18.15	Que le meilleur gagne (et à 3.15).
18.45	Studio Gabriel (et à 18.20).
19.15	Flash d'informations.
19.50	Tirage du Loto (et à 20.50).
19.59	Journal. Suivi du résumé du Rallye Grenade-Dakar et Métro.
20.55	Téléfilm: L'Homme de la maison. De Pierre Lary.
22.35	Magazine: Les masques. Présenté par Mireille Dumas. Mon père n'est pas mon père.
23.50	Journal et Métro.
0.15	Le Cercle de minuit: Portrait.
0.20	Documentaire: Les Heures chaudes de Montparnasse. Léon-Paul Fargue, le pion de Paris.

### FRANCE 3

6.00	Euronews.
7.15	Bonjour Béatrice. Les Koolhaas; Pingu; Mine de rien; Les Aventures de Tintin: le Crabe aux pinces d'or (2 <sup>e</sup> épisode).
8.05	Les Minikéums. Twinkle; La Légende de Blanche-Neige; Les Trois Mousquetaires; Whigdet; Jeu: Les Mondes fantastiques; Il était une fois les découvreurs; Sandokan; Félémol peur.
11.55	Flash d'informations.
12.00	Télévision régionale.
12.45	Journal.
13.05	Téléfilm: Les Cavaliers de l'ombre. D'Andrew McLaglen.
14.55	Série: La croisière s'amusse.
15.45	Série: Magnum.
16.40	Les Minikéums.
17.40	Magazine: Une pêche d'enfer.
18.20	Questions pour un champion.
18.50	Un livre, un jour.
18.55	La Lettre finale d'André Bercoff.
18.55	La 19-20 de l'information.
20.05	Jeu: Fa si la chanter.
20.30	Tout le sport. A 20.35, Journal du Rallye Grenade-Dakar, en direct.
20.45	INC.
20.55	Magazine: La Marche du siècle. L'histoire du siècle, la dernière fois. Invité: Nicole Garcia, réalisatrice; Marie-Jeanne Dien, infirmière à l'Hôpital Paul-Brousse; Jean Rousseau, écrivain; Marcel

	Donat, ancien sidérurgiste; Roger Canac, guide de haute montagne. Document: Le Déraillement Moissan, d'Agade Polier.
22.30	Météo et Journal.
22.55	P Documentaire: Un siècle d'écrivains. Présenté par Bernard Repp. Cinéma, de Jacques Trépolet et Gérard Bonal.
23.45	Documentaire: Les Cinq Continents. Présenté par Bernard Repp. En direct, volcan des glaces (rediff.).
0.45	Série: Les Inconnus.
1.35	Musique: Caden Kane. Danse suite, de Bartok, par l'Orchestre symphonique de Chicago, dir.: Georg Solti (20 min.).
<hr/> <b>M 6</b> <hr/>	
6.55	Météo express (et 7.10, 8.05).
7.00	Informations: M 6 express (et à 8.00, 9.00, 10.00, 11.00, 17.50).
9.05	Musique: L'aveugle des clips (et à 10.05, 11.05, 6.05).
11.05	Série: L'Odyssée imaginaire.
12.00	Série: Papa Schultz.
12.30	Série: La Petite Meison
12.35	Météo: la météo.
13.00	M 6 K&U: Kid contre Kid: Kid dévota: le Japon. Mighty Max; Renan venant: Moi, Renan; Barba Comodoro: Jahan.
15.45	Série: L'Étalon noir.
16.10	Magazine: M6a 6.
16.25	Présenté par Guillaume Starzisk.
16.55	Météo: HIT Magazine.
17.00	Magazine: Fax/O (et à 9.40, 4.45).
	Présenté par Olivier Cachin et Laurence Romanec. Le retour du Chuck. Billy Ze Kick, Blackstar.
17.30	Série: Brimbo Junior.
18.00	Série: Brimbo County.
19.00	Série: Code Quantum.
19.55	Magazine d'Informations, M6a6.
20.00	Série: Cowboy Show.
20.35	Magazine: Écolo 6.
	Présenté par Michel Cellier. De la musique à la cuisine.
21.00	Téléfilm: Double Veilleux. De Lodovico Gasparini, avec Franco Nero, Barbara Co Roset. Après une transportation carcérale, un quadragénaire apprend à vivre avec le cœur et la conscience, victime d'un accident de la route.
22.35	Téléfilm: La Fée carabine. D'Yves Boisset, avec Fabrice Font Bellare. Belleville. Assassins de personnes âgées et combines des promoteurs immobiliers. D'après le roman de Daniel Frenay.
0.00	Série: Émotions.
2.30	Météo: Météo express.
	Nature et civilisation: 3.25. Portrait des passions françaises (La honte); 3.50, Jazz 6; 5.10, Les

### M 6

6.55	Matin express (et à 7.10, 8.05).
7.00	Informations: M 6 express (et à 8.00, 9.00, 10.00, 11.00, 12.00).
9.05	Magazine: Boulevard des clips (et à 10.05, 10.55, 11.55).
11.05	Série: L'Olympe imaginaire.
12.00	Série: Page Schulte.
12.30	Série: La Petite Maison dans la prairie.
13.25	M 6 Kid.
14.05	Kidmote: école; Kid découverte: l'équipe d'Agade Poirer; l'aventurier: Moi, Renart; Bannière Commando; Renart.
15.45	Série: L'Étalon noir.
16.10	Magazine: Météo 6.
16.25	Variétés: Hix Machine.
17.00	Magazine: Fax'O (et à 0.40, 4.45).
17.30	Série: Rintintin Junior.
18.00	Série: Brisco County.
18.30	Série: Code Quantum.
19.54	Six minutes d'informations.
20.00	Série: Cosby Show.
20.35	Magazine: École 6.
20.45	Téléfilm: Double Victoire. De Lodovico Gasparini, avec Franco Nero, Barbara De Rossi. Après une trentaine d'années, un quadragénaire apprend à vivre avec le cœur d'un adolescent victime d'un accident de la route.
22.35	Téléfilm: La Fée carabine. D'Yves Boisset, avec Fabrice Luchini, Tom Novembre, Béatrice, Assassinate de personnes âgées et combines des promoteurs immobiliers. D'après le roman de Daniel Pennac.
0.00	Série: Émotions.
0.30	Six minutes premières heures.
2.30	Rediffusions. Rectitude et civilisation; 3.25, Portrait des passions françaises (La honte); 3.50, Jazz 6; 5.10, Fréquences.

CANAL +	
En clair jusqu'à 7.30	
6.59	Pin-up (et à 12.29, 0.24).
7.00	CBS Evening News.
7.25	Canaille peluche.
7.55	Ca cartoon.
8.30	Documentaire: Les Intégrales.
8.55	Cinéma: Les Rêves de Tolède. Film italo-espagnol de Fernando del Real (1983).
10.15	Flash d'informations.
10.20	Le Journal du temps (rediff.).
10.25	Supplément (et à 16.35).
10.40	Cinéma: Stopping out. Film américain de Lewis Gilbert (1991). Avec Liza Minnelli, Shelley Long, Ellen Greene.
En clair jusqu'à 13.35	
12.30	La Grande Famille.
13.30	Le Journal de l'emploi.
13.35	Déjà pas Barry.
14.30	Documentaire: Les Allumés. Dénouement de pow-wow, de Jérôme Bimbenet.
15.00	Le Journal du cinéma.
15.05	Flash: l'équipe d'Agade Poirer; D'Arnold Salicrú, avec Jacques Weber, Yves Campbell.
16.55	Football américain. Match de championnat de la NFL.
17.50	Canaille peluche. Les Contes du chat perché.
En clair jusqu'à 21.00	
18.30	Ca cartoon.
18.40	Magazine: Nulle part ailleurs.
19.20	Magazine: Zéromax. Présenté par Daisy d'Errat, Eric Laugier, Marianne Nizan, Albert Agoud, Christophe Berth, José Garcia, Karl Zéro.
19.55	Magazine: Les Guignols.
20.30	Le Journal du cinéma du mercredi.
21.00	Cinéma: Robocop 3. Film américain de Fred Dekker (1992). Avec Robert Burke, Nancy Allen, Jill Hennessy.
22.40	Flash d'informations.
22.50	Cinéma: Mr. Wonderful. Film américain d'Anthony Minghella (1993). Avec Matt Dillon, Annabella Sciorra, Mary-Louise Parker (v.o.).
0.25	Cinéma: Faites-le avec les doigts (The Groove Tube). Film américain de Ken Shapiro (1974). Avec Ken Shapiro, Richard Belzer, Buzzy Linhart (v.o.).
1.35	Cinéma: L'homme de la tribu. Film franco-algérien de Mohamed Zemmouri (1992). Avec Said Amadi, Neel Kervoues, Kader Kadi (50 min.).

LA CINQUIÈME	
6.15	Opinions publiques.
6.20	Le Journal du temps.
6.30	Eurojournal (et à 8.30).
7.00	Jeunesse. Téléchat; Animaux superstars; R comme rats (rediff.); Croix jaunes; L'Aube Noire; Jeu: Les Explorateurs de la connaissance.
7.30	Jeu: Ça déminage (et à 13.00).
8.00	Magazine: Emploi (et à 15.15).
9.00	Les Écrans du savoir. Au fil des jours: Inventer demain; Allô la Terre: le mémoire de la glace (3 <sup>e</sup> partie); L'Œuf de Colomb; du microcosme au cosmos; L'Alphabet de l'image; La Preuve par cinq: la première guerre mondiale; Ça bouge; L'Amour en questions: le puberté, l'âge du désir, les pulsions; Au fil des jours (rediff.).
11.15	Magazine: Le savoir (rediff.).
11.45	Magazine: Qui vive (et à 15.45).
12.00	Magazine: Jeunesse. Téléchat; Animaux superstars: X comme étrange; Jeu: les Explorateurs de la connaissance; Le Journal du temps.
12.30	Magazine: About savoir. Le racket à l'école.
13.30	Cinéma: Circostances extraordinaires. Film français de Jean Boyer (1938). Avec Michel Simon, Arletty, Dorville.
16.00	Les Écrans du savoir. Les larmes au cerveau de l'image; L'Amour en questions: le puberté, l'âge du désir, les pulsions; Au fil des jours (rediff.).
17.30	Magazine: Les Enfants de John.
18.00	Jeu: L'Épave.
18.30	Le Monde des animaux. Jacques et les marmottes.

### ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00	
17.00	Série: Sigiswald. Le Saint-Sylvestre. Les éléments déchaînés. Le film: Un hôtel du tonnerre (1927, rediff.).
17.30	Magazine: Transit.
18.00	Magazine: Confetti.
18.25	Documentaire: Ambasciati, seigneur des éléphants.
20.20	Le Dessous des cartes. Entretien avec Arno Peters (1 <sup>re</sup> partie). Première de trois émissions consacrées à l'histoire géographique allemande.
20.27	Chaque jour pour Sarajevo.
20.30	5 1/2 Journal.
20.40	Les Mémoires de l'Histoire. Présenté par Alexandre Adler. L'insurrection de l'île rouge, Madagascar 1947.
21.40	Magazine: Musica. Pistoia et le désert, d'Yvon Gault et Didier Bayeux-Ouille. Le Train bleu, opérée dans un acte de Darius

	Milhaud, chorégraphie de Bronislava Nijinska, reconstruite par Frank W. D. Ries, scénario de Jean Cocteau, avec Elisabeth Maurin, Clothilde Vayer, Nicolas Le Riche, Laurent Quével. La Tricorne, ballet en un acte de Léonide Massine, remanié par Loris Massine, musique de Manuel De Falla, livret de Grigori Yankovitch, mise en scène de Pedro Antonio Aráoz, avec Kadir Belbel, Françoise Legrand, Fabrice Bourgeois.
23.05	Magazine: Musicarchiv. Vitephone, de Christian Labrande.
	Le magazine fête le centenaire du film avec l'un des précurseurs de la musique filmée à l'écran, le Vitephone.
23.45	Magazine: Entretien. Norman Mailer, entretien avec Jean Malouin (60 min.).
<b>FRANCE-CULTURE</b>	
20.00	Le Rythme et la Raison. Ciera Haasli (3).
20.30	Antipodes. Les écrivains franco-canadiens. Avec Daniel Poliquin, Ying Chen, Jean-Pierre Reboullet et Pierre Caravaggio.
21.32	Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Royaume-Uni, de la Suède et de la Suisse.
22.40	Communautés des radios publiques de langue française. Les Nuits magnétiques. Dongho Thi Huang: l'urgence. Urgence de vivre.
0.05	Du jour au lendemain. Michèle Grangeaud (Jours le jour).
0.50	Codi. La tour du monde en 80 jours. La France, 3. Pays basques.
<b>FRANCE-MUSIQUE</b>	
00.05	Concert. Du mardi 10 et 12 octobre au Victoria Hall (de Genève): Cuentos-tu-brúwudes et fugas pour guitar BWV 846 à 853, de Frédéric Schütz, piano.
22.30	Musique pluriel. Etude pour piano, de Ligeti, par Pierre-Laurent Aimard, piano; L'Albergo, pour cor des Alpes, de Krennel, par Hans Krennel, cor; Jubilate, de Tanguy, par l'Orchestre national de la ville de France.
23.00	Allez le nuit. Saison pour violon et piano n° 1, de Bartók, par Gidon Kremer, violon, et Meritha Argerich, piano; Queues pour hautbois et cordes K 370, de Mozart, par l'Ensemble de chambre de l'Académie de Ancient Music.
0.05	Jazz vivant. Ornette Coleman, saxophoniste avec Earl, Charles Morrow et Denardo Coleman.
<b>Les interventions à la radio</b>	
Radio Shalom, 18 h 30 : « Le grand débat », avec Charles Millon.	



PIERRE GEORGES

## La neige

**C**HRONIQUE du coin du feu : il neige ! En voilà une nouvelle, et une vraie. Il neige, de la grosse, de la bonne et blanche neige comme il n'en était plus tombée depuis belle lurette. Il neige sur l'Est. Et peut-être même ailleurs. Mais, vu qu'ailleurs c'est nulle part, on s'en moque un peu.

Il neige en janvier. La belle affaire ! Pas de quoi en faire un plet ou ces quelques lignes. Hé si, justement ! C'est qu'à force de privations, d'hivers indiens, de sécheresses anticycloniques, d'avions à réaction, de bombes atomiques, de couche d'ozone toute mitée, nous avions perdu le souvenir, l'idée même de ce que pouvait être un paysage de neige. Déjà qu'il ne pleuvait plus et que les nappes phréatiques se mouraient de soif, alors, pensez, de la pluie en cristaux, luxe oublié, culture en perdition.

Il neige en plaine et en vallons. A 258 mètres d'altitude. Autant dire chez les damnés de la bouillasse. Il neige chez les pauvres, les sans-grade, les privés d'or blanc. On ne parle pas ici de montagnes, de sports d'hiver, de ces pays pentus et étranges où la neige a ordre de neiger. De gré ou de force, élevée, comme vœux, en batterie ou forcée au canon, invitée à tomber avec un grand bruit de tiroir-caisse, la neige n'y est plus un luxe ou une norme saisonnière. Mais d'abord et avant tout une matière première et un outil de travail. Et c'est très bien ainsi, dans l'ordre des choses.

Gageons que s'il neige ici c'est qu'il neige là-bas et qu'ils pourront travailler et prospérer en pays.

Et revenons à nos flocons. C'est curieux comme les habitudes survivent aux parenthèses. Il fut un temps où, pour qualifier l'enfant démuné, on disait de lui qu'il n'avait jamais vu la mer. Ce matin, l'armée des stupéfaits, le horde des couvains qui n'avaient jamais vu la neige, ou presque - il faut bien exagérer un peu - ont réagi d'instinct.

Au quart de tour et sans mode d'emploi, ils ont tout réinventé, tout appris : que la neige ne s'accueille bien qu'avec des cris de joie, le feu aux joues et la goutte au nez. Qu'une bonne bataille de boules de neige ne doit se terminer que par le bombardement en règle des adultes par les troupes de la coalition. Et qu'un bonhomme de neige ne saurait trouver son plein épanouissement, avec son gros nez rouge carotte, qu'un balai à la main et un chapeau de paille sur la tête pour le protéger des atteintes de la fonte.

Ils ont tout essayé, les roulettes dans la pente, les branches d'arbre assouplies pour des douches poudreuse, les glissades sur des luges flues comme VTT. Et ils ont tout retenu. Même que la neige c'est froid et que le froid attaque toujours par les pieds et les mains. Ils ont ri, crié de ce cadeau surprise offert par le père Janvier. Et puis, excités comme des puciers, ils sont rentrés pour tirer, avec un peu d'avance, ces Rois qui n'étaient pas leurs cousins.

## Les islamistes égyptiens multiplient les attentats contre les forces de l'ordre

LE CAIRE

de notre correspondant

Les forces de l'ordre procèdent, depuis lundi 2 janvier, à des rafles dans les milieux islamistes de la province de Minieh, située à 300 km au sud du Caire, après les quatre attentats qui, le jour même, ont coûté la vie à huit policiers et à trois civils. Plusieurs centaines de fondamentalistes musulmans ont été interpellés tandis que des dizaines de personnes soupçonnées d'être sympathisantes des organisations intégristes ont été arrêtées. Des renforts ont été envoyés de la province voisine d'Assiout qui, jusqu'à la mi-1994, était la région où le plus grand nombre d'attentats étaient commis contre les forces de l'ordre.

Les attentats de lundi sont les plus meurtriers perpétrés contre les forces de l'ordre depuis le début de la lutte engagée contre les extrémistes musulmans, il y a deux ans et demi. Ils ont été minutieusement montés puisque ils ont, tous, eu lieu de la même manière, presque simultanément - au moment où les policiers se rendaient au travail - et dans la même région, à Roda, à Achmounein et à Mallouhi.

Depuis près de six mois, les membres des mouvements islamistes Djamaa Islamiya ou El Djihad ont commencé à fuir Assiout

pour reprendre leurs opérations dans la province de Minieh, et notamment dans les environs de la ville de Mallouhi. C'est dans cette région que la police a tué, mercredi 28 décembre, six membres de la Djamaa Islamiya. Opération qui a sans doute provoqué les représailles des extrémistes.

Malgré les attentats de lundi et alors qu'en 1994 plus de trois cents personnes ont été victimes des violences, le ministre de l'intérieur estime « avoir la situation sous contrôle ». « Ce n'est plus la marée mais des vagues qui frappent sporadiquement de manière violente et désordonnée », avait récemment estimé un responsable de la sécurité. A l'en croire, les extrémistes se contentent aujourd'hui de réagir alors qu'au printemps 1992 ils menaient des opérations spectaculaires qui allaient crescendo à chaque réaction policière.

## Croisières bradées

Cette recrudescence de la violence a fait perdre aux fondamentalistes musulmans une part de la sympathie dont ils jouissaient dans certains quartiers pauvres du Caire ou dans des régions désertiques de haute Égypte. Après un certain flottement, la police a allié à la répression, parfois aveugle, la

méthode utilisée par l'Italie dans sa lutte contre les Brigades rouges. Le terroriste repenti est lavé de ses crimes passés ce qui permet de l'infiltrer dans des organisations extrémistes dont plusieurs cellules ont ainsi été démantelées au cours des deux dernières semaines.

En outre, le ministre de l'intérieur a commencé à s'attaquer aux extrémistes musulmans qui vivent à l'étranger. Lors de la conférence des ministres arabes de l'intérieur qui doit s'ouvrir, mercredi, à Tunis, Le Caire va demander le renforcement de la coopération en matière de lutte anti-terroriste. L'Égypte s'apprête à insister sur le fait qu'aucun régime arabe -

même les plus proches des islamistes - n'est à l'abri de la surenchère et de la violence extrémiste.

Le tourisme, qui rapporte au pays plus de 40 % de ses recettes (3 milliards de dollars en 1992) et fait vivre directement ou indirectement une dizaine de millions d'Égyptiens, pâtit de ces violences. Aujourd'hui, les croisières sur le Nil sont bradées : 30 dollars par jour, logement, nourriture, visites et transport compris. Cet effort contraint sur les prix a favorisé une reprise du « tourisme pauvre » mais sans vrais bénéfices pour ceux qui l'organisent. Rente de mieux.

ALEXANDRE BUCCIANTI

## Dans « Le Monde diplomatique » de janvier

## Sanglants paris en Tchétchénie

En décidant d'intensifier les opérations militaires contre les rebelles tchétchènes, Boris Eltsine a choisi, malgré la réticence des forces armées et des parlementaires, de régler par la violence un conflit interne à la Fédération de Russie. Dans le *Monde diplomatique* de janvier, Karol Bartak soupèse les risques d'une extension du conflit à tout le Caucase et les menaces qui pèsent à Moscou sur une démocratie déjà fragilisée par l'assaut contre le Parlement en octobre 1993.

Le *Monde diplomatique* publie également deux documents : sur le « République des montagnards », créée à la suite de la révolution d'Octobre (1917) et qui vit coexister le pouvoir des soviets et le *charia* ; sur la déportation, en 1943, ordonnée par Staline, de tout le peuple tchétchène vers les

déserts du Kazakhstan. Une grande carte donne à voir, avec précision, la géopolitique des conflits qui déchirent le Caucase et l'implication de l'armée russe.

En lire, d'autre part, un article de Fariba Adelkhah, sur l'offensive des intellectuels en Iran. La crise économique, les divisions politiques et l'isolement international du pays, favorisent, malgré les interdits imposés par la révolution islamique, de vigoureux débats dans la société. Les clercs - les mollahs - n'ont plus le monopole ni de la parole ni du éphémère. Dans la rue, mais aussi à travers de multiples acteurs de la vie sociale, se forge, en dehors du pouvoir, un autre destin pour l'Iran.

► En vente chez tous les marchands de journaux ; 20 F.

## Après six ans de recherches menées avec l'INRA

## Lafarge-Coppée met sur le marché un nouvel hybride de blé

La société Lafarge-Coppée vient de mettre sur le marché une nouvelle variété de blé hybride destinée essentiellement à la panification et à la biscuiterie. Quelques semis ont été faits cet automne, mais le cimentier qui s'est diversifié dans les biotechnologies au début des années 80, espère bien recueillir rapidement les bénéfices de six ans de recherches (1986-1992) menées avec les stations de l'Institut national de recherche agronomique (INRA). Le marché potentiel d'une telle semence serait en effet, si l'on se croit l'hebdomadaire *la Vie française*, de quelque 15 milliards de francs pour l'Europe et d'environ le double pour la Chine.

Même si depuis plus de trente ans, les semenciers et les organismes de recherche travaillent sur les hybrides de blé, plus difficiles à mettre au point que, par exemple, les hybrides de maïs, il semble bien que Lafarge-Coppée et sa filiale Hybrinov aient pris une petite avance sur leurs concurrents les plus directs : Hybritech, filiale de Monsanto et Coopdepu, et Ciba-Geigy.

Contrairement aux plantes comme le maïs qui sont « allogames » et permettent donc de croiser facilement les pollens produits par deux plantes différentes mâle et femelle, le blé est « autogame » et se connaît pratiquement que l'autofécondation. Durant les trente dernières années, biologistes et semenciers ont tenté de

changer la nature. En travaillant sur le matériel génétique des noyaux et des cytoplasmes des cellules du blé, ils sont parvenus à obtenir des lignées de mâles stériles dont la partie femelle pouvait alors accepter le pollen provenant d'autres plantes.

« Las, les résultats escomptés n'ont pas été au rendez-vous », explique François-Xavier Oury de la station Inra d'amélioration des plantes de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Nous nous sommes donc tournés, il y a une dizaine d'années, vers une autre voie proposée par les grands industriels de la chimie : la pulvérisation de substances chimiques particulières, les gamétocides, capables d'inhiber la fonction mâle du blé tout en préservant sa partie femelle pour une fécondation.

L'un des premiers gamétocides efficace, mis au point par Shell, e du être abandonné parce que cancérogène. En revanche, Monsanto et Lafarge-Coppée, via sa filiale Orsan, ont abouti. Six ans de travail avec l'INRA ont été nécessaires pour déboucher industriellement et proposer à la vente cet hybride de blé qui présente une « supériorité » d'environ 110 % par rapport à ses parents - contre 200 % dans le cas du maïs - une relative rusticité, et ne réclame pas, semble-t-il, de moyens en eau et en engrais plus importants que ceux des autres blés.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier

## Le contrôle technique est obligatoire pour les voitures de plus de quatre ans

Les voitures particulières mises pour la première fois en circulation en 1990 et 1991 devront subir un contrôle technique en 1995, rappelle la Sécurité routière dans un communiqué. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, le premier contrôle technique obligatoire prévu pour les voitures particulières doit en effet intervenir pour le quatrième anniversaire de la première mise en circulation et non plus à compter du cinquième, comme cela était le cas en 1994.

Par ailleurs, le contrôle tech-

nique est désormais obligatoire pour la revente des véhicules d'occasion de plus de quatre ans (au lieu de cinq ans jusqu'à présent), mais la durée de validité du certificat de contrôle (trois ans) reste inchangée. Elle sera toutefois ramenée à deux ans en 1996 pour être en conformité avec les normes européennes. Les obligations de réparation, rappelle la Sécurité routière, continuent de concerner les dispositifs de freinage, les pocomatiques, les systèmes d'éclairage et de signalisation ainsi que les normes de pollution.

## DEBATS

Algérie : « Pour une rupture créatrice », par Edgar Pisani ; Tchétchénie : « Un peuple indomptable », par Marie Bernigès-Broxup ; Diagonales, par Bertrand Poirot-Delpech ; « A vous, les studios ! » (page 21).

## INTERNATIONAL

## Belgique : le Brabant n'est plus bilingue

Habité majoritairement par des Flamands, dans sa partie nord, et des Wallons, dans sa partie sud, la province du Brabant se singularisait, jusqu'à présent, par son caractère bilingue. Aussi, e-t-elle survécu à diverses réformes constitutionnelles établissant le fédéralisme sur des bases linguistiques. Pour eux, accords de 1993, qui ont prévu le partage, à partir de 1995, du Brabant en deux provinces distinctes. Un des derniers vestiges de la Belgique unitaire vient de disparaître (page 4).

## COMMUNICATION

## TF 1 affirme avoir réalisé 89 % des meilleures audiences de 1994

La chaîne du groupe Bouygues a publié, lundi 2 janvier, la liste des cent meilleures audiences de télévision en 1994, selon les chiffres de Médiamétrie-Médiamat comprenant les individus de 4 ans et plus. La chaîne a souligné qu'elle arrivait en tête dans 89 % des cas. Auto-glorification, plutôt banale, cette liste apporte surtout la preuve qu'un genre particulier, le fiction, domine tous les autres (page 7).

## CULTURE

## Danse : « Adieu », de François Raffinot, à l'Opéra Comique

Une méditation sur la mort, la douleur apaisée. Elle revient d'une tournée en des lieux prestigieux français (Festival octobre en Normandie à Rouen, Arsenal de Metz), et repartira à l'étranger : Kenya, Madagascar, Djibouti, Écosse. Trois jours à Paris, seulement : l'« Adieu », de François Raffinot, directeur du Centre chorégraphique national du Havre (page 14).

## ÉCONOMIE

## L'Arabie saoudite affronte une grave crise financière

Conséquence de la chute des cours du pétrole, le projet de budget de l'État saoudien pour 1995 table sur une réduction de 6 % des dépenses et une hausse sensible des recettes publiques. Les tarifs publics seront relevés pour rassurer la communauté internationale inquiète de la crise financière que traverse le premier producteur mondial de pétrole brut (page 16).

## Mexique : le « plan d'urgence économique » est retardé

Le président Ernesto Zedillo s'est vu contraint, lundi 2 janvier, de reporter de vingt-quatre heures l'annonce de son « plan d'urgence économique » à la suite des désaccords survenus au cours de la négociation avec les syndicats et le patronat. Ce programme de redressement pourrait, selon certaines sources, porter sur quelque 96 milliards de francs obtenus, pour l'essentiel, auprès des banques et de gouvernements étrangers (page 16).

## SERVICES

Dans la presse ..... 7  
Légion d'honneur ..... 10  
Chronologie de décembre ..... 12  
Annonces classées ..... 18-25  
Abonnements ..... 26  
Marchés financiers ..... 26-27  
Carnet ..... 28  
Météorologie ..... 28  
Mots croisés ..... 28  
Radio-télévision ..... 29

La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3617 LMDOC  
et 36-28-04-56

## DEMAIN

« Arts et Spectacles »  
Les nouveaux films de la semaine, avec en vedette un premier film, noir et stylisé, new-yorkais et surprenant, *Little Odessa*, de James Gray, et une comédie « décalée » venue d'Australie, *Priscilla*, folle du désert, de Stephan Elliott. Mais aussi trois pages de sélection théâtre, musiques, danse, arts.

Le numéro du « Monde » daté mardi 3 janvier 1995 a été tiré à 475 878 exemplaires

Le 9 janvier,  
vous découvrirez  
les pages « Entreprises »  
du nouveau Monde.

« Nous en ferons beaucoup plus sur les entreprises parce que leurs décisions ont des conséquences aussi importantes que celles prises par les États, parce qu'elles sont de plus en plus un lieu de vie. Finalement, on y passe plus de temps qu'avec ses proches. »

Philippe Labarde  
Directeur de l'information

Le Monde

مكتبة النهر